

**LA RECHERCHE
D'UNE NOUVELLE POLITIQUE
DE L'EMPLOI**

**Vingt-quatre ministres
du travail réunis à Paris**

LIRE PAGES 28-29

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 BA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
11 fr.; Canada, 60 c. et 1 dollar; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce,
70 dr.; Iran 48 rls.; Italie, 250 L.; Japon, 120 y.;
Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
8,00 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 120 kr.;
Suisse, 1 fr. S.S.A.; 50 cts; Turquie, 10 L. etc.

Tarif des abonnements page 29

5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4397-21 Paris
Tél. Paris 20 606372
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LA RHODÉSIE au pied du mur

Déclarer l'état de guerre ne signifie pas faire la guerre. Mais la décision du président du Mozambique, M. Samora Machel, de fermer les 1300 kilomètres de frontières de son pays avec la Rhodésie témoigne à tout le moins de sa volonté d'appliquer réellement le blocus économique préconisé par les Nations unies à l'encontre de Salisbury. Au delà, elle est un véritable ultimatum au pouvoir blanc de M. Ian Smith.

Avant l'indépendance du Mozambique, le 25 juin 1975, les quatre cinquièmes du commerce extérieur de la Rhodésie transitaient par les ports de Beira et de Lourenço-Marques (devenu Maputo). La fermeture des lignes de chemin de fer entre les deux pays oblige les Rhodésiens à emprunter la route d'Aden, au Sud, plus longue et infiniment plus coûteuse.

Le Mozambique, qui vient de connaître de mauvaises récoltes et souffre d'une pénurie de devises, se prive ainsi de 10 millions de livres sterling de taxes portuaires et de trafic ferroviaire. Il se coupe aussi d'une source d'approvisionnement en produits agricoles. Mais il ne fait guère de doute qu'il obtiendra avant cette décision — une promesse d'aide de pays socialistes, ainsi qu'il de la Zambie. Les présidents des quatre pays ne se sont-ils pas rencontrés à Maputo au début de février pour décider de leur attitude vis-à-vis du plus fragile pouvoir blanc d'Afrique australe? En mai 1975, la conférence du Commonwealth, réunie à la Jamaïque, avait également préconisé la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie, et, sans tarder, le gouvernement de Londres a accueilli favorablement la décision du président Machel. La conférence avait en outre accepté le principe d'un fonds de compensation pour soutenir l'économie mozambicaine.

S'il pensait que la lune de miel avec le Mozambique — qui durait depuis l'indépendance de ce pays — pouvait durer, M. Smith s'est trompé. L'échec d'une première conférence constitutionnelle entre Noirs et Blancs sur l'avenir de la Rhodésie en août 1975, l'absence de négociations, reprises le 15 décembre avec la fraction intérieure du Conseil national africain de M. Nkomo, lui ont en grande partie imprévus. Ne continuait-il pas toujours d'affirmer son opposition à la règle de la majorité? Or, pour des raisons démographiques l'aggravées — deux cent quatre-vingt mille Blancs face à cinq millions Noirs — la position du pouvoir minoritaire est sans espoir. M. Smith va donc devoir réexaminer sa position.

Dans la décision qui prendra le pouvoir blanc en Rhodésie, l'attitude de l'Afrique du Sud pèsera lourd. Depuis longtemps déjà, M. Vorster cherche à éviter une confrontation raciale à sa frontière du nord-est, au moment où se pose pour lui le problème de la Namibie. Son objectif est de parvenir à une transformation pacifique de la Rhodésie, par la création d'un État africain au sein duquel la communauté blanche garderait certains privilèges.

Le premier ministre de Trinité doit d'abord décider s'il autorisera ou non un passage massif du commerce extérieur rhodésien par l'Afrique du Sud. Mais, s'il veut sauver ce qui peut l'être, de sa politique de détente avec l'Afrique noire, il doit aussi faire comprendre à M. Smith que, en cas de conflit armé en Rhodésie, l'Afrique du Sud n'interviendra pas. Pourra-t-on néanmoins éviter le « bain de sang » annoncé il y a quelques jours encore par le président de la Zambie?

(Lire nos informations page 2.)

**UN « PLAN MARSHALL
ARABE »
EN FAVEUR DE L'ÉGYPTÉ ?**

(Voir page 16)

La libéralisation compromise en Espagne

**Trois manifestants ont été tués
par la police à Vitoria**

De graves incidents ont eu lieu le 3 mars à Vitoria, au Pays basque, la police a ouvert le feu sur des manifestants, tuant trois civils et en blessant une trentaine d'autres; un représentant des forces de l'ordre a, d'autre part, été grièvement blessé par un cocktail Molotov. Ce jeudi matin l'armée avait pris position dans les rues de Vitoria. Les affrontements font suite à une série de grèves commencées en janvier dans plusieurs entreprises de la ville et qui se sont durcies après le refus du patronat de négocier avec d'autres représentants que ceux des syndicats officiels.

Cette brusque tension qui compromet les chances de M. Fraga Iribarne de mener à bien la libéralisation, inquiète les milieux politiques basques. Les ultras prennent en effet prétexte des désordres actuels pour s'opposer à une évolution démocratique qui est également combattue par les extrémistes de gauche. Dans ce contexte, le projet de Juan Carlos I^{er} de soumettre à référendum une réforme constitutionnelle constitue une ultime tentative pour empêcher le retour en force des partisans d'un régime franquiste dur.

Consternation à Madrid

De notre envoyé spécial

Madrid. — Les dramatiques incidents de Vitoria ont semé la consternation dans les milieux politiques de Madrid. Ils inquiètent une opinion déjà troublée par la multiplication des mouvements de grève et l'ambiguïté profonde de la situation politique actuelle. L'assaut de la violence depuis deux semaines dans toute la péninsule, les affrontements quotidiens et de plus en plus brutaux entre groupes et forces de l'ordre, mettent soudain en lumière les risques de cette période de transition.

Les hommes qui sont au gouvernement depuis trois mois soulignent l'urgence d'une réforme constitutionnelle qui a été en quarante ans d'immenses progrès et des habitudes d'insécurité. Ils souhaitent construire un régime plus démocratique, plus adapté à la société espagnole moderne, qui permette de bâtir, dans un délai raisonnable, une véritable démocratie.

L'immense majorité des Espagnols, de la gauche à la droite, espèrent, consciemment ou non, que ce parti pourra être tenu. Même les formations de la gauche classique, semi tolérées ou encore clandestines, communistes, socialistes ou de diverses tendances, démocrates chrétiens à la recherche de l'unité, affirment que la « réforme démocratique » qu'ils préconisent se fera sans « fracture ».

Il s'agit, pour elles, de rompre plus nettement et plus rapidement avec les institutions franquistes que ne le veulent les réformistes du gouvernement. Mais à l'extrême droite comme à l'extrême gauche des forces minoritaires et actives jouent délibérément la politique du pire. Les ultras ne veulent à aucun prix du « changement » démocratique. Des formations révolutionnaires d'extrême gauche dé-

noncent quant à elles de plus en plus souvent la politique trop conciliante du parti communiste et des commissions ouvrières. Depuis quelques semaines, elles ont marqué des points non négligeables dans un monde ouvrier disponible, assez peu politisé, mais qui devient plus combatif. Tout indique, d'autre part, que les forces de l'ordre ont retrouvé une efficacité, une énergie, une volonté d'élimer rapidement tout risque de troubles graves qui rappellent les périodes les plus sombres du franquisme. Tout laisse à penser aussi qu'elles peuvent, dans certains cas, échapper aux considérations politiques.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 3.)

LE MIDI VITICOLE en ébullition après l'arrestation de deux vignerons

De graves incidents ont opposé, dans la nuit de mercredi à jeudi, quelques centaines de vignerons aux forces de l'ordre à Nerbonne (Aude). Les manifestants protestaient contre l'arrestation de deux viticulteurs soupçonnés d'avoir participé au sabotage des installations de la firme de négoce de vins dans la région. L'acte d'insubordination a été qualifié de « révolte viticole ».

Encore une fois la passion l'a emporté sur la raison : le Midi viticole est en ébullition. Pourquoi?

Les cours du « gros rouge » se sont-ils effondrés? Non, ils ont plutôt subi une bonne tenue. Les importations de vins italiens concurrentielles ont encore dévalorisé les produits français? Non. Le sévère contrôle de la qualité imposé par le gouvernement français, semble-t-il, décourage les négociants d'acheter à vil prix du « blanc caché » pour couper du « rouge ».

Alors? Deux vignerons ont été arrêtés mercredi après-midi et transférés à Lyon pour être entendus par un juge d'instruction. Ils sont soupçonnés d'avoir participé au sabotage des chais de M. Pierre Ramel, dans l'Ain. Depuis quelques mois, ce négociant en vin de Mâconnaise est la bête noire des vignerons. Ils l'accusent d'être l'un des gros « trafiquants » de vins italiens qui ruinent la viticulture languedocienne.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 30.)

L'agitation universitaire s'étend en province

A trois semaines des vacances de printemps, l'agitation s'étend dans les universités de province et commence à toucher, mais faiblement, certains établissements parisiens. Le mouvement semble le plus important à Amiens, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Rennes et Toulouse. Des manifestations, rassemblant de quelques centaines à plus de deux mille étudiants, ont eu lieu mercredi 3 mars dans un certain nombre de villes.

Les étudiants manifestent principalement contre la réforme du second cycle universitaire et celle, envisagée par le ministre de l'éducation, de la formation des maîtres. Dans les instituts universitaires de technologie, les revendications concernent, comme les années précédentes, la reconnaissance du diplôme de sortie dans les conventions collectives et la possibilité d'accéder au deuxième cycle universitaire. Plus généralement, c'est l'inquiétude profonde des étudiants face à leur avenir et au débouché incertain de leurs études qui est la toile de fond de ce mouvement.

Dans les lycées, seule la cité scolaire d'Amiens paraît touchée par la grève des élèves. Toulouse, des militants d'extrême gauche ont réuni à Paris la première « coordination lycéenne ».

(Lire page 10 nos reportages sur les universités de Grenoble et de Toulouse.)

Le passage de la maternelle à l'école élémentaire

A chacun son rythme

par RENÉ HABY

M. René Haby, ministre de l'éducation, précise ci-dessous pour le monde sa position sur le passage de l'école maternelle à l'école élémentaire, et sur son projet de cours préparatoire à deux vitesses, qu'il a récemment confirmé. Cette déclaration provoque des réactions hostiles, notamment de plusieurs organisations d'enseignants et de parents d'élèves.

Des approbations — dont je ne parlerai pas — mais aussi des critiques se sont exprimées sur le projet d'organisation de deux voies, l'une plus rapide que l'autre, pour les premières apprentissages de la lecture et du calcul. Pour une répartition de parents d'élèves connus

pour ses jugements sans nuances cela revient à « faire une sélection dès l'entrée dans la primaire » pour M. Médecin, député socialiste, « orientation prématurée fondée sur le redoublement abouti à reculer dès le plus jeune âge des filières clandestines ».

L'aspect tendancieux de l'interprétation donnée aux projets présentés seuls aux yeux de la presse est évident tout d'abord. Est-il besoin de souligner que ces projets ne comportent aucune « sélection », puisque tous les enfants sont acceptés à six ans dans l'enseignement primaire? Par ailleurs, l'organisation souple proposée a précisément pour effet d'éviter les « redoublements » et les « filières clandestines » qui sont la plaie du système actuel.

(Lire la suite page 9.)

Ce que je pense du Chili

Sous le titre « Les Commandements de l'histoire et les exigences de l'avenir », M. Eduardo Frei, leader de la démocratie chrétienne, qui fut président du Chili de 1964 jusqu'à l'élection de Salvador Allende, à la fin de 1970, a rédigé un texte d'une soixantaine de pages qui constitue un véritable réquisitoire contre la junte militaire au pouvoir à Santiago. D'abord résumée, cette brochure circulait sous le manteau au Chili depuis décembre 1975 lorsque sa publication fut autorisée en janvier dernier.

I. — Les extrémistes au pouvoir

par EDUARDO FREI

Je prends la plume moi par un impératif auquel je ne puis me soustraire : je ne puis cacher l'angoisse que je ressens pour le sort de notre pays. J'aurais préféré ne rien dire : je sais trop que ce que je vais dire déclencherà des

attaques et provoquera des incompréhensions contradictoires. On me prêtera les intentions les plus diverses. C'est de peu d'importance en regard de la situation dramatique que nous vivons.

J'ai, à l'égard du peuple chilien, des responsabilités qui ne disparaissent pas. Car il m'a manifesté à plusieurs reprises sa confiance en me désignant pour le représenter au Parlement et en m'élevant ensuite comme président de la République avec un nombre de voix jamais atteint dans notre histoire. J'ai donc le devoir de lui rendre compte de la situation du pays. J'ai donc le devoir de lui rendre compte de la situation du pays. J'ai donc le devoir de lui rendre compte de la situation du pays.

Notre opposition au gouvernement de cette époque était du même type que celle qui se serait exercée dans l'histoire que le Parlement du monde libre. Nous nous sommes attachés à un gouvernement qui dévalait la monnaie de 35 000 % en trois ans, laisse se

(1) Les sénateurs chiliens étaient élus au suffrage universel. Eduardo Frei fut élu sénateur en mars 1969 dans un des quartiers les plus populaires de Santiago. Il remplit plus de vingt ans de fonctions politiques et sociales associées.

par le gouvernement du général Pinochet. Nous commençons aujourd'hui la publication d'un texte condensé de l'original de M. Eduardo Frei, dans lequel l'ancien président chilien justifie sa position au moment du renversement, le 11 septembre 1973, de l'unité populaire, condamne le « caractère fasciste » du régime actuel et réclame l'instauration d'un régime démocratique modéré, étape nécessaire, selon lui, avant le rétablissement d'une véritable démocratie au Chili.

II. — Les extrémistes au pouvoir

développer durant les douze derniers mois une inflation de l'ordre de 400 %, accepta de vivre officiellement et publiquement avec des groupes partisans de la violence et favorisa l'importation d'armes pour les partis et organisations qui l'appuyaient.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

MATCH

Qu'est-ce qui était le plus important en fin de compte? Le match Fourcade-Bitterrand ou le match Kiep-Saint-Étienne? D'un jour à l'autre, l'actualité donne à un affrontement l'avantage sur l'autre. Ce n'est, dans chaque cas, qu'une forme de jeu éternel qui se dramatise de camp à camp comme jadis, dans la cour de l'école, entre les gendarmes et les voleurs.

Ni la politique ni le sport n'y gagnent en fin de compte, mais peut-être celui-ci y perd-il moins que celui-là, car en moins ne faut-il pas sept ans pour connaître les décisions de l'arbitre et quelques dizaines de coups de téléphone pour les supprimer.

ROBERT ESCARPI.

MUHAMMAD ALI PAR LUI-MÊME

Le dinosaure missionnaire

Muhammad Ali, qui fut Cassius Clay et, depuis longtemps, ne veut plus être, est à Paris. Il n'y avait jamais combattu. Il ne vient toujours pas y combattre. Il s'agit seulement de « lancer » la traduction française du livre qu'il signe en compagnie de Richard Darham et par lequel il raconte sa vie. Des extraits en sont déjà publiés et le 5 mars « Apostrophes » servira de ring. Un événement? L'événement — plus discret, et à un autre titre — c'est davantage la publication de cette autobiographie tumultueuse par un éditeur comme Gallimard, même s'il n'a jamais ignoré systématiquement les sportifs.

A vrai dire et à bien lire, s'il s'agit de sport évidemment, de boxe et de boxeurs en l'occurrence, il s'agit bien davantage d'un manifeste. De ce gladiateur après tout, on n'ignorait plus grand-chose que ce soit de ses combats, de sa superbe ou de ses engagements. Il y avait déjà sur lui plus qu'il n'en faut d'articles, d'interviews, de

livres et même de films (1). La politique n'y était pas pour rien. Depuis que Cassius Clay avait rejeté son « nom d'esclave », depuis qu'il s'était engagé aux côtés des musulmans noirs, qu'il avait refusé l'incorporation dans l'armée américaine, faisant savoir qu'il n'avait pas, lui, de « querelle avec le Vietnam », il n'était plus seulement un boxeur poids lourd, un de ces « dinosaures » comme ils s'appellent entre eux. Il était devenu une sorte de missionnaire, haï ou vénéré. Il n'en restait pas moins, et même plus que jamais, le fantôme, grande gueule et fier-d'bras, proclamant sa mégalomanie à la face de la terre. Le plus grand, le plus beau, le plus fol.

(Lire l'article de JEAN-MARC THEOLLEYRE page 18 du « Monde des livres ».)

(1) Il vient de s'y ajouter un nouveau roman édité en français par Henri Veyrier, un album de photographies et de textes rassemblés par le journaliste américain David Katz avec le titre 7 am Ring, 128 pages, 36 F.

RAYMOND ARON

Penser la guerre, Clausewitz

Tome I - L'âge européen
Tome II - L'âge planétaire

l'admirable « Clausewitz »
la lumineuse clarté aronienne
L'Humanisme Le Roy Ladurie - Le Monde

GALLIMARD

AFRIQUE

La fermeture de sa frontière avec le Mozambique pose à la Rhodésie de graves problèmes économiques

Si la Grande-Bretagne manifeste sa satisfaction devant la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie, le président Ford n'a pas caché, mercredi 3 mars, son « inquiétude » devant l'évolution des événements.

Le porte-parole de la Maison Blanche, tout en refusant de faire des commen-

taires sur l'hypothèse d'une intervention extérieure dans les pays d'Afrique australe, a souligné que les Etats-Unis appuyaient les efforts des Nations unies en vue de parvenir à l'établissement d'un régime majoritaire tant en Rhodésie qu'en Namibie.

● AU CAP, M. Vorster devait faire, ce

jeudi 4 mars, une déclaration devant le Parlement sud-africain sur la crise entre le Mozambique et la Rhodésie. Jusqu'à présent, l'Afrique du Sud n'a pas exprimé de réaction. Un porte-parole du gouvernement s'est borné à déclarer que « le premier ministre se tenait informé de l'évolution de la situation ».

seront plus par la Rhodésie ni le Mozambique.

Néanmoins, le président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, a approuvé la décision du président Machel et déclaré : « La Zambie est aux côtés du Mozambique pour la cause de la justice ».

Les milieux d'affaires rhodésiens estiment que le Mozambique souffrira plus que la Rhodésie de la fermeture de la frontière. L'économie du Mozambique est dans un état dramatique en raison du départ de la plupart des colons portugais. Le Mozambique dépend largement du maïs rhodésien pour nourrir sa population. Le président des chambres de commerce de Rhodésie, M. Richard Sly, nous a déclaré : « La situation est grave pour la Rhodésie. Mais le président Machel va s'apercevoir qu'il a fait un mauvais calcul, et il risque de se retrouver perdant ».

Le cabinet rhodésien s'est réuni en session extraordinaire pour étudier les décisions du président Machel. Le ministre des transports, M. Roger Hawkins, nous a déclaré : « Nous nous attendions à ces décisions et nous avons préparé depuis longtemps un plan pour détourner notre trafic vers d'autres voies ».

Cependant, à Pretoria, un porte-parole de la Compagnie des chemins de fer sud-africains précise qu'aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement. Les Sud-Africains acceptent de prendre en charge le transport de marchandises en provenance de Rhodésie, la route placée dans cette ville où il a été arrêté. Harrow et Hoche ont alors participé à l'attentat contre El Moudjahid.

Le Français Daniel Paul, dit Daniélio, comptable à Alger, a été condamné à six mois de prison

Algérie

Trois des « saboteurs » impliqués dans l'attentat contre « El Moudjahid » ont été condamnés à mort

Alger. — Trois condamnations à mort, deux réclusions à perpétuité, une peine de vingt ans de prison et une autre de six mois avec sursis, tel est le verdict qui a été rendu, mercredi 3 mars, par la Cour de sûreté de l'Etat contre les membres du réseau de « saboteurs » impliqués dans l'attentat du 3 janvier contre le quotidien gouvernemental « El Moudjahid » (« Le Monde » des 10 janvier et 24 février). Les condamnés ont huit jours pour se pourvoir en cassation.

De notre correspondant

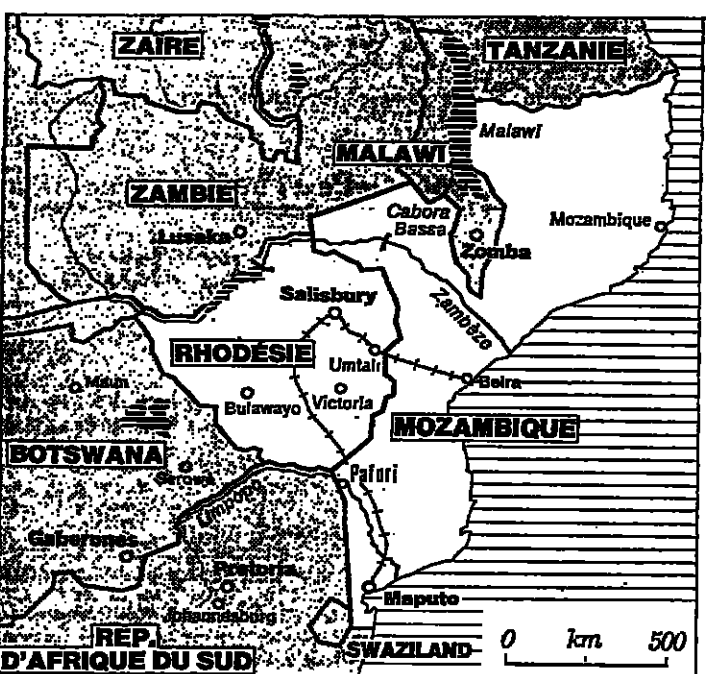
Small Medjber, alias Claude-François Rousseaux, Algérien, porteur d'un passeport français, qui est apparu comme le chef du groupe en Algérie ; Jay Sahy, alias Bertin Aurelio ; et André-Noël Chertif, alias Ignazio Tedesco, ont été condamnés à la peine capitale. Le premier avait reconnu avoir participé à l'attentat contre le quotidien « El Moudjahid », qui avait fait des morts et des blessés, et à plusieurs autres opérations du même genre, avant de se rendre en Algérie pour une nouvelle mission, le 18 décembre.

Il avait été rejoint par les deux autres personnes condamnées mercredi à la même peine, qui venaient également de France, via l'Espagne, à bord d'une voiture transportant des explosifs. Ces derniers devaient être également utilisés contre les tribunaux militaires de Saida, de Constantine et d'Oran, l'immeuble de la R.T.A. (Radiotélévision algérienne) et d'autres bâtiments à Alger.

Mohamed Harroun et Chertif Hoche ont été condamnés à la réclusion à perpétuité, et Kaci Loumes à vingt ans de prison. Le premier a expliqué qu'il avait déposé une bombe à Constantine — elle a été désamorcée à temps — « pour aider le pouvoir révolutionnaire à lutter contre la bourgeoisie ». Le second était chargé de faire sauter la R.T.A., mais il en avait été dissuadé par le nombre de personnes qui se trouvaient à l'intérieur de l'immeuble. Le troisième devait réaliser l'attentat d'Oran mais, à la dernière minute, il aurait pris peur, et Medjber est allé le ramener dans cette ville où il a été arrêté. Harroun et Hoche ont alors participé à l'attentat contre El Moudjahid.

Le Français Daniel Paul, dit Daniélio, comptable à Alger, a été condamné à six mois de prison

(1) 1 dinar = 130 franc.



Londres accueille favorablement la décision du président Machel

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique a « accueilli favorablement » la décision du président Machel de fermer la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie, et d'appliquer pleinement les sanctions prévues par l'ONU contre le régime de Salisbury.

M. Rowlands, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, a précisé devant les Communes que la Grande-Bretagne reste fidèle à sa promesse donnée il y a un an de participer à un programme international d'assistance au Mozambique, afin de compenser les pertes de revenus dont il va souffrir en fermant les deux voies ferrées par lesquelles la Rhodésie avait accès à l'océan Indien.

Le « comité des sanctions » du Commonwealth devait se réunir ce jeudi 4 mars à Londres pour examiner les meilleurs moyens de venir en aide au Mozambique. La participation britannique à ce programme est généralement évaluée à une quinzaine de millions de livres (135 millions de francs). D'autre part, une équipe d'experts britanniques va se rendre ces jours-ci à Maputo (ex-

Lourenço-Marques), afin d'étudier sur place les mesures à prendre. Le nouvel isolement du régime rhodésien, qui accroît les risques d'épreuve de force en Afrique australe, suscite une vive émotion à Londres et des dissensions au sein des partis politiques.

Ces divergences sont particulièrement sensibles dans le camp conservateur. Aux Communes, les députés de l'aile droite tory ont protesté vigoureusement mercredi contre l'attitude du porte-parole officiel de leur parti, M. Tugendhat. Celui-ci s'était fait l'écho de la thèse du gouvernement travailliste, selon laquelle M. Smith devrait rapidement admettre le principe d'une majorité noire dans le pays. Jusqu'ici, le leader des conservateurs, Mme Thatcher, refuse d'appuyer les extrémistes qui plaident en faveur d'une assistance militaire au régime rhodésien. M. Winston Churchill, le petit-fils de l'ancien premier ministre, a demandé — sans d'ailleurs obtenir de réponse — « de quel côté » se trouverait le gouvernement de Londres « si l'Union soviétique patronnait une guerre de libération nationale contre la Rhodésie ». J.-M. WETZ.

OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE REFUSE DE VOTER LE BUDGET PROVISOIRE

De notre correspondant

Nouméa. — « Nous ne voulons pas brader la Calédonie ». Cette mise en garde de M. Georges Nagle, conseiller territorial appartenant au mouvement libéral calédonien (M.L.C.), proche de la majorité, résume le débat à l'Assemblée locale qui a abouti, le mercredi 3 mars, au rejet, par 21 voix contre 10, de l'examen d'un budget « provisoire d'urgence », alors que le territoire est toujours sans budget.

La Nouvelle-Calédonie fait face à un déficit prévisionnel de plus d'un milliard de francs C.F.P. (11). Le gouvernement, excluant toute subvention qui impliquerait l'intervention du Parlement, a offert de prendre en charge « tout ou partie de certains services territoriaux ». Les élus calédoniens rejettent toute aide qui favoriserait l'évolution vers la départementalisation. Malgré les efforts de l'administration, qui souhai-

tait le vote d'un budget provisoire, l'assemblée s'est donnée un délai de quinze jours pour obtenir du gouvernement qu'il accepte de financer certaines dépenses (au total, le montant du déficit qui n'impliquait aucun abandon de compétence des instances locales dans la gestion et le contrôle des services intéressés).

Le fait que deux partis proches de la majorité nationale, l'U.P.M. (Union progressiste multiraciale) et le M.L.C., aient rejoint l'opposition autonomiste traditionnelle, laisse penser qu'un an du renouvellement des municipalités, et surtout de l'assemblée territoriale, une majorité des conseillers choisis d'être attentifs aux aspirations de la population, qui semble craindre la départementalisation plus que l'indépendance. — J.-M. C.

(1) 1 franc C.F.P. vaut approximativement 0,05 franc métropolitain.

Sahara occidental

Hassan II veut promouvoir le développement de la nouvelle « province marocaine »

La question du Sahara occidental sera examinée les 8 et 9 mars à Luxembourg par les experts des affaires africaines des Neuf, a-t-on appris mercredi 3 mars à Bruxelles de source belge autorisée. M. Sauvagnargues avait annoncé, mardi, que le comité des directeurs des affaires politiques des Neuf examinerait, mercredi, ce dossier. Mais la prochaine réunion de ce comité n'aura lieu, à Luxembourg, que le 18 mars. M. Ould Ziaou, président du Conseil national provisoire sahraoui, a adressé, mercredi, un message à la C.E.E. pour lui demander de dénoncer « la tentative de génocide perpétrée par les forces d'agression étrangères contre le peuple sahraoui ».

De notre correspondant

Rabat. — S'il fallait une confirmation de la détermination du Maroc « à garder son Sahara au prix de n'importe quel sacrifice », le roi Hassan II l'a donnée, en ces termes mêmes, le 3 mars. Fils dans le discours du trône prononcé à l'occasion du quinquantième anniversaire de son avènement.

« Le Sahara est notre, a dit le souverain. Nous ne pouvons ni le céder, ni le laisser à la domination étrangère, et nous l'avons libéré de l'empire colonial sans pour autant recourir à la violence ou à toute autre forme d'extorsion. C'est là le résultat de la « marche verte », que le roi a évoquée. Il faut maintenant à-t-il indiqué, promouvoir le développement économique et social du Sahara, explorer ses ressources et « métamorphoser » son aspect. Programme ambitieux auquel le Maroc entend faire face. Selon le souverain, le danger

qui menace la « province saharienne » du royaume vient non pas du Front Polisario ou de la République arabe sahraoui démocratique, dont il n'a même pas prononcé le nom, mais de l'Algérie. Les agissements et les attitudes de ce pays « à l'égard de notre Sahara, a-t-il affirmé, sont illégitimes, non fondés, et ne peuvent en aucun cas être pardonnables ». Hassan II a adjuré l'Algérie, au nom de la « consanguinité » qui lie les peuples marocain et algérien, « de s'abstenir de toute initiative ou action qui donnerait lieu à une effusion de sang entre frères et attiserait la haine et l'animosité », car il estime que les deux pays ont mieux à faire que de se quereller, et devraient conjurer leurs efforts et leurs potentialités pour la défense des « territoires arabes usurpés ».

LOUIS GRAVIER.

A LA GUÉRA, EN ZONE MAURITANIE

« Les Sahraouis sont nos frères »

De notre envoyé spécial

La Guéra. — Dix coups de feu d'attente. Les invités de Eouah Ould Louied, nouveau président de La Guéra, se regardent, inaptes. Un attentat, alors que, ce samedi 28 février, on fête ici, par une manifestation populaire, le rattachement à la Mauritanie du sud du Sahara occidental. Le petit lieutenant se précipite au dehors, tandis que, tout près de là, des femmes se mettent à pousser des cris stridents. Le Front Polisario réinvestit-il La Guéra, ce petit port blanc aux allures de cité fantôme ensablée, où il avait régné en maître, du 10 au 19 décembre ?

Non, ce ne sont que trois soldats mauritaniens envoyés par un groupe de femmes qui, de joie, se sont mises à danser langoureusement devant la préfecture ; trois bidasses, le feu au corps, qui déchargent leurs fusils en l'air. Une dizaine de matrones du plus bel âge, avec d'épais bracelets d'acier aux poignets et des « parures » dorées dans leur dignité, se retroussent et chignent. L'une de leurs compagnes marque le rythme sur un bideau rouillé. D'autres, habillées de robes aux couleurs brillantes, poussent des youyou, bouche ouverte, en agitant leur langue avec une rapidité surprenante. Autour d'elles, volées jusqu'au nez, profil d'aigle, pointes noires, des femmes sahraouies contemplant le spectacle. Sur la place, enfanta noirs et maures jouent ensemble. Chez les hommes, robes bleues et boubous blancs s'entrement. Nous avons devant nous un creuset de races au milieu desquelles se mêlent les blondes de La Guéra, et dans un climat de vraie paix, n'étaient tous ces policiers, ces patrouilles de gendarmes, ces vrombissements de chasseurs à réaction qui semaient l'effroi dans la zone marocaine du Sahara occidental. La Guéra fut pourtant un lieu du Front Polisario. Les maquisards y avaient même installé un embryon d'administration civile. Un moment prise de court, la Mauritanie, à laquelle la ville a été rattachée au vu de l'accord tripartite de Madrid, parlementa d'abord avec eux. Entre Sahraouis et Mauritaniens, on s'entend toujours.

C'est le même peuple. Et si le Front Polisario n'avait pas expédié à La Guéra des militants originaires du nord du Sahara, il n'y aurait pas eu de bataille. L'insulte du gouverneur de Nouadhibou, capitale économique de la Mauritanie, il ajoute : « Pendant les premiers jours où ils tirèrent La Guéra, nous avons même laissé des maquisards venir s'approvisionner chez nous ».

Le 18 décembre, les négociations échouèrent. Le 19, après une longue préparation d'artillerie, quatre cents soldats mauritaniens partirent à l'assaut de deux cents maquisards. Le jour même, à 18 heures, La Guéra tombait. On recensait un ou deux morts du côté mauritanien, une dizaine pour le Front Polisario, dont une centaine de combattants étaient faits prisonniers, les autres réussissant à s'échapper.

Du coup, c'est le calme absolu. Nouadhibou « digère ». La Guéra, son quartier général, est la seule, à la Guéra, à ne pas être occupée. Elle a été reprise, de tout temps, elle a été reprise par mille liens de famille et d'affaires. Sans doute La Guéra a perdu une centaine de milliers d'habitants qu'elle comptait auparavant. Pour partie, il s'agit d'Espagnols, pour partie de jeunes Sahraouis qui ont rejoint l'Algérie. Sans doute le 28 février, parmi les trois cents à quatre cents manifestants qui étaient là « réunification » avec une joie enfantine, y avait-il plus d'habitants de Nouadhibou que de La Guéra ! Sans doute la terreur des premiers est-elle plus apaisée que celle des seconds. D'évidence cependant, la réunification se fait ici bien mieux que dans la zone marocaine. Peut-être parce que les liens entre la Guéra et la Mauritanie sont plus réels, parce que plusieurs membres du gouvernement mauritanien sont d'origine nomade. Surtout parce que l'esprit président à la réunification est différent. A El Aoun, les autorités tapent du poing : « Ici, c'est notre terre. A La Guéra, les fonctionnaires mauritaniens expliquent : « Les Sahraouis sont nos frères ».

PIERRE-MARIE DOUTRELAUT.

GASTON BOUTHOU
RENÉ CARRÈRE

LE DÉFI DE LA GUERRE 1740/1974

une typologie complète de la guerre à travers l'analyse de 366 conflits armés

224 pages 39 F

puf

صكنا من الامل

EUROPE

Espagne

CONSTERNATION A MADRID

(Suite de la première page.)

Vitoria est une simple capitale de province du pays basque, un centre industriel et métallurgique d'importance modeste. Mais, comme en Catalogne, la lutte pour les revendications salariales s'y déroule, depuis deux mois, dans un contexte de contestation régionaliste. Les grévistes ont le soutien total de la population et des commerçants. Cela a entraîné, depuis janvier, de nombreuses petites villes de province, en Catalogne, au pays basque, dans les Asturies, ont transformé, pendant quelques heures ou une journée entière, la solidarité avec les travailleurs en grève en un défi ouvert aux autorités. La frontière est devenue aujourd'hui entre le social et le politique.

Coincidence : les incidents de Vitoria ont éclaté le jour même où M. Fraga Iribarne, ministre de l'Intérieur, a quitté Madrid pour son premier déplacement à l'étranger — en Allemagne fédérale — depuis qu'il est au gouvernement. Nous recevons le 3 mars, il nous dit son inquiétude d'apprendre à tout instant « une mauvaise nouvelle ». Dynamique, entreprenant, multipliant depuis deux mois les contacts directs ou publics avec des personnalités de gauche, M. Fraga veut réussir ce passage pacifique à la démocratie. « Ce n'est pas la justice, dit-il, mais c'est la justice de la loi, et il n'y a pas d'autre voie, car si nous échouons c'est la tolérance qui l'emportera... »

Principal avocat du réformisme au sein du gouvernement de M. Arias Navarro, M. Fraga entend renforcer le « centre » point de rencontre naturel, selon lui, de la majorité des Espagnols, en tentant à la fois de désamorcer l'extrême droite et l'extrême gauche. Dans les milieux politiques, on estime ouvertement que M. Fraga devrait tôt ou tard passer du ministère de l'Intérieur à la direction du gouvernement. Pour lui, l'explosion de Vitoria

n'est pas une bonne nouvelle. Les ultras en tirent déjà argument pour dénoncer une extension des troubles, provoqués, selon eux, par le climat de tolérance excessive dont bénéficient les formations démocratiques.

A gauche, c'est la faiblesse, l'ambiguïté et la lenteur des réformes promises qui sont critiquées. Et il est vrai que le parti des réformistes ne tient pas assez compte de la pression croissante de masses ouvrières durement éprouvées par la hausse constante du coût de la vie.

Cette poussée de fièvre intervient au lendemain du discours du

roi Juan Carlos devant le conseil du royaume. Prenant soudainement l'initiative, alors qu'il se cantonnait jusqu'alors dans un rôle d'arbitre, le souverain a instamment demandé au conseil qu'il étudie la possibilité d'un référendum national. En dénonçant les « camarillas » et en demandant aux conseillers de ne pas être « serviles » en l'honneur à transformer « la volonté du monarque en volonté institutionnelle de l'Etat », Juan Carlos a marqué son soul de ne pas rester en dehors de la réforme constitutionnelle.

MARCEL NIEDERGANG.

Les incidents de Vitoria

Les policiers ont ouvert le feu sur des grévistes qui sortaient d'une église

De notre correspondant

Madrid. — Trois morts, dont un ouvrier et un étudiant ; cinq blessés par balles dans un état grave, vingt-cinq personnes blessées plus légèrement, un policier grièvement atteint : tel est le bilan des incidents qui ont eu lieu le 3 mars à Vitoria, chef-lieu de la province basque d'Alava. Dans cette ville de cent quatre-vingt mille habitants, une grève générale avait été déclarée le 2 mars par solidarité avec des ouvriers de la ville en grève depuis le début de janvier, pour obtenir des augmentations de salaire. Dès le matin du 3 mars, toutes les entreprises de Vitoria, sauf deux, avaient cessé le travail. Des piquets de grève étaient postés à l'entrée des usines et les commerces — y compris les cafés — étaient fermés.

Mercredi, à 10 heures du matin, un défilé de dix mille ouvriers, auxquels étaient joints des étudiants, parcourait pacifiquement les rues de la ville, au bout d'une heure, les manifestants sont dis-

persés sans ménagement par la police. A midi, une autre manifestation, réunissant des mères de famille qui exhibent leur sac à provisions vide, a lieu pour protester contre l'augmentation du coût de la vie. Cette manifestation est, elle aussi, dispersée brutalement au moment où pratiquement toute la population de la ville se trouve dans la rue, solidaire des grévistes.

Des grenades dans l'église

A 14 heures, un groupe de manifestants occupent l'église Saint-André, d'où la police les expulse à coups de matraques. A 17 heures, les grévistes se réunissent comme chaque jour depuis le début de la grève — dans l'église Saint-François. Le bâtiment est aussitôt encerclé par la police, qui empêche l'entrée des retardataires. Lorsqu'elle tente ensuite d'expulser ceux qui se trouvent déjà dans l'église, ceux-ci jettent des pierres et des grenades. Après avoir brisé plusieurs fenêtres, les forces de l'ordre lancent alors des grenades fumigènes dans l'édifice. Les personnes présentes dans l'église se bousculent pour sortir et la police ouvre le feu, tuant trois manifestants et en blessant plusieurs autres.

La nouvelle se répand immédiatement dans la ville, provoquant la colère des habitants. Des autobus et des voitures sont renversés pour bloquer des barrières et interrompre la circulation. Divers groupes lancent des pavés contre des établissements bancaires et des bâtiments publics. Vers 19 heures, un climat Molotov lancé contre la façade du siège du gouvernement civil de la province blesse grièvement un policier.

Ces incidents sont les plus violents qui aient eu lieu en Espagne ces dernières années. L'un des éléments qui ont fait dégénérer la situation à Vitoria est, certainement, l'obstination des patrons à ne vouloir traiter qu'avec l'organisation syndicale officielle, dont la représentativité est pratiquement nulle.

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

Islande

L'ISLANDE envisage d'acheter ou de louer à la Norvège ou à d'autres pays des vedettes lance-torpilles et des avions pour renforcer la flotte de protection de ses eaux de pêche. C'est ce qu'a déclaré M. Einar Agustsson, ministre islandais des affaires étrangères, dans une interview publiée le 3 mars par le journal norvégien *Stavanger Aftenblad*. Un comité de trois membres sera chargé à Reykjavik de rédiger des propositions dans ce sens. M. Agustsson a rappelé en outre que l'Islande était prête à quitter l'O.T.A.N. et à dénoncer son accord avec les Américains au sujet de la base de Keflavik et les navires de guerre américains ne quittant pas les eaux islandaises.

« L'Islande, pays sans armée, dispose, pour défendre ses eaux territoriales, de six vieux garde-côtes, dont certains ont une tonne de canon de petit calibre, de deux avions à hélice et d'un hélicoptère affectés à la surveillance des zones de pêche. »

ISABELLE VICHNIAC.

LE XXV^e CONGRÈS DU P.C. DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Après avoir approuvé le rapport de M. Kossyguine les délégués élisent le nouveau comité central

Moscou. — Les travaux du vingt-cinquième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. touchent à leur fin. Les délégués ont terminé mercredi soir 3 mars, en présence de M. Brejnev, leurs interventions consacrées au rapport économique qui avait été présenté deux jours plus tôt par M. Kossyguine. Le congrès a approuvé le rapport du chef du gouvernement, puis a chargé le conseil des ministres de rédiger définitivement le plan quinquennal pour la période 1976-1980. Ce texte doit être soumis à l'approbation du Soviet suprême au cours d'une session spéciale, en

septembre prochain. Auparavant, il doit être examiné par un plénum du comité central.

Dans sa brève allocution de clôture, M. Kossyguine a insisté pour que ces détails soient respectés. « Le succès du plan quinquennal, a-t-il ajouté, dépendra pour beaucoup de l'organisation judicieuse du travail, d'une attitude responsable dans tous les secteurs sans aucune exception de notre économie, de la stricte observation de la discipline d'Etat et du travail, de l'ampleur de l'émulation socialiste et du mou-

vement pour une attitude communiste envers le travail. »

Plusieurs ministres, dont certains avaient été critiqués par M. Brejnev, ont pris la parole avant la clôture des débats. Il s'agit du ministre de la construction des entreprises de l'industrie lourde, du ministre de l'industrie légère, du ministre des constructions mécaniques et de l'équipement, ainsi que du ministre de l'enseignement.

La journée de jeudi est consacrée par le congrès — qui se réunira cette fois-ci à huis clos — à l'élection d'un nouveau comité central. Le comité central « sortant » élu par le dernier congrès comptait deux cent quarante et un membres et cent cinquante-quatre suppléants, mais ses effectifs peuvent varier. Les mandats d'un certain nombre des membres actuels du comité central ne devraient pas être renouvelés. Ce serait-ce que parce qu'ils ont été évincés des fonctions qui justifient leur présence, d'autres sont morts. Dès son élection, le nouveau comité central se réunira pour choisir les membres de ses organes dirigeants : le secretariat et le bureau politique. La liste du nouveau bureau politique sera annoncée vendredi en fin de matinée. Notons, pour la petite histoire, que la clôture du congrès coïncidera avec l'anniversaire de la mort de Staline.

Au fur et à mesure que s'approche la fin du congrès, l'attention de tous se concentre sur la hiérarchie soviétique. Les rumeurs les plus contradictoires commencent à se répandre dans la capitale. La querelle de l'internationalisme prolétarien passe donc maintenant au second plan, ainsi que les dernières interventions des invités étrangers. Deux d'entre eux, mercredi, se sont prononcés en faveur de la réunion d'une conférence mondiale des partis communistes : M. Kashtan, secrétaire général du P.C. canadien, et M. Georges Delgado, secrétaire général du P.C. du Pérou. Signalons enfin le retour, mercredi après-midi, à Moscou, de M. Ceausescu.

JACQUES AMALRIC.

MOSCOU SE PLAINT DE LA PASSIVITÉ DE WASHINGTON DEVANT LES « ACTIONS SIONISTES » HOSTILES A L'U.R.S.S.

(De notre correspondant.)

Moscou. — Pour la seconde fois en moins d'une semaine, M. Stoessel, l'ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S., a été convoqué, mercredi 3 mars, au ministère des affaires étrangères. Il y a pris note d'une protestation officielle du gouvernement soviétique contre « les actes hostiles continus commis par les sionistes contre les institutions soviétiques et leurs fonctionnaires, à New-York ». Une première protestation avait été remise, samedi, à M. Stoessel, à la suite du mitraillage, dans la nuit du 25 au 26 février, d'une maison de River-York, abritant des collaborateurs de la mission soviétique auprès des Nations unies.

La dernière protestation s'élève contre « le caractère manifestement prémédité de cette campagne d'hostilité contre l'U.R.S.S. » et « le passivité des autorités américaines » qui « ne prennent pas de mesures efficaces pour mettre un terme à ces actes et punir les coupables ».

Si l'U.R.S.S. réagit vivement aux manifestations antisoviétiques qui se sont succédées en février à New-York, elle n'a pas encore commenté les récentes déclarations du président Ford, consacrées à la détente. Dans une interview publiée dimanche dernier, le président des Etats-Unis avait notamment déclaré que le terme détente ne paraissait pas lui convenir pour décrire la réalité des rapports soviéto-américains. Aucun journal soviétique ne s'est fait l'écho, jusqu'à présent, de cette déclaration (1).

J. A.

(1) En revanche, la presse bonapartiste trouve, le 3 mars, « étrange » et « surprenant » cette déclaration et estime que le président Ford cède aux pressions de son rival ultra-conservateur, M. Reagan. Le *Magyar Nemzet* ajoute : « Bien que le mot détente soit loin de décrire parfaitement le changement des relations entre l'Est et l'Ouest et ne désigne au mieux que l'absence de changement, tous ceux qui acceptent le terme ont aussi accepté le fait. »

Dans ses rapports avec l'Est

L'OCCIDENT MANQUE D'UNE STRATEGIE A LONG TERME estime M. Ota Sik

M. SAKHAROV ESTIME QUE LES PRINCIPES DE M. BERLINGUER SONT « TRÈS PROCHES » DES SIENS

(De notre correspondant.)

Rome. — Le physicien André Sakharov, qui s'était montré très critique à l'égard du discours de M. Leonid Brejnev au vingt-cinquième congrès du P.C. soviétique (le *Monde* du 28 février), n'est pas loin de considérer M. Enrico Berlinguer comme un allié objectif.

Interrogé par le correspondant de la *Stampa* à Moscou, le prix Nobel de la paix a trouvé, en effet, « très intéressante » l'intervention du secrétaire du P.C. italien. M. Sakharov y voit « une critique au système soviétique et un soutien, bien qu'encore timide, aux thèmes de ceux qui l'ont qualifié de dissidents et qui soutiennent depuis longtemps que notre société, construite pendant soixante ans sur la terreur, n'est ni pluraliste ni démocratique ». Le physicien va même jusqu'à dire : « Personnellement, je n'ai pas de difficultés à admettre que les principes de Berlinguer sont très proches des miens. »

M. Sakharov est plus prudent devant l'évolution des thèses communistes. Le changement d'influence de l'Occident, estime M. Sik, tient dans son manque de coordination et sa politique à court terme face à la stratégie à long terme de l'U.R.S.S. : « Si l'Occident pratiquait une politique de contacts avec l'U.R.S.S. et de détente en général, une véritable conscience des buts recherchés, avec une perspective et une stratégie à long terme, il aurait bien des difficultés à influencer l'évolution à l'Est que les Soviétiques n'en ont d'influencer celle de l'Ouest (...). Mais les hommes politiques en Occident ne tiennent pas compte de cette évidence et là est leur faiblesse, car qui n'a pas de stratégie à assez long terme est également faible dans la tactique à court terme. »

Allemagne fédérale

M. Strauss accuse les social-démocrates de faire le jeu des communistes

De notre correspondant

Bonn. — Les lampions du carnaval à peine éteints, M. Franz Josef Strauss se produit chaque samedi des communes dans le fond de sa Bavière natale. Il y a quelques années, il allait à Vilshofen, une petite ville de Basse-Bavière. Depuis l'année dernière, il a émigré à Passau où la Nibelungen Halle est assez grande pour accueillir tous ses administrateurs. Ils étaient plus de sept mille le mercredi 3 mars.

Son discours de la soirée de Bavière a marqué ses qualités, son intelligence, sa culture, mais à Passau M. Strauss ne travaille que pour ses carlistes. Une grosse erreur programmatique politique de renouveau. C'est peu dire qu'il s'abandonne à la démagogie. Le mercredi des Cendres, son exercice favori est le jeu de massacre.

Seul le président Ford a trouvé grâce à ses yeux depuis qu'il a décidé de remplacer l'expression « détente » par celle de « politique de paix fondée sur la force ». Non que M. Strauss soit d'accord avec M. Ford. C'est M. Ford qui s'est rangé à l'avis de M. Strauss : « Ne croyez pas que je sois prétentieux, je ne suis pas Helmut Schmidt, a-t-il déclaré, mais quel homme politique allemand vous a, depuis des années, mis en garde contre la politique de détente ? »

M. Strauss a montré quel serait le thème central de la campagne électorale qu'il entend imposer à toute la démocratie chrétienne : la S.P.D. conduit l'Allemagne fédérale à millimètre par millimètre sur la voie du front populaire.

M. Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate est, en un langage formé à l'école communiste. Le chancelier Schmidt n'est que « le cadre supérieur » de M. Wehner. M. Brandt est un « maître du double jeu », un « iceberg dont la plus grande partie n'apparaît jamais ». Il mène le S.P.D. sur le chemin recommandé par M. Brejnev. Le président de la C.S.U. n'a pas manqué à la tradition des chrétiens-démocrates qui, depuis plus de dix ans que M. Brandt occupe un poste de direction dans la social-démocratie, déversent régulièrement des calomnies sur sa famille, sa jeunesse, son passé.

Pour M. Strauss, M. Brandt est « cet homme qui, pendant des années, a permis à un espion communiste d'avoir accès aux secrets de l'Etat » (allusion à l'affaire Grillo). Le leader bavarois a rappelé encore son opposition aux accords germano-polonais.

Dans son discours qui a duré près de trois heures, il n'a cité qu'une fois le nom de M. Kohl qui est pourtant le candidat de la démocratie chrétienne à la chancellerie.

DANIEL VERNET.

DIPLOMATIE

TERMINEE PAR UN ACCORD

La grève du Palais des nations à Genève a fait « rentrer l'ONU dans son siècle »

De notre correspondante

Genève. — La grève générale suivie par quelque deux mille cinquante fonctionnaires de l'ONU pendant une semaine a pris officiellement fin dans l'après-midi du mardi 3, les personnels des grades les moins élevés ayant obtenu satisfaction. Mais le Palais des Nations, sorti de sa paralysie, ne saurait plus être aussi solennel qu'auparavant. Ce mouvement de grève, unique dans les annales de l'ONU, a marqué la fin d'un certain « univers international », fait de cloisonnements, de routine, de froideur et de respect pour la hiérarchie.

Un Soviétique

parmi les animateurs

La détermination, la discipline et la solidarité des fonctionnaires de tous rangs ont caractérisé cette grève, animée par Mme Maria Schwab, de nationalité allemande, présidente du comité du personnel, et par un Soviétique, M. Constantin Volkov, secrétaire général de l'union syndicale. Deux assemblées générales quotidiennes réunissaient des centaines de grévistes dans l'imposante cathédrale du Palais — le seul service qui fonctionnait — dans une ambiance vivante et décontractée. De nombreux fonctionnaires participaient aux travaux de nettoyage.

Durant toute la semaine, aucune conférence n'a pu se tenir au Palais des Nations. Celle de la commission des droits de l'homme a été ajournée. Le Centre international des conférences de la ville de Genève. D'autres, comme celle du désarmement, ont dû être ajournées. Les grévistes ont laissé cependant fonctionner avec un personnel réduit, les services minis-

triaux de secours, tels que le haut commissariat pour les réfugiés, l'UNHCR (Bureau des Nations unies pour le secours en cas de catastrophe), l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), qui consacrent une grande partie de leur activité à l'assistance aux victimes des récents séismes du Guatemala. Les grévistes avaient également autorisé le rétablissement des communications par télex avec le Proche-Orient, les casques bleus étant reliés au siège de New-York par l'intermédiaire de Genève.

Déclenchée en faveur du personnel le moins payé, la grève a été suivie dans une très large mesure par des fonctionnaires de grade élevé. Après des négociations laborieuses menées avec l'administration, un accord complet a été conclu. L'administration promet d'appliquer un nouveau barème prévoyant une augmentation de l'ordre de 20 % avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1975 pour le nouveau taux d'allocation familiale. Le personnel s'est déclaré prêt à verser à l'UNICEF ou à quelques autres organismes humanitaires, les sommes qu'il percevait à titre rétroactif, afin de prouver combien son action était motivée par une question de principe.

Les fonctionnaires des Institutions spécialisées des Nations unies, tels que l'Organisation mondiale de la santé, le Bureau international du travail, etc., qui n'avaient pas pris part à la grève, bénéficieraient des mêmes avantages. Selon un responsable du mouvement, le principal résultat de la grève est d'avoir fait « rentrer l'ONU dans le siècle », l'administration ayant enfin fait connaissance avec son personnel.

ISABELLE VICHNIAC.

Le 19...une affaire d'hommes imaginée par Renoma et Desfosse,
à découvrir dès le 10 mars 1976.

19, avenue Matignon

ASIE

Inde

L'ascension du fils de Mme Gandhi s'accélère

De notre correspondant

New-Delhi. — Parmi les cris et sur les banderoles des brigades d'assaut mobilisées pour la visite de Mme Gandhi à Calcutta, du 1^{er} au 3 mars, il y avait des « Vive Indira ! », mais aussi des « Vive Sanjay ! ».

L'ascension du fils cadet du premier ministre s'accélère. Bien que, officiellement, il soit seulement un des dirigeants des Jeunes du parti du Congrès, il est presque tous les jours cité dans la presse indienne. La télévision le montre de plus en plus souvent. Il accorde des interviews aux magazines populaires, fait des discours devant les assemblées les plus diverses, tient de véritables meetings dans les grandes villes.

Agé de vingt-neuf ans, portant beau, M. Sanjay Gandhi n'est plus l'enfant gâté qui s'était lancé, à grande frais, dans la fabrication d'une voiture « populaire » — invendable — parce qu'il aimait la mécanique. Il a une philosophie politique qui ne dissimule pas : il croit à la nécessité du maintien d'un régime fort pour l'unité du pays, et pense que le libéralisme en matière économique, sa sollicitude à l'égard des masses rurales est souvent le thème de ses dis-

cours, sans qu'il ait encore proposé un programme d'ensemble. Il est déjà entouré par tout un clan de courtisans, y compris des ministres, qui misent sur « l'avenir ».

Si Mme Gandhi songe à persécuter « la dynastie Gandhi », le jour de la succession semble encore éloigné. Apparemment infatigable, le premier ministre parcourt le pays, après être resté confiné dans son bureau de New-Delhi pendant les premiers mois qui ont suivi la proclamation de l'état d'urgence. Ses nombreux discours, à Madras, à Bombay, à Calcutta, se rassemblent tous : elle insiste inlassablement sur la nécessité de la discipline, sur les menaces que l'opposition fait peser sur « la démocratie ».

Elle répète aussi ses invectives contre les gouvernements et les journalistes étrangers, qu'elle accuse d'hostilité systématique à sa personne et à son pays. Sa dernière cible, à Calcutta, a été l'« Internationale socialiste ». « Qu'y a-t-il derrière ces gens ? Je veux savoir s'ils tiennent leur mot », a-t-elle dit. Récemment, un leader du parti socialiste indien, M. Gorey, avait déclaré aux correspondants en poste à New-Delhi qu'il était « en désaccord avec la discipline internationale socialiste ».

Dans la capitale de l'Inde, il y a maintenant des calendriers à l'effigie de Mme Gandhi. Des affiches proclament un peu partout qu'elle « sauve la République » et qu'elle « se tient entre l'ordre et le chaos ».

À Calcutta, le centre de la ville, des banderoles ont été déployées pour le dixième anniversaire de son accession à la tête du gouvernement. Les manifestants, il est vrai, moins nombreux que l'année dernière, « travaillent » sous des panneaux dressés pour exprimer le « mépris reconstruit » de la nation au premier ministre après une décennie de dynamisme.

JEAN DE LA GUERIVÈRE.

AMÉRIQUES

La campagne électorale aux États-Unis

LES RÉSULTATS DU MASSACHUSETTS ET DU VERMONT

Les résultats définitifs (encore officiels) des élections primaires du Massachusetts sont les suivants :

Démocrates : MM. Henry Jackson, 23 % (30) ; Morris Udall, 18 % (20) ; George Wallace, 17 % (21) ; Jimmy Carter, 14 % (16) ; Fred Harris, 3 % (6) ; Sargent Shriver, 7 % (8) ; Birch Bayh, 2 % (1) ; Milton Shapp, 3 % (1).

5 % des votants n'ont pas exprimé d'opinion ou ont voté pour d'autres.

Républicains : MM. Gerald Ford, 62 % (27) ; Ronald Reagan, 35 % (15).

3 % des votants n'ont pas exprimé d'opinion.

Résultats officiels des élections primaires du Vermont :

Démocrates : MM. Jimmy Carter, 46 % des voix ; Sargent Shriver, 31 % ; Fred Harris, 14 %.

Républicains : MM. Gerald Ford, 80 % ; Ronald Reagan, 16 % (l'ancien gouverneur de Californie ne s'était pas fait inscrire sur les bulletins de vote).

Le scrutin du Vermont ne donne pas lieu à l'attribution directe de députés aux conventions.

Le sénateur Bayh a annoncé dans la nuit de mercredi à jeudi qu'il se retirait de la compétition. — (A.F.P.)

(1) Nombre de députés à la convention.

Corée du Sud

NEUF PERSONNALITÉS signataires d'une déclaration antigouvernementale, lue, dimanche 29 février, à la cathédrale de Séoul (le Monde du 4 mars), ont disparu dans des circonstances qui laissent supposer une intervention des services secrets de la police. Parmi ces neuf personnes, qui sont vraisemblablement délégués, figurent M. Hahn Suk Hon, considéré comme le Gandhi sud-coréen, des pasteurs protestants et des professeurs. M. Kim Dae Jung, candidat à la présidence en 1971, qui a également signé la déclaration demandant un retour à la démocratie, n'a pas été appréhendé. — (A.F.P.)

États-Unis

LE SÉNAT AMÉRICAIN a confirmé le mercredi 3 mars

Indonésie

M. SUTOWO PRÉSIDENT DE PERTAMINA DÉMISSIONNE

Djakarta (A.F.P.). — Le général Ibnu Sutowo a démissionné, jeudi 4 mars, de la présidence de la compagnie pétrolière d'État indonésienne Pertamina. La société a subi des pertes énormes sous sa direction, à présent le ministre des mines et de l'énergie, le général Sutowo, qui fut longtemps l'homme le plus puissant d'Indonésie après le président Suharto, sera provisoirement remplacé à la tête de la Pertamina par le général Harjono, directeur général du budget au ministère des finances. Quatre directeurs de la compagnie ont également démissionné.

Tour à tour médecin, officier, puis potentat, Ibnu Sutowo a fondé un empire sur le pétrole. En dix ans, il a fait de la Pertamina une véritable État dans l'État puisque la société emploie 40 000 personnes et que son budget s'élève à près de la moitié de celui de l'Indonésie.

Agé d'une soixantaine d'années, Ibnu Sutowo est un Japonais, grand amateur de golf et de tennis. Il a gardé de son passé militaire un goût prononcé pour le port de l'uniforme. Immensément riche, il était précédemment critiqué pour ses contacts avec les services secrets américains, ou on l'accusait de confondre la conduite de son empire avec ses propres affaires. Il était aussi cité de solides intérêts dans l'équipe de jeunes technocrates dont s'est entouré le président Suharto.

En 1974 et 1975, la Pertamina s'est trouvée dans une situation difficile, provoquée par des investissements imprudents. M. Sutowo dut faire appel à l'État pour faire face aux emprunts à court terme (le Monde du 18-19 et 20 mai 1975). Depuis bien qu'il soit demeuré président de la société, le pouvoir réel lui avait échappé. La Pertamina était en fait dirigée par deux hommes, un directeur du ministère du pétrole et du gaz, M. Wiharno, et, indirectement, par le général Harjono, qui prendra aujourd'hui la succession de M. Sutowo. — Ph. P.

A TRAVERS LE MONDE

la nomination de M. William Scranton, ancien gouverneur de Pennsylvanie comme représentant des États-Unis aux Nations unies en remplacement de M. Patrick Moynihan, qui a démissionné de ses fonctions. Cette nomination avait été approuvée le 2 mars par la commission des affaires étrangères.

Agé de cinquante-sept ans, M. William Scranton, issu d'une famille arrivée aux États-Unis à bord du « Mayflower » en 1633, fut candidat malheureux à la présidence en 1968. Homme politique modéré et négociateur habile, ses manières courtoises tranchent avec le comportement de celles — contraires — de son prédécesseur.

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT a confirmé, le mercredi 3 mars, que l'ancien président, M. Richard Nixon, avait eu lundi un entretien téléphonique avec M. Henry Kissinger au sujet de son récent voyage en Chine. L'existence de cet entretien avait été révélée dans le contenu de la journée par le chroniqueur Jack Anderson, qui avait précisé que M. Nixon avait exposé au secrétaire d'État les récents les plus saillants de son voyage, sur lequel il a rédigé un rapport. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

« RED WEEKLY », un hebdomadaire trotskiste britannique,

PROCHE-ORIENT

APRÈS LA VISITE DE M. SADATE DANS LES PAYS DU GOLFE PERSIQUE

Un « plan Marshall arabe » en faveur de l'Égypte ?

De notre correspondant

Le Caire. — L'idée de créer un fonds arabe destiné à financer le développement de l'Égypte et à régler les dettes de ce pays à l'égard de l'Occident (près de 20 milliards de francs), soit autant que les créances soviétiques sur le Caire) a resurgi, au cours de la récente visite du Raïa aux émirats arabes du golfe Persique, sous la forme d'un « fonds arabe d'assistance économique à l'Égypte », déjà qualifié de « plan Marshall arabe ».

La réunion constitutive est prévue à Ryad dans les prochains jours, en présence du premier ministre égyptien. La question serait entre-temps examinée au Caire avec M. William Simon, secrétaire américain au Trésor. Les gouvernements occidentaux paraissent voir d'un œil favorable cette entreprise de sauvetage économique d'un pays, qui, cent ans après le règne du khédive Ismaïl, et pour des raisons historiques analogues (guerres, travaux, opérations financières dévastatrices), se trouve de nouveau menacé de banqueroute.

Le fonds arabe d'assistance regrouperait des représentants du Caire, de Ryad, de Koweït, d'Abou-Dhabi et de Doha, ainsi que des experts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Il aurait essentiellement pour mission de surveiller l'utilisation des capitaux publics arabes investis ou déposés en Égypte. La gérance financière qui régit au Caire explique sans doute les précautions prises par les futurs commanditaires.

Les milieux officiels égyptiens affirment, pour leur part, que « toutes les précautions seront prises pour sauvegarder la souveraineté nationale, tout en donnant des garanties aux bailleurs de fonds ». Ils font valoir que le Raïa a déjà obtenu « sans conditions », au cours de sa tournée dans le golfe Persique, des promesses de « liquidités immédiates » d'un montant global équivalent à 3 milliards et demi de francs (près de 1 milliard et demi de francs de Ryad, plus de 1 milliard

de Koweït, le reste provenant d'Abou-Dhabi et de Doha).

Cela est peu au regard des espérances égyptiennes (environ 20 milliards de francs), de ses besoins (environ 12 milliards de francs en 1976 pour la seule défense, et aussi des possibilités des monarchies pétrolières : les réserves de change de Ryad étaient d'environ 100 milliards de francs en décembre 1975. Mais on assure, au Caire, que des « promesses fermes » ont été faites au président Sadate par « les rois du pétrole », quant à « une aide substantielle et à long terme ».

Les remous de la « dénationalisation »

Aux difficultés d'ordre financier s'ajoutent celles résultant de la campagne anti-occidentale déclenchée par les éléments de droite.

Il y a quelques semaines, M. Galil Hamami, l'un des rédacteurs les plus connus du quotidien *Al Akhbar*, chargé de cours à la faculté de journalisme de l'université du Caire, était « l'homme du jour » en Égypte, grâce à son livre *Dialogue derrière les murs*. Il révélait dans cet ouvrage, sans doute sur la foi de sources confidentielles, que Nasser avait transféré à l'étranger, pour son compte personnel, une somme en devises d'environ 70 millions de francs. Une commission de banquiers égyptiens, interrogée par le gouvernement, démentit le fait. Le président Sadate prit publiquement la défense de son prédécesseur. L'université du Caire se couvrit de placards hostiles à M. Hamami, qui annonça qu'il donnerait désormais ses cours... à son journal. Des étudiants s'y rendirent pour le conspuer. En dernier res-

sort, M. Hamami vient de démissionner de ses fonctions universitaires. Les nasséristes parviennent. Mais le débat n'est pas clos.

Le très populaire magazine de radio-télévision vient de dresser, en forme de réquisitoire posthume, un véritable catalogue des erreurs du premier Raïa : « Il a versé le sang de notre jeunesse dans les guerres du Yémen et du Sinaï, le tout pour sa gloire personnelle, au prix de la ruine du pays. Il fit couler le sang derrière les murs des prisons. » Dans le même temps, toute l'Égypte se rue dans les cinémas pour voir *Karnak*, un film du jeune cinéaste Ali Badrakhan, qui s'inspire des excès commis par l'ancien « politicien en chef » de Nasser, M. Salah Nasser. Tout le monde suit aussi le procès intenté à ce dernier, pour cause de tortures, par le journaliste Moustapha Amin, condamné, à l'époque de Nasser, pour espionnage au profit des États-Unis, mais rentré en grâce aujourd'hui. Cependant M. Amin est loin d'avoir gagné tous les milieux à sa cause, puisque l'Ordre de la presse refuse toujours de le réintégrer.

Le gouvernement n'est pas épargné par la vague de dénonciations en cours. Un député d'Alexandrie, M. Mahmoud El-Qadi, a provoqué un débat animé au Parlement en accusant le tout puissant ministre de l'habitat et de la construction, M. Osmat Ahmad Osmat, d'avoir reçu près de 10 millions de francs de dessous de table en provenance d'Arabie Saoudite, et d'avoir fait exporter du ciment alors que le pays en manquait. C'est un journaliste d'Al Ahran, M. Mohamed El-Leil, ancien conseiller de presse de M. Osmat, qui est la source notoire du parlementaire. Cela a suffi pour que l'on parlât au Caire d'un « Watergate égyptien ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Les « accords secrets » entre Le Caire et Washington provoquent des remous au Congrès américain

Washington (A.F.P.). — Les « révélations » faites dimanche dernier à Koweït par le président Sadate, qui avait affirmé que, dans un contact avec les Syriens, le 1^{er} septembre 1975, Washington s'était secrètement engagé à empêcher Israël d'attaquer la Syrie, et à promouvoir une participation palestinienne aux négociations sur le Proche-Orient, ont provoqué de violents remous au Congrès américain.

Le sénateur Mike Mansfield a fait observer que M. Kissinger n'avait pas parlé à la commission sénatoriale des affaires étrangères d'accords secrets tels que ceux cités par le chef de l'État égyptien. Il a estimé que la commission devrait demander des explications au département d'État.

Le sénateur Frank Church a affirmé que, si la version du président Sadate était vraie, « le Congrès et le peuple américain avaient une fois de plus été trompés d'une manière rappelant les années Nixon ».

En revanche, le sénateur Hubert Humphrey a dit que ce dont avait parlé M. Sadate lui était familier.

Il a déclaré que M. Kissinger avait informé la commission sénatoriale que les États-Unis « encourageraient les Israéliens à entrer en contact avec les Syriens ». D'autre part, selon M. Humphrey, il était entendu que les États-Unis tenteraient de faire reconnaître le problème palestinien par les Israéliens.

Le département d'État n'a voulu ni confirmer ni démentir l'existence des deux clauses secrètes mentionnées par le président Sadate. Le Congrès ne semble pas en tout cas en avoir été averti, puisque tous les documents qui lui ont été transmis ont été ensuite rendus publics, et aucun ne portait sur les accords dont a fait état M. Sadate.

On ne peut pour autant exclure que Washington ait pris ces deux engagements, mais, dans ce cas, ils ne seraient pas considérés comme légalement contraignants par l'administration, et constitueraient de simples déclarations de principe.

Irlande

LE PARLEMENT DE DUBLIN a adopté, mercredi 3 mars, une loi, selon laquelle les personnes soupçonnées de terrorisme pourront désormais être arrêtées au Nord ou au Sud, quel que soit l'endroit d'Irlande où elles opèrent.

La deuxième session de la convention constitutionnelle d'Ulster a pris fin dans la nuit du 3 au 4 mars dans une séance d'adieu. Un amendement proposé par M. William Craig (coalition loyaliste), visant à l'organisation d'un référendum sur un gouvernement de coalition temporaire, a été repoussé par 42 voix contre 18. — (A.F.P.)

Timor

DEUX DES CINQ JOURNALISTES de la télévision australienne, tués en octobre 1975 au Timor oriental, auraient été exécutés par les troupes indonésiennes, affirme un rapport confidentiel du gouvernement australien, établi à partir de témoignages. Les trois autres auraient été tués au cours de la prise de Balibo, à la frontière entre les parties portugaise et indonésienne de l'île. Le document doit être soumis au Parlement. — (Reuter.)

(PUBLICITE)

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES FEMMES

A l'occasion de cette journée, la coordination région parisienne des groupes Femmes d'entreprises, quartiers, lycées, facultés et le M.L.A.C. appelle à une manifestation le samedi 6 mars à 15 heures, place République.

L'Année de la femme est fièle, la lutte des femmes continue !

DEPUIS 28 ANS

des Soviétiques vous parlent de F.U.R.S.S. et répondent à vos interrogations dans la revue mensuelle

« ÉTUDES SOVIÉTIQUES »

Nouveau format - Photos en couleurs

Dans le n° de Mars :

- Le P.C.U.S. : sa composition sociale et nationale, son histoire d'un congrès à l'autre. — La démocratie dans la société soviétique. — Péter Dinev, une affaire personnelle ? — Un budget familial. — L'exploit du siècle : la voie ferrée Baïkal-Amour, par moins 60°. — La vie d'un hôpital rural, etc.

Nombreuses rubriques : Science et Technique — Coopération franco-soviétique — Philatélie — Littérature — Théâtre...

ABONNEZ-VOUS. — France : 1 an, 20 F - 2 ans, 30 F. — Étranger : 1 an, 30 F - 2 ans, 45 F.

Réglements à l'ordre du C.D.L.F. - C.C.P. PARIS 4/28-39

PRIMER sur envoi de cette annonce, à : E.S. 8, rue de Prony 75017 PARIS : Brochures et carte de l'U.R.S.S. en couleurs.

En vente dans les kiosques, parcs, drugstores : le numéro : 2,50 F

(PUBLICITE)

L'EUROPE A L'HEURE DU RAPPORT TINDEMANS

Jeudi 11 et vendredi 12 mars de 9 h. à 19 h.

Participation de

P. MALVE et G. VEDEL

Inscription au Centre de Formation aux Réalités Internationales

30, rue Cabanis, 75014 PARIS. Tél. 326-44-41.

La V.P.C. échange ou rembourse

Tout achat à une entreprise de vente par correspondance peut être échangé ou remboursé sur simple demande.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance

Le Mouvement Sioniste SIONA vous invite à participer à son grand « Dîner - Dérat » « LES FRANCS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT APRES LA MOTION ANTISIONISTE A L'ONU »

Sépt. Journalistes face à l'événement

— J.-François CHAUVEL (TF 1.)

— Yves CHAUV (L'EXPRESSION.)

— Roland DELCOUR (LE MONDE.)

— Jean-François KADAR (EUROPE 1.)

— Tamara GOLAN (HAARIV.)

— Jean FIVEST (L'AUBRE.)

— Benoît RAISKY (FRANCE-SOIR.)

Les débats seront présidés par M. JEAN PIERRE-BLOCH, Président de la LUDA.

Samedi 6 mars 1976, à 20 heures dans les Salons du P.C.C.A.T.E.L. (Bois de Boulogne)

Inscriptions de 15 à 19 heures, SIONA, 10, square d'Albion, PARIS-16°. Tél. : TRO. 24-22.

ISTH

6, Av. Léon Hettzey 75018 Paris

Tél. 224-18-72

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE DEPUIS 23 ANS

dans les sections préparatoires sennésiennes et vacances suivantes

PCM

SC PO (entrée en AP soutien à l'AP) (entrée directe en 2^e année)

HEC - ENA - DROIT

SC ECO - Paris I

INAUGURE UN NOUVEAU CENTRE PLURIDISCIPLINAIRE QUARTIER ITALIE TOLBIAC au 83-87 Av. d'ITALIE

à partir du 1^{er} Mars 1976

Tél. 538-83-25 538-83-31 et stand expo jeune

OPERATION REPRISE 200 F

Pour l'achat d'une CHINON votre ancienne caméra vaut 200 F

(4 modèles de 1.685 F à 2.300 F) OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31 MARS

DES PRIX COMME PARCOURU, DE LA TECHNIQUE COMME NULLIF PARI

La Maison du Cinéaste Amateur

67 rue La Fayette 75009 PARIS Tél. 478.47.00

سكنا من الامل

AMÉRIQUES

CE QUE JE PENSE DU CHILI

(Suite de la première page.)

Durant plus de quarante ans, je n'ai suivi qu'une seule ligne de conduite : je me suis opposé à toute tentative totalitaire, quelle qu'en soient les origines et les formes. Sous mon gouvernement, toutes les libertés ont été respectées. J'ai eu beau remplir jusqu'au bout le mandat qui m'avait été confié par la Constitution en le remettant à celui qui avait été légitimement élu, je n'en ai pas moins assumé les responsabilités et les accusations les plus injustes. Celles-ci se sont, il est vrai, peu à peu évanouies, car avec le temps le mensonge se détruit tout seul.

Les objectifs de l'extrême droite

Aujourd'hui, les hommes qui dominent la vie politique dans le pays ne sont même plus ceux de la droite classique qui ont traditionnellement maintenu une attitude démocratique : ils appartiennent à des groupes dont le caractère fasciste et intégriste se manifeste à découvert. Leur idéal serait de pouvoir diviser l'opinion entre communistes et anti-communistes, entre marxistes et nationalistes, sans laisser d'autre choix. Le danger le plus grave pour eux est que le pays sache qu'il n'est pas enfermé dans ce dilemme et qu'il existe encore des formations d'inspiration idéologique différente, qui pensent comme la grande majorité des Chiliens que seule la démocratie peut garantir la paix et la justice, et qu'elle seule rend possible l'exercice de l'autorité dans un climat raisonnable de vie commune. Il leur faut donc convaincre à tout prix le pays qu'il n'existe aucune autre solution qu'entre eux-mêmes ou l'extrême gauche. L'histoire a montré à quel cela mène. Mais ce qui importe à l'extrême droite, c'est le présent et non l'avenir. Car elle sait que le sien est bouché.

Les secteurs démocratiques du pays constituent donc pour elle le seul véritable danger. Il n'est pas facile, en effet, d'effacer de l'âme d'un peuple le souvenir d'un gouvernement qui a su concilier le progrès et la liberté, le développement et la justice, et montrer qu'on peut aller de l'avant sans aboutir aux extrêmes, communiste ou fasciste. Il est inquiet et s'en irrite profondément.

Même si la démocratie chrétienne se contentait de regarder en silence se dérouler les événements, les gens de l'extrême droite la combattent, car ce qui les gêne, ce n'est pas tant ce qu'elle peut dire ou faire que le fait qu'un tel gouvernement ait existé et qu'il ait laissé un souvenir dans le cœur des Chiliens.

L'extrême droite sait qu'elle joue sa dernière chance. Elle pressent que des élections libres montreraient qu'elle ne dispose que d'une infime minorité dans les syndicats, les coopératives, les groupements professionnels, les universités — enseignantes comme étudiants. A plus forte raison s'il s'agissait pour le peuple de choisir ses représentants. Elle a donc tout intérêt à ce que la situation actuelle se prolonge. Ensuite, elle ne sera plus rien et ne représentera plus personne.

Il existe même certains secteurs de droite qui font de très graves réserves sur l'action des extrémistes au pouvoir. Ceux-ci, en revanche, dans leur campagne pour rendre impossible toute solution de compromis, ne rencontrent pas grande opposition de la part de l'extrême gauche, à qui cette division en deux convient parfaitement.

M. Frei rappelle alors la politique de réformes entreprise par son gouvernement, à partir de 1964, pour amener le tiers de la population, qui vivait dans la misère, à une plus grande participation à toutes activités nationales. Il dénonce l'étrange théorie, lui reprochant d'avoir, par ces réformes, ouvert la voie au communisme, en faisant remarquer qu'il ne compte les seuls véritables indigénistes de l'histoire que les laïcs de Russie, dont l'hostilité aux réformes conduisit leur empire à la catastrophe. Il cite encore à ce propos le régime de Batista à Cuba et le Portugal. Il en vient alors au second reproche que lui adresse l'extrême droite : celui d'avoir livré le pouvoir à Allende sans y être obligé. Il rappelle que celui-ci fut élu au Parlement avec l'appui des votes de la démocratie chrétienne, après être arrivé en tête, au suffrage universel, au premier tour. En agissant ainsi, M. Frei s'était conformé à la tradition chilienne. Il avait, d'autre part, obtenu des représentants d'Allende des « garanties constitutionnelles », dont Allende lui-même devait dire plus tard à Régis Debray qu'il n'y avait souscrit que par tactique.

Ceux qui ont monté cette accusation oublient un peu vite que, lorsque la démocratie chrétienne avait proposé au Parlement une réforme constitutionnelle inspirée de la Constitution française et instituant un second tour pour permettre au peuple lui-même de trancher en cas de ballottage, c'est la droite qui repoussa cette proposition, tant elle se sentait sûre du triomphe de son candidat.

Ses partisans signèrent des pages entières dans les journaux pour demander que le candidat arrivant en tête au premier tour soit automatiquement élu président de la République.

Avant l'élection de 1970, sûrs de la victoire, ils s'appuyaient sur la Constitution. Au vu des résultats, en revanche, on en trouva pour dire qu'il fallait rompre avec les règles constitutionnelles. Pour quoi n'avoir pas dit plus tôt qu'ils ne reconnaîtraient pas la victoire d'un candidat qui avait l'appui des communistes ? Pourquoi élever leur part de responsabilité historique ?

Les gouvernements précédents ont tous respecté la Constitution. Beaucoup dirent remettre le pouvoir à un adversaire. Ainsi, Arturo Alessandri le céda à Frei, en 1940, au Front populaire de Gonzales Videla.

Il est un autre fait fondamental que l'on cache, c'est que les marxistes, d'inspiration en direction, avaient gagné du terrain pour parvenir en 1964 à la fin du gouvernement de Jorge Alessandri, sans l'appui du parti radical, au plus haut pourcentage de voix qu'ils aient jamais atteint : 39 %.

En 1970, après six ans de gouvernement démocratique chrétien, et malgré l'adhésion officielle du parti radical, ils étaient remontés à 36,7 % des voix. On n'a jamais pris le temps d'analyser ce fait significatif.

A ces attaques venues d'un côté, s'en ajoutent, venues de l'autre côté, qui les contredisent totalement. Pour les uns, nous avons fait le lit du communisme, pour les autres nous sommes responsables de la chute de l'Unité prolétarienne, car nous aurions fermé la voie à une solution démocratique.

Ces infamies propagées à l'extérieur, notamment par certains étrangers opportunistes sortis du pays, n'ont pas le moindre fondement. La démocratie chrétienne a été ainsi accusée d'avoir été appuyée par la C.I.A. lors de l'élection présidentielle de 1970. Outre que ceux qui ont reçu eux-mêmes une aide massive de l'extérieur sont mal venus de lancer de telles imputations, le fait est que nous n'avons jamais eu le moindre rapport avec l'agence américaine.

Les documents publiés par le Sénat des Etats-Unis ont rétabli, au moins en partie, la vérité. Le président de la démocratie chrétienne, Patricio Aylwin, a pu détruire ces accusations le 11 décembre de manière irréfutable. L'indépendance dont j'ai fait preuve quand j'étais au pouvoir s'est manifestée par une série d'initiatives : reprise des relations avec les pays socialistes, protestation contre l'intervention nord-américaine à Saint-Domingue, nationalisation du cuivre, appel au Pérou lorsqu'il fut question de lui appliquer l'amendement Eichenlopper (2), lancement du pacte andin et de la C.E.C.L.A. refus de créer la Force de défense inter-américaine. Tous ces faits parlent par eux-mêmes.

Nous n'avons pas été informés — le document du Sénat américain le reconnaît — des dépenses de la C.I.A. Nous n'avons pas seulement refusé de participer à la « campagne de terreur » montée en 1964 par quelques entreprises de publicité : nous l'avons ouvertement et publiquement condamnée. Ce sont nos parlementaires qui ont demandé et conduit une enquête de la Chambre des députés pour dévoiler l'origine de cette campagne et démasquer ses auteurs.

Enfin, il est démontré qu'en 1970 j'ai repoussé — comme le document du Sénat américain le reconnaît — toutes les suggestions qui ont été présentées pour altérer le processus constitutionnel. Conformément à mon devoir — et pour d'ur qu'il fût, j'ai remis le pouvoir comme l'exigeait la Constitution.

Une thèse mensongère

Si il est vrai que j'ai été un ténace opposant au gouvernement de Salvador Allende, j'ai toujours mené cette opposition dans le cadre de la démocratie et des lois. Je n'ai pas accompli un seul acte que l'on puisse citer pour me démentir.

L'adhésion des idéologues qui ont déclenché cette campagne contre la conception de la démocratie qui a toujours prévalu au Chili.

(2) L'amendement Eichenlopper, voté en 1961, est venu modifier la loi sur l'aide à l'étranger. Il prévoyait la suspension de toute assistance des Etats-Unis aux pays ayant exproprié des biens américains sans indemnité. Dans les dix mois qui l'ont suivi, il a été appliqué qu'une seule fois, contre Ceylan, en 1962. Il a été soulevé un scandale par les officiels américains pour demander des pays étrangers de procéder à des nationalisations.

(3) Diego Portales (1793-1837) est l'un des principaux rédacteurs de la Constitution chilienne de 1833. Adversaire du président Prieto à partir de 1821, il a, en particulier, mis sur pied une solide administration des finances et travaillé à la réorganisation de l'armée. Il est aujourd'hui considéré par la droite comme le modèle de l'homme d'état conservateur, et presque comme le père de l'Etat chilien. Le général qui a dirigé, après la guerre civile, les opérations militaires et ses principaux services ont été réhabilités et décorés. Diego Portales a été assassiné après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. (N.D.L.R.)

(4) La « guerre du Pacifique » a éclaté en 1879 entre le Chili, d'une part, et le Pérou et la Bolivie, d'autre part, pour la possession des richesses de nitrate du désert d'Atacama. Le Chili, qui lui-même a été dépossédé des provinces de deux grandes provinces : celle d'Antofagasta, la Bolivie qui lui a été restituée, en la circonstance, son accès au Pacifique et toute ouverture sur la mer, et celle d'Arica, élevée au Pérou. (N.D.L.R.)

Chili et contre les forces politiques qui l'ont défendue est d'établir au Chili un nationalisme totalitaire.

A l'encontre, il faudrait croire qu'entre la mort de Portales (3) et le 11 septembre 1973, le Chili aurait vécu dans une sorte de parenthèse historique au cours de laquelle il aurait été abandonné à des politiques corrompues et sans principes. Une thèse aussi mensongère ne peut être soutenue que dans un pays réduit au silence. Portales lui-même a établi un gouvernement civil soutenu par des forces armées disciplinées et soumises à la Constitution. Prieto, Bulnes, Montt, tous les présidents du siècle passé et du siècle présent, les généraux et les marins victorieux de 1879 sont restés fidèles à cette direction (4). Ils nous ont donné une leçon de respect de la loi et des institutions qui est inscrite de manière indélébile dans notre histoire.

Ce pays n'était pas en décadence. Loin d'avoir été livré à l'improvisation, il s'est construit par l'effort continu de nombreuses générations qui ont aimé le droit et la liberté, au point qu'il put faire une guerre avec un Parlement qui fonctionnait sans restrictions et une presse totalement libre qui n'épargnait pas ses critiques quant à la conduite des opérations. Il en sortit pourtant vainqueur, sans avoir mené 1 centime à l'extérieur.

Un mouvement à contre-courant

Le Chili a donc toujours constitué un exemple de démocratie organisée et progressiste. La crise économique et politique qu'il a dû affronter, comme beaucoup d'autres pays du monde, ne peut justifier que l'on nie ce qui forme l'élément le plus riche et le plus créateur de la physionomie du Chili. Penser, à la fin de ce siècle où se produit le changement le plus vaste et le plus profond qu'il y ait eu un homme dans son histoire, qu'il est possible de construire une société basée sur la force ou sur un système d'out tout descend d'en haut, où le social n'est que paternalisme et où l'économie consiste à concentrer le pouvoir dans les mains de groupes minoritaires, c'est placer le pays à contre-courant de ses propres lignes de développement, c'est lui faire tourner le dos au reste du monde.

Le mouvement qui s'est opposé, avant le 11 septembre, à l'Unité populaire, n'exprimait pas seulement le refus d'une politique économique qui avait précipité le Chili dans l'inflation et le chaos. C'était aussi une lutte pour que les réformes progressistes dans les cadres des lois, en respectant les valeurs qui ont toujours garanti la dignité et l'indépendance des Chiliens. Le pays s'est révolté contre ceux qui s'abritaient derrière la tâche de la conquête du pouvoir total. La grande majorité du peuple n'acceptait pas qu'une minorité prétendît la dominer en lui imposant des idées et un système dont elle ne voulait pas. Elle s'est opposée à la tentative de contrôle des moyens d'information et de communication et de réformation de l'enseignement en vue de « conscientiser » la jeunesse.

Elle a refusé de tomber dans la violence et dans l'extrémisme, et a voulu sauver une démocratie où l'on respecte effectivement l'autorité et les droits de la personne. Ce fut une lutte sans trêve pour empêcher que le Chili ne soit divisé par la haine. Le peuple ne voulait pas revenir en arrière, il n'avait pas peur des réformes nécessaires ; il voulait maintenir les valeurs démocratiques qui avaient permis à notre pays de développer sa forme de vie et son génie particulier.

On ne peut donc ignorer ni encore moins répéter les erreurs qui ont conduit le pays à cette situation. Les crises auxquelles il faut faire front ne doivent pas aggraver la maladie mais servir à retrouver la santé. Beaucoup de ces situations critiques ne sont présentées dans l'histoire du Chili, mais, à chaque fois, il a saisi l'occasion pour promouvoir une société plus avancée et une démocratie plus efficace. De ce point de vue, les forces armées ont toujours soutenu dans le passé les efforts de progrès.

Une grande partie de l'opinion, en dépit des contrôles qui pèsent sur les moyens de communication, pense aujourd'hui que c'est là notre seul moyen de salut. Elle attend des forces armées qu'elles y contribuent efficacement plutôt que de soutenir un projet à contresens de l'histoire.

EDUARDO FREI.

Prochain article :

FALSITE ET SOLITUDE

Les éditions

FRANÇOIS MASPERO

ont publié en janvier et février :

Petite collection maspero

VICTOR SERGE
Littérature et révolution 22,00
MARCEL MARTINET
Culture prolétarienne 22,00
K. MARX et F. ENGELS
Utopisme et communautés de l'avenir 22,00

Les utopistes
Textes réunis, présentés et traduits par Roger Dangeville.
L.D.S.
(Information pour les droits du soldat)

La lutte pour un syndicat de soldats 6,00
ROBERT PELLETIER et SERGE RAVET
Le mouvement des soldats 22,00
(Les comités de soldats et l'antimilitarisme révolutionnaire)

Textes à l'appui

ELISE MARIENSTRAS
Les mythes fondateurs de la nation américaine 25,00
VICTOR EHRENBURG
L'Etat grec 25,00

Traduit sous la direction d'Edouard Will
DANIEL GUERIN
Front populaire, révolution manquée 25,00
Nouvelle édition
MARC BURTON
Vous qui entrez 25,00
Préface de Roger Gontis

La mémoire du peuple
collection dirigée par Louis Constant
LOUISE MICHEL
Mémoires 25,00

Centre d'histoire du syndicalisme
sous la direction de J. Drex et J. Maitron
JEAN-BAPTISTE DUMAY
Mémoires d'un militant ouvrier du Grenot 25,00
Texte établi et présenté par Pierre Fossot
Préface d'Ernest Labrousse

Malgré tout
collection dirigée par Emile Copefmann
PATRICK DEMERIN
Communautés pour le socialisme 22,00
DENIS BORDAT
Les C. E. M. E. A., qu'est-ce que c'est ? 40,00
FERNAND DELIGNY
Nous et l'innocent 20,00
Nouvelle édition

Voix
collection dirigée par F. Achard, Gonzalez Batlle
NIKOS ENGONOPOULOS
Bolivar 20,00
Un poème grec
NABILE FARES
L'exil et le désarroi 18,00

Hérodote
nouvelle revue dirigée par Yves Lacoste
N° 1
Crise de la géographie, géographie de la crise ? 18,00

Bibliothèque socialiste
collection dirigée par Georges Haupt
ROSA LUXEMBURG
Vive la lutte ! 25,00
(Correspondances 1891-1914)

Economie et socialisme
collection dirigée par Charles Bettelheim
JEAN-PAUL DE GAUDEMAR
Mobilité du travail et accumulation du capital 20,00
SUZANNE DE BRUNHOFF
L'offre de monnaie 20,00
Nouvelle édition

Yenan
collection dirigée par Alain Badiou et Sylvain Lazarus
CAHIER YENAN N° 2
Marxisme-léninisme et révisionnisme face à la crise économique 25,00

Documentation sur demande en remplissant le bon ci-dessous :

Nom

Adresse



FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Fabert 75005 Paris

Le numéro de MARS de Méditerranée Immobilière vient de paraître.
100 PAGES D'ANNONCES ENSOLEILLES où vous trouverez appartements, villas, mas, bastides, terrains, au bord de la mer ou dans l'intérieur.

Méditerranée Immobilière est en vente CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, OU PAR CORRESPONDANCE, EN ADRESSANT CE BON AVEC 8 F EN TIMBRES A : PUBLI-ROC, 8 RUE DE RICHELIEU, 75001 PARIS.

MOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____

ANGLETERRE spécial étudiants

2 semaines 750 F
3 semaines 1190 F
Pension complète.
Audio-visuel : anglais gén. ; 4 1/2 h de cours par jour intensive
dr. Angl. : commercial, Activités variées, club, discothèque, etc.

British European Centre
5, rue Richemont, Paris 8e
260.18.34

■ M. ■
■ N. ■
■ P. ■
■ C. ■
■ A. ■
■ S. ■
■ D. ■
■ E. ■
■ F. ■
■ G. ■
■ H. ■
■ I. ■
■ J. ■
■ K. ■
■ L. ■
■ M. ■
■ N. ■
■ O. ■
■ P. ■
■ Q. ■
■ R. ■
■ S. ■
■ T. ■
■ U. ■
■ V. ■
■ W. ■
■ X. ■
■ Y. ■
■ Z. ■

TERRITOIRE DE BELFORT : la majorité est menacée

1. **TECHNICAL ADDRESS:**

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Au terme du conseil des ministres qui s'est réuni mercredi 3 mars à l'Élysée, le communiqué suivant a été publié :

• AUDITEURS DE JUSTICE

« Un projet de loi a été approuvé permettant aux anciens auditeurs de justice participant aux sessions de formation organisées pour eux dans les quatre années qui suivent leur installation en qualité de magistrats d'assister aux délibérations des juridictions auprès desquelles ils font ces stages. »

• L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS

« Le conseil des ministres a adopté une ordonnance réduisant de moitié l'acompte de l'impôt sur les sociétés exigible le 20 février 1976 ; le paiement de l'autre moitié est reporté au 15 décembre 1976. Cette ordonnance est prise en application de la loi du 28 décembre 1975 autorisant le gouvernement à procéder par ordonnances, jusqu'au 15 mars 1976, à la réduction, à la suppression et au report des acomptes d'impôts sur le revenu et d'impôts sur les sociétés. Le conseil a également adopté un projet de loi portant ratification de cette ordonnance, qui prévoit, en outre, une mesure comparable pour les entreprises individuelles à caractère industriel et commercial assujetties à l'impôt sur le revenu : le solde de l'impôt sur le revenu payable le 15 avril 1976, en application de la loi du 12 septembre 1975, sera reporté pour moitié au 15 décembre 1976. »

(Lire page 32.)

• LES AUTOROUTES

« Le ministre de l'équipement a fait une communication sur la politique des autoroutes. Depuis 1970, la mise en concession de la construction des autoroutes a permis d'atteindre le rythme de 600 kilomètres par an ; à la fin de cette année, le réseau français approchera les

4 000 kilomètres. La poursuite de la politique des autoroutes conçues comme instrument de développement économique et comme élément essentiel de l'aménagement du territoire implique le développement du réseau, ainsi que l'amélioration des services offerts aux usagers des autoroutes. »

« L'extension du réseau comportera l'achèvement des chantiers en cours, qui permettra de le relier à la Belgique, à l'Allemagne, à l'Italie

et à l'Espagne, le lancement d'une nouvelle tranche de 1 300 kilomètres dans l'ouest comprenant, en particulier, une liaison Paris-Madrid par Bayonne, ainsi que certaines réalisations complémentaires dans l'est. »

« L'amélioration des services offerts aux usagers sur les autoroutes est devenue indispensable et les pouvoirs publics vont s'attacher à ce que les usagers, notamment les chauffeurs de poids lourds, y trou-

vent des possibilités de détente et l'assistance technique dont ils ont besoin. Il conviendra également d'améliorer les conditions d'insertion des autoroutes dans les pays traversés. »

« Les conditions de financement du programme d'autoroutes ont dû tenir compte de l'augmentation des coûts de construction, de la hausse des taux d'intérêt et de l'ouverture de tronçons moins rentables que par le

passé. L'extension du réseau devra être accompagnée par une politique tarifaire diversifiée tenant compte à la fois des services rendus aux usagers, d'une répartition équitable des charges et de l'amortissement des emprunts contractés antérieurement. »

• LES LIBERTÉS FACE À L'INFORMATIQUE

« Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil les travaux de la Commission informatique et libertés chargée d'étudier les mesures propres à écarter les dangers qu'un développement incontrôlé de certaines applications de l'informatique pourrait présenter pour les libertés publiques. Un projet de loi sera mis au point et soumis à un prochain conseil des ministres. Ce projet comportera des dispositions relatives à la publicité des traitements informatiques, à leur contrôle, notamment par la création d'une commission nationale, ainsi qu'à la protection des personnes qui font l'objet d'informations automatisées. »

(Lire page 32.)

• LA REPRISE ET L'EMPLOI

« Le premier ministre a présenté au conseil un programme d'action dans le domaine de l'emploi. Le gouvernement mobilisera tous les

moins dont il dispose pour que la reprise économique soit accompagnée de créations d'emplois. Dans une première phase, l'utilisation des procédures existantes, notamment en faveur des petites et moyennes entreprises et des entreprises artisanales, sera intensifiée ; il sera demandé aux principaux responsables administratifs de lever les obstacles concrets aux créations d'emplois, d'accélérer les procédures et de prendre les décisions nécessaires à l'assouplissement des réglementations en vigueur. Un comité pour la promotion de l'emploi, présidé par le préfet, sera créé dans chaque département ; un comité interministériel pour la promotion de l'emploi sera mis en place au niveau national. »

« D'autre part, des dispositions complémentaires seront prochainement arrêtées par le gouvernement en vue, notamment, de faciliter le développement de la petite et moyenne industrie. »

« Au cours d'une deuxième phase, il sera procédé à une réorganisation des dispositions d'intervention en matière d'emploi et de formation professionnelle que le ministre du travail présentera au conseil des ministres du 31 mars. »

(Lire page 28.)

• LES RAPATRIÉS

« Le premier ministre a fait une communication sur l'action gouvernementale en faveur des rapatriés. Le premier ministre a d'abord rappelé que les engagements pris avaient été tenus. Il a confirmé que l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer poursuivait la liquidation des dossiers pour 1975 et que l'indemnisation des rapatriés âgés de plus de soixante-dix ans serait terminée d'ici à la fin du premier semestre 1976. »

« Il a fait le point des discussions en cours qui portent sur les conditions techniques de l'indemnisation en vigueur. Il a rappelé que le gouvernement préparait deux projets de loi, l'un relatif au rétablissement des règles de droit civil en matière de succession en de transmission des droits à l'indemnisation, l'autre destiné à supprimer le caractère suspensif du recours contentieux en cas de désaccord sur le montant de l'indemnité. »

« Enfin, le premier ministre a annoncé que le ministre de l'économie et des finances réunirait, d'ici à la fin du mois de mars, les organisations représentatives de rapatriés pour étudier avec elles les modalités d'application de la procédure d'aménagement des prêts de réinstallation. »

« A cette occasion, le président de la République a déclaré : « Le gouvernement et la collectivité française ne doivent pas oublier que les rapatriés sont « des Français éprouvés », non seulement dans leurs biens, mais dans leurs conditions de vie. L'action gouvernementale doit continuer à en tenir compte. »

• VOYAGES À L'ÉTRANGER

« Le ministre de l'éducation a rendu compte de la visite qu'il a faite au Maroc, du 18 au 22 février, à l'invitation du ministre de l'enseignement primaire et secondaire, et qui lui a permis de faire le point de la coopération culturelle franco-marocaine. »

« Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la visite qu'il a faite, les 25 et 27 février, à Lisbonne, à l'invitation de son collègue portugais. »

« Le groupe communiste de l'Assemblée nationale vient de publier une déclaration réclamant l'interdiction des expulsions, et son président, M. Robert Ballanger, a adressé au premier ministre une lettre allant dans le même sens. Il rappelle que la suspension provisoire des expulsions pendant l'hiver se termine le 15 mars et souligne que, « dès le lendemain, des milliers de familles vivront sous la menace quotidienne de se retrouver à la rue, sans toit ». Il réclame aussi « l'interdiction absolue de coupures de gaz et d'électricité, du chauffage et de l'eau, qui sont des services indispensables à la vie d'une famille ». »

« M. Charles de Gaulle, sénateur non inscrit, représentant les Français établis hors de France, a fait une visite à Alger les 1^{er} et 2 mars pour s'informer des répercussions de la dégradation des relations franco-algériennes. »

« L'Institut Charles-de-Gaulle vient de créer une commission universitaire destinée à favoriser les recherches et à aider les chercheurs qui s'intéressent à la vie, à la pensée et à l'action du général de Gaulle. Cette commission est présidée par M. Jean Charlot, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (Institut Charles-de-Gaulle, 5, rue de Solferino, 75007 Paris.) »

(Publicité)

Vacances de Pâques

6 jours de math, phys...

Rattrapage intensif pour la mise à niveau des élèves de la 3^e à la terminale. Une formule « à la carte » proposée par D. GUERMONPREZ, S.O.S. - MATH - 97, bd St-Michel. Tél. : 326-30-34 - 326-30-75.

30 %

de remise sur ce salon anglais :

- 1 canapé Regency 2 places
- 2 fauteuils Regency
- 1 tabouret Regency

Acacia massif, pleine peau patine antique.

BRITISH HOME

SPECIALISTE DU STYLE ANGLAIS

• Fabrication de sièges anglais aux dimensions que vous souhaitez. Très nombreux coloris exclusifs. • Cuir pleine fleur et pleine peau, patine antique. Stock important • Meubles anglais importés directement. Livraison dans toute la France. Ouvert du lundi au samedi inclus. Nocturnes tous les mercredis, jusqu'à 21 heures.

43, rue de Ménilmontant, Paris (20^e). Tél. : 366-91-24



MIRABEAU 71 Av de Versailles Paris 16^e 524.46.66

CONCESSIONNAIRE

Essai des nouvelles 6 cylindres et de toute la gamme

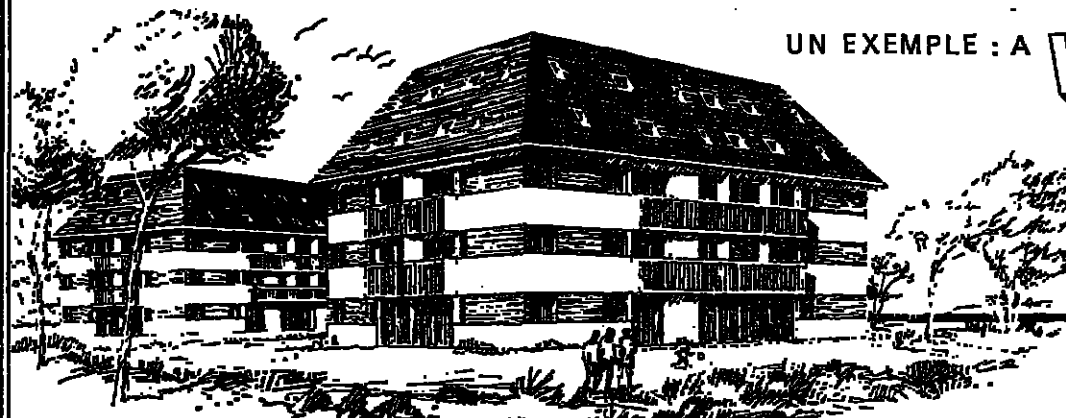


SUR LA CÔTE NORMANDE

merlin

ANNONCE LES PRIX !

UN EXEMPLE : A **VILLERS-SUR-MER**



Résidences "Les Portes de la Mer"

chaque appartement et studio comprend :

- Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques électriques 4 feux
- Sur four • Evier inox avec égouttoir • Meuble rangement sous évier
- Réfrigérateur 130 litres • Salle de bains aménagée • Chauffage électrique intégré par radiateurs • Sol tapis aigüillotté • Peintures terminées • Travaux contrôlés par le BUREAU SECURITAS SOCOTEC à Caen.

ETABLISSEZ VOTRE BUDGET TRANQUILLEMENT ET SANS SURPRISES AVEC

merlin

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

BUREAUX DE PARIS : 31, RUE DE RIVOLI - 75004

ANGLE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE

BUREAUX OUVERTS TOUS LES JOURS

SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H SAUF DIMANCHE

BUREAUX DE VENTE SUR PLACE À VILLERS-SUR-MER et COURSEULLES ouverts tous les jours, sans interruption de 9 h à 19 h, même le dimanche (sauf le mardi) - TEL. (31) 87.01.99 et (31) 83.47.40

TELEPHONE **277.11-13**

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER

31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes.

Nom Adresse

NO

صكنا من الاصل

ÉDUCATION

A chacun son rythme

(Suite de la première page.)

De quoi s'agit-il en fait ? De distinguer, après un certain nombre de semaines de classe — et, en tout cas, avant qu'aucun enfant ait psychologiquement « décroché », c'est-à-dire qu'il soit parvenu à la conscience de sa propre incapacité — ceux des élèves qui ont besoin d'une démarche pédagogique particulière. Les spécialistes savent que, dans neuf cas sur dix, une telle inadéquation n'est que temporaire : elle est liée seulement au niveau de maturation intellectuelle du moment.

Personne ne se scandalise que certains enfants de six ans aient 10 centimètres de plus que leurs voisins, et personne ne songerait à demander à ces enfants les mêmes performances physiques ! Il est également normal d'adapter les apprentissages aux possibilités de chacun, sans attendre qu'une année entière se soit écoulée pour enregistrer l'échec et adopter alors la seule solution qui reste :

Éliminer le sentiment de l'échec

Les premières semaines de classe permettent une observation, complémentaire, aboutissant à confirmer ou à modifier ces appréciations. Elles seront consacrées non seulement à un début prudent d'apprentissage de la numération et de la lecture proprement dites, mais aussi à des exercices moteurs (se repérer dans l'espace, dissocier la droite de la gauche, maîtriser le geste, l'équilibre, etc.), à des exercices graphiques, de mémorisation, de langage, d'étude des sons, etc.

Les enfants encore maladroits ou lents seront regroupés pour continuer les mêmes premiers apprentissages. Leur cheminement, tenant compte de leurs capacités réelles, sera celui d'un premier cours préparatoire, assurant la liaison entre l'école maternelle et l'école primaire. L'intervention du maître y sera plus individualisée, plus orientée vers les décalages de handicaps et vers une pédagogie de soutien. Elle sera aussi plus « riche en actions », afin d'avoir plus de chances d'entraîner par son dynamisme les enfants dont le vocabulaire est encore restreint.

C'est seulement l'année suivante (deuxième année de cours prépa-

celle d'une deuxième année, constituée par un redoublement pur et simple. Une progression moins rapide, étendue sur deux ans, mieux adaptée aux moyens de l'enfant — et, par conséquent, plus attrayante, — est sans doute, bien préférable.

Mais on avance également l'idée que la période d'observation au début de l'école primaire ne permettrait pas de reconnaître des différences entre enfants, appelant des différences dans l'action pédagogique. En réalité, tous les maîtres qui ont exercé à ce niveau savent que les difficultés de certains élèves apparaissent clairement au bout d'un temps assez court. Et, surtout, on semble oublier, dans ces critiques, le rôle joué par l'école maternelle. Les enfants qui entrent au cours préparatoire ne sont pas des inconnus. Les institutrices des grandes sections ont déjà pu juger de leurs aptitudes ou de leurs déficiences, et, lors des séances de concertation, en informer les maîtres de l'élémentaire.

nature) que s'affirmera le style plus exigeant qui doit permettre d'assurer la solidité des apprentissages de base. Ainsi que je l'ai indiqué, la possibilité sera offerte aux élèves plus rapides d'accéder directement, à l'issue de la période d'observation, à l'enseignement de l'écriture. Il ne s'agit pas « d'écraser les meilleurs » : il s'agit de permettre à chacun d'aller à son rythme dans chacun des domaines scolaires et d'être toujours dans le groupe dont le niveau correspond à ses possibilités. C'est ainsi qu'on éliminera le « sentiment d'échec ».

Mais ces enfants, séparés pour faciliter certains apprentissages bien définis, ne doivent pas vivre divisés. On peut envisager, pour les activités physiques, graphiques, artistiques, musicales, etc., que les élèves se retrouvent à leur convenance, ou selon leurs aptitudes, dans un groupe ou dans un autre. Il est évident, en effet, que l'école, à ce niveau de six ans, est loin de s'intéresser aux seules initiations intellectuelles et aux processus cognitifs : elle demeure l'école « globale » et concerne tous les aspects de la personnalité de l'enfant.

D'ailleurs, si les deux années envisagées (CP 1 et 2) sont conçues pour offrir des pédagogies et des contenus différenciés, elles ne constitueront pas nécessairement des classes séparées. Il n'est pas non plus interdit d'envisager, pour certains enfants qui se révèlent plus tardivement, un passage du CP 1 au CP 2 en cours d'année. L'organisation d'ensemble sera l'affaire de chaque école en fonction de ses caractéristiques. L'essentiel est d'améliorer le système actuel.

Dois-je dire que, parmi mes censeurs si avertis à la critique, aucun ne fournit de solution à ces difficiles problèmes d'adaptation, si ce n'est la proposition, généralement implicite et plus rarement exprimée, d'un retard systématique des apprentissages pour aligner tout le monde sur les enfants les plus lents ? On nous parle de repousser, pour tous les enfants, l'accès à la lecture après l'âge de sept ans, comme en Suède par exemple. Mais chaque pays, en fonction de sa géographie, de ses modes de vie, etc., peut avoir ses

(1) Le Nouvel Observateur (note de la rédaction).

solutions propres, et ce qui est bon chez l'un ne l'est pas nécessairement chez son voisin. Compte tenu des traditions françaises en la matière, va-t-on aller jusqu'à interdire aux enfants qui en ont la capacité et le goût d'apprendre à lire avant sept ans ? Ou va-t-on interdire aux maîtres de tenir compte, dans l'organisation de l'école, des élèves en difficulté ?

D'ailleurs, un hebdomadaire (1) qui publie cette semaine un ensemble d'articles sur l'éducation veut bien admettre que l'adaptation des cursus aux différents types d'enfants « relève d'un certain bon sens ». Les journalistes ont réinventé les bons points ! En revanche, son auteur porte sur l'entrée à six ans à l'école primaire. Puis-je rappeler qu'elle existe depuis fort longtemps, que, en 1971, cinquante-trois mille enfants du cours préparatoire avaient moins de six ans et que, s'il est vrai, comme l'indique l'auteur, que cent quatre-vingt quinze sur cent cinquante redoublent au moins une fois, la proportion en sera finalement inférieure à celle de ceux qui entrent dans les conditions d'âge réglementaires, puisque pour ces derniers la proportion de redoublement sera supérieure à 50 % ! On ne peut pas non plus émettre de doute que je continue à m'envisager l'entrée à cinq ans au cours préparatoire comme une exception, que je n'ai pas l'intention d'encourager ni d'étendre. Dois-je aller pour cela jusqu'à l'interdire au nom de l'égalité ?

En fait, ces manœuvres querelles cherchées sans l'articulation entre école maternelle et école primaire sont de beaux exemples de l'incapacité et de l'incohérence des idéologies lorsqu'elles refusent d'examiner la réalité : beaux exemples aussi d'un autoritarisme camouflé sous un vernis social et qui, au nom des grands principes, va tout simplement contre le droit des individus. Je suis certain que ni les véritables éducateurs, ni les familles n'envisagent une radicalisation aussi négative de l'organisation scolaire.

RENÉ HABY.

● A la cité scolaire d'Amiens, six élèves ont été exclus pour huit jours. Il leur est reproché d'avoir insulté le chef de l'établissement et des professeurs, et d'avoir causé des dégâts dans les locaux. Les trois lycées de la cité scolaire sont touchés, depuis le mardi 2 mars, par une grève de protestation contre les réformes Baby-Solomon (Le Monde du 4 mars). Ce jeudi 4, en début de matinée, des piquets de grève ont empêché les élèves d'entrer dans l'établissement, mais des cours ont pu reprendre.

● L'affaire Papinski. Le ministre de l'éducation a adressé, mercredi 3 mars, une lettre à M. Jacques Papinski, instituteur à Honcourt (Meurthe-et-Moselle), qui a fait la grève de la faim pendant trois mois pour obtenir sa réintégration dans l'enseignement. M. Jean Couturier, conseiller technique auprès du ministre de l'éducation, confirme à M. Papinski que « la direction générale des relations culturelles du ministère des affaires étrangères accepte d'étudier sa candidature à un emploi contractuel de documentaliste dans un établissement français à l'étranger. Si cette proposition vous agréait, ajoutez-lui, il vous appartient de demander audience à cette direction pour y constituer votre dossier ».

CORRESPONDANCE

Jean Branet
et la cité universitaire

Mlle Jacqueline Branet nous écrit :

Pour son cinquantenaire, la Fondation nationale de la Cité universitaire de Paris a diffusé une plaquette dans laquelle ses origines sont évoquées avec une inexactitude proprement confondante.

Des nombreuses mises au point appelées par ce texte, je ne ferai ici que celle-ci :

Commencée en 1921 par le recteur Paul Appell, la création de la Cité est devenue en 1925 le fait de la Fondation nationale, œuvre privée fondée tout expressément par André Honnorat, D. David-Weill et Jean Branet. La Fondation nationale dut sa conception à l'esprit novateur de Jean Branet, qui inventa de substituer le principe d'une fondation, mandataire de l'Université, à celui de la société de gestion antérieurement proposée au recteur par Honnorat, et approuvée en avril 1924 par les autorités universitaires. Auteur des statuts de l'œuvre, de la convention avec l'Université, de la plupart des actes originaux des premières fondations, bref, juriste de la Cité, Jean Branet fut aussi et surtout le secrétaire général inamovible de la Cité, et apprové en avril 1924 par les autorités universitaires. Auteur des statuts de l'œuvre, de la convention avec l'Université, de la plupart des actes originaux des premières fondations, bref, juriste de la Cité, Jean Branet fut aussi et surtout le secrétaire général inamovible de la Cité, et apprové en avril 1924 par les autorités universitaires.

« La Cité est l'œuvre de Branet autant que la mienne. Je n'y fais rien que d'accorder avec lui. Il me serait moralement impossible d'accepter d'être séparé de lui dans une œuvre (...). Tout ce qui s'est fait à la Cité n'est d'ailleurs que le résultat de l'étroite collaboration qui existe entre le recteur Branet et moi. » Il est donc stupéfiant de voir la plaquette en question ne mentionner le nom de Jean Branet que pour en dire, qu'il a « largement contribué à réunir les fonds nécessaires » (1). On croit rêver.

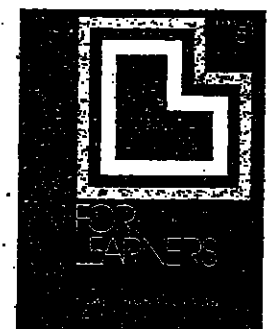
Le caractère juridique singulier de la Fondation nationale et l'exemplaire efficacité qu'il lui confère sont cependant largement soulignés à la page suivante. Le lecteur n'en ignorera pas moins que la congruence et la construction de cette institution juridiquement singulière et exemplairement efficace — et même qui en furent les trois fondateurs — A ce degré, l'ignorance du passé devient un défi à l'histoire — ou, tout simplement, au respect de la vérité.

IMPRIMERIE SPECIALE
POUR PERIODIQUES
MEMORANDAIRES ET MENSUELS
Consultez les Presses du Palais-
Royal 65 rue Sainte-Anne
(256-10-00) maison fondée en 1923
DELAI EXEMPLAIRE
PRIX AGREABLES

LE ROY
carte V
100 CHAMPS-ÉLYSÉES
75008 PARIS • Tél. : 20 80 80

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES,
EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMERICAINE,
VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.
EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.
EXPERIMENT vous initie à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.
Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Mexique...
EXPERIMENT France
Pour un monde plus ouvert
(association loi de 1901, membre de l'UNESCO) 201, avenue
par le Commissariat Général aux Travaux n° 69 0167
55, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 278-50-03

pour
prendre
un bon
départ
en
anglais



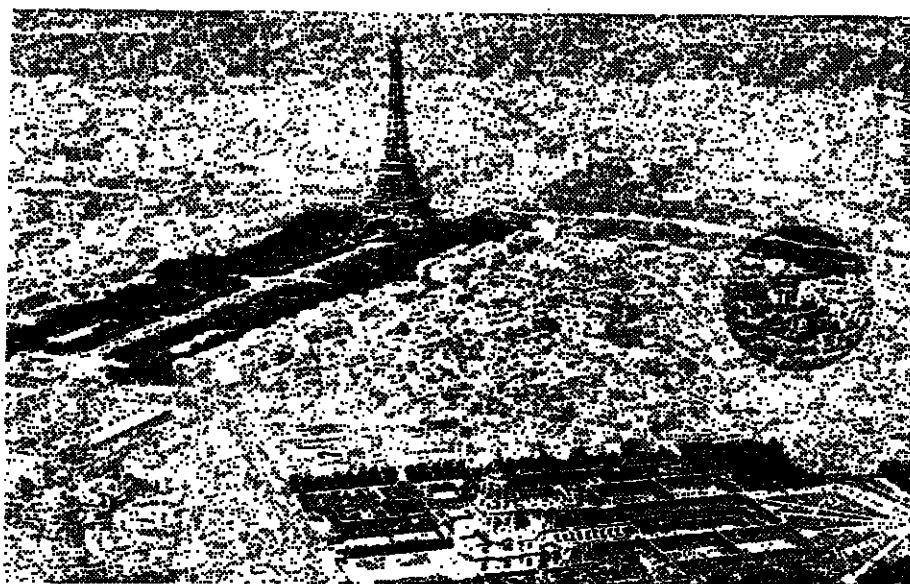
L. FOR LEARNERS
sous la direction de M. Cling.
Une méthode originale et sûre qui
intègre l'apprentissage de la langue
à un contact direct avec la vie quoti-
dienne et la civilisation anglaises.
anglais en 6° anglais en 5°
(entièrement disponibles pour la
rentrée)
pour chaque classe :
LIVRE DE L'ÉLÈVE
CAHIER D'EXERCICES
GUIDE PÉDAGOGIQUE
DE L'ENSEIGNANT
BANDES MAGNÉTIQUES.
DICTIONNAIRE D'ANGLAIS
niveau 1
par Fr. Dubois-Charlier, J. Bérriot,
E. Kostas et J. Smith.
Un type de dictionnaire entièrement
nouveau, conçu pour étayer immé-
diatement le vocabulaire de base
de l'anglais dans le fonctionnement
de la langue.

Larousse
d'anglais

BON RÉSERVÉ AUX ENSEIGNANTS

À RENVoyer À : LIBRAIRIE LAROUSSE, SERVICE RELATIONS / ENSEIGNEMENT,
17, RUE DU MONTMARTRE, 75002 PARIS CEDEX 06.
Veuillez m'envoyer gratuitement votre documentation sur ces ouvrages.
M. Mlle, Mlle
fonction
classe
établissement
adresse personnelle

153, rue de l'Université Paris 7^e



Le quartier est exceptionnel. Les appartements aussi.

Habiter l'aristocratique et très protégé
7^e arrondissement, entre la Seine et les jardins
du Champ de Mars, constitue déjà un grand pri-
vilege. Ce n'est pas le seul au 153 de la rue de
l'Université.

Cette résidence émaillée de jardins inté-
rieurs, se distingue aussi par la qualité originale
de ses appartements.

Ceux-ci en effet, tous grands, bénéficient

d'une conception à l'ancienne pour concilier par
la distribution des pièces notamment, le service
domestique avec la vie familiale ou mondaine.

Autre avantage : au 153 rue de l'Univer-
sité, le futur propriétaire intervient directement
dans l'aménagement de son appartement, afin
que ses goûts et ses besoins soient tous parfai-
tement satisfaits.

Et cela pour 8.300 F le m². Prix ferme et définitif.

Appartements de 2 à 6 pièces et studios.



Renseignements et vente sur place :
tous les jours de 14 à 19 h. et samedi de 10
à 19 h. (Fermeture mercredi et dimanche).

Et GEFIC : 52 Champs Élysées Paris 8^e.
Tél. : 256.98.98.
Livraison : octobre 1977.

Une réalisation SERDI.

Avec Jaltour, découvrez le Vietnam des Vietnamiens.

Et si vous connaissez déjà le
Vietnam, portez-vous à Hanoi, à
Bali, à Hong-Kong, aux Philippines,
au Japon, en Birmanie, en Inde,
en Corée, en Thaïlande, en
Malaisie, en Indonésie...
Jaltour vous a préparé plusieurs
séjours étonnants sur tout
l'Extrême-Orient. Et de des prix
particulièrement intéressants :
Bangkok à partir de 3.050 Francs,
Hong-Kong à partir de
4.100 Francs et le Japon à
partir de 5.100 Francs.
Pour en savoir plus sur tous
ces séjours, rendez-vous à votre
agent de voyages
ou retournez ce bon à Jaltour,
75, avenue des Champs-Élysées.
75008 Paris.
Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Jaltour

مركز الترحيل

ÉDUCATION

L'agitation universitaire s'étend surtout en province

L'agitation s'est étendue, depuis le début de cette semaine, dans les universités de province et touche faiblement, depuis mercredi 3 mars, certains établissements parisiens. Les étudiants ont deux motifs principaux de revendication : ils protestent, d'une part, contre la réforme du second cycle universitaire, préparée par M. Jean-Pierre Soisson et promulguée par son successeur, Mme Alice Saunier-Seït, cette réforme n'est pas dissociée de celle de la formation des maîtres, annoncée par M. René Haby, ministre de l'éducation, qui redoutent également les étudiants. D'autre part, les étudiants des instituts universitaires de technologie (I.U.T.) réclament avec la même insistance que les années précédentes la reconnaissance de leurs diplômes dans les conventions collectives et la possibilité d'accéder au deuxième cycle universitaire. Après avoir touché la quasi-totalité des I.U.T. de la région parisienne, la grève s'est déplacée vers les établissements de province.

Les mouvements les plus importants ont lieu dans les universités de Grenoble, de Toulouse, d'Amiens, de Rennes, de Dijon et de Perpignan, où la grève affecte la totalité ou une grande partie des enseignements. Des manifestations

ont eu lieu, d'autre part, à l'appel de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau), dans un certain nombre de villes, rassemblant généralement quelques centaines de personnes.

● A LILLE, une manifestation d'un millier de personnes a eu lieu en ville à l'appel des syndicats d'enseignants et de l'UNEF. Le mouvement de grève s'est développé dans les I.U.T. ● A DIJON, où la grève touche maintenant le droit, les sciences économiques, l'histoire et la géographie, et où des « comités d'action unitaires » ont été constitués dans les autres unités d'enseignement et de recherche, une manifestation groupant plus de mille cinq cents étudiants et enseignants a eu lieu mercredi 3 mars.

● A ORLÉANS, un millier d'étudiants ont manifesté dans les rues. Les manifestations ont franchi les grilles du rectorat et se sont assises pendant une demi-heure sur les pelouses.

● A CLERMONT-FERRAND, les étudiants grévistes, qui protestent surtout contre le projet de partition de leur université, ont manifesté devant les locaux de la télévision régionale.

De nos correspondants

demandant à exposer leur point de vue dans le journal télévisé.

● A LYON, le mouvement lancé il y a trois semaines à l'Institut national de sciences appliquées (INSA) de la ville pour obtenir un régime de redoublement plus aisé se poursuit. En dépit de la fermeture de l'établissement décidée le 25 février par la direction, des étudiants continuent d'occuper une partie des locaux administratifs, bien qu'ils aient été mis en demeure de les évacuer par l'administration mercredi 3 mars. Une manifestation, réunissant de mille cinq cents à deux mille étudiants de l'INSA et des universités, a traversé la ville, de la place Bellecour à l'INSA, pour demander la réouverture de l'établissement et protester contre la réforme du deuxième cycle universitaire. La revendication d'équivalence des études de l'INSA avec les diplômes universitaires, présentée par les étudiants de l'INSA de Lyon, paraît s'étendre à celui de Toulouse où une partie des étudiants de premier cycle sont en grève.

● A PARIS, l'agitation contre la réforme

du second cycle s'est surtout traduite, mercredi 3 mars, par une manifestation de quelques centaines d'étudiants, du centre Tolbiac (Paris-II), dans le treizième arrondissement, jusqu'à la Sorbonne. Un certain nombre de cours ont ainsi été interrompus mercredi après-midi dans ce Centre, de même qu'un centre Clignancourt, où l'administration estime qu'un petit nombre seulement d'étudiants sont réellement en grève. A l'université de Nanterre (Paris-X), une assemblée générale a décidé le principe d'une grève de vingt-quatre heures. Ce jeudi matin, les cours ne paraissent pas sérieusement perturbés.

L'agitation universitaire pourrait s'étendre encore dans les jours prochains. En effet, outre les actions menées par l'UNEF, une « coordination nationale », où les militants des groupes d'extrême gauche sont présents, doit se réunir à Paris, samedi 6 mars, pour discuter notamment d'une journée nationale mercredi 10 mars.

D'autre part, une première « coordination lycéenne », à l'initiative de militants de la Ligue communiste révolutionnaire, a eu lieu mercredi 3 mars à Paris.

Toulouse et ses universités

I. — SORTIR DE LA CRISE OU Y ENTRER

Un nombre important d'étudiants des trois universités de Toulouse sont actuellement en grève pour protester contre la réforme du second cycle (licences et maîtres). Mais les enseignants toulousains se préoccupent davantage de l'avenir institutionnel de leurs « maisons » : la crise du Mirail (Toulouse-II), où il n'y a toujours qu'un président par intérim, semble sur le point de s'achever. Des problèmes surgissent, en revanche, à l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III) où des projets de réforme de structures se mêlent aux difficultés de la succession du président M. Louis Lareng. Dans ce climat incertain, bien qu'un peu morne, l'Université des sciences sociales (Toulouse-I) peut apparaître comme un havre de tranquillité, bien que son président ait été « retenu » par des étudiants quelques heures dans son bureau, lundi 1^{er} mars.

De notre envoyé spécial DOMINIQUE DHOMBRES

ussions sur la réforme du second cycle », avec l'accord le plus souvent des enseignants, et ces « débrayages » paralysent progressivement l'université. En fait, si les modalités de la grève et la signification que lui donnent les étudiants varient d'un campus à l'autre, et même d'une U.E.R. à l'autre, le résultat le plus tangible semble être de « faire le vide » dans les universités. A l'exception des assemblées générales — les « A.G. », — qui réunissent souvent plus de mille étudiants, mais parlent moins de trois cents, on ne rencontre guère dans les couloirs déserts que le personnel d'entretien, et dans les bureaux que des agents administratifs. Les enseignants, les étudiants, nous continuons à faire tourner la machine, et nous avons toujours autant de travail. N'est-ce pas étonnant ? demande M. Yves Gros, secrétaire général du Mirail.

Des enseignants commencent à s'interroger sur le sens de ces grèves qui transfèrent les universités en désert, leur procurant opportunément quelques vacances supplémentaires : « Il y a un très fort mouvement, mais il n'est pas optimiste, affirme l'un des enseignants de la faculté de droit, les syndicats d'enseignants se sont peu manifestés. » De nombreux étudiants grévistes escomptent qu'un mouvement d'ampleur nationale contre la réforme du second cycle viendra relayer leurs luttes isolées. Certains, plus âgés, gardent le souvenir de la grève menée en 1973 contre la création du D.U.E.T. (diplôme d'études universitaires générales), mais la comparaison n'est pas à l'avantage du mouvement actuel.

Deux blocs

Pour M. Claude Chalin, recteur de l'académie de Toulouse, les étudiants qui protestent contre la « sélection » que produirait la réforme du second cycle ont une évidence : « Ou bien il existe une sélection à l'entrée, et l'université leur assure un emploi à la sortie, comme cela existe dans les pays de l'Est, bien entendu, est libre mais personne ne s'engage à leur trouver un emploi. On ne peut à la fois exiger l'entrée libre et l'emploi assuré à la sortie », estime M. Chalin.

Cette logique ne convainc guère les étudiants libéraux du Mirail, qui ont une conscience croissante des difficultés qu'ils auront à trouver dans la région Midi-Pyrénées un emploi correspondant à leur bagage culturel et au nombre d'années qu'ils ont passé à l'université. Ils l'ont d'ailleurs prouvé en « retenant », il y a quinze jours, pendant quelques heures, M. Chalin lui-même dans un amphithéâtre, et les étudiants de l'université des sciences sociales (Toulouse-I) viennent de jouer le même tour à leur président (le Monde du 3 mars).

A côté de ces formes « extrêmes » d'intervention, les étudiants continuent à « participer », de façon diverse, à la vie institutionnelle de leur université. Mille cent cinquante et un étudiants sur neuf mille neuf cent quatre-vingt-seize inscrits — soit 11,5 % — ont voté lors des élections des 18 et 19 février au conseil d'université du Mirail (disant cinq représentants sur la liste présentée par l'UNEF, et un seul sur une liste indépendante et modérée). La participation a été plus importante à l'université Paul-Sabatier pour l'élection des représentants étudiants aux conseils d'U.E.R. les 14 et 15 janvier dernier, puisqu'elle s'est située autour de 35 %.

Mais les étudiants ne semblent guère avoir la possibilité d'exercer une influence réelle sur la désignation des futurs présidents du Mirail et de Rangueil. Au Mirail, la « tendance syndicale » qui regroupe le SNE-Sup (F.E.N.), le

normalement quitter la présidence en avril 1976. « Prolongé », ainsi que le conseil élu en même temps que lui, par une décision du secrétaire aux universités, M. Lareng — qui s'est rendu célèbre en créant les secours d'urgence aux blessés de la route — a cassé un moment l'espoir de se maintenir à la tête de l'université. Une « partition » de l'université en « médecine » et « sciences », a été un moment envisagée par certains. Elle aurait permis éventuellement à M. Lareng d'être réélu président de la nouvelle université médicale ainsi créée. La loi d'orientation de 1968 indique simplement, en effet, que les présidents ayant accompli leur mandat (fixé à cinq ans) ne sont pas rééligibles dans leur propre université. L'idée de la « partition » semble maintenant abandonnée. En revanche, une redistribution des responsabilités électorales des U.E.R. scientifiques au conseil d'université est rendue nécessaire par l'évolution même des enseignements depuis 1970 : certains unités ont pris de l'importance et sont maintenant sous-représentées. Le conseil d'université n'ayant pu se mettre d'accord sur une nouvelle représentation, la majorité requise des deux tiers, lors de sa séance du 13 novembre 1975, les mécanismes institutionnels de l'établissement sont maintenant quelque peu bloqués.

D'autre part, M. Lareng semblant se résigner à « passer la main », les incertitudes de sa succession ajoutent à l'incertitude générale. Les médias ont continué à soutenir le président sortant qui est un des leurs, et les scientifiques ne sont pas encore parvenus à désigner un véritable candidat dans leurs rangs.

M. Lareng compte réunir à la mi-avril son conseil prolongé pour que soit tranchée la question de la réforme des structures de l'université. En attendant, il a nommé deux autres présidents provisoires, membre du parti socialiste et maître d'Ayazac-Ost (Hautes-Pyrénées) depuis vingt-trois ans, il se présente aux prochaines élections cantonales le 7 et 14 mars dans le deuxième canton de Toulouse. « C'est un canton difficile, explique-t-il avec un accent qui semble rouler tous les calibres des savants pyrénéens, mais la politique m'intéresse et j'y consacrerai sans doute désormais au moins autant de passion et de temps qu'à l'université. »

Prochain article :

TOUT VA BIEN QUAND ON A UNE VOITURE

Le SNE-Sup dénonce le « malthusianisme » du gouvernement en matière d'études médicales

« Les CHU sont en crise, les médecins sont mal formés », a déclaré, mercredi 3 mars, au cours d'une conférence de presse à Paris, le docteur Gilbert Berezat, secrétaire national du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) responsable du secteur médecine. « La responsabilité incombe au gouvernement », a-t-il estimé, dénonçant notamment le « malthusianisme » de la sélection à l'entrée des études médicales, l'insuffisance des crédits alloués aux CHU, le « rabaissement » du statut hospitalier public par rapport au secteur privé et le « blocage » des carrières des enseignants en médecine. Dénonçant en particulier l'insuffisance du nombre de postes de maîtres de conférences créés en 1976, il s'est déclaré opposé à la création dans les CHU, prévue par le ministère de la Santé, d'un cadre de médecins « mono-appartenants », sans charge officielle de recherche et d'enseignement : « Les carrières ainsi proposées seront médiocres, a-t-il indiqué, et le gouvernement réalise ainsi un transfert de charge du budget

de l'Etat sur celui de la Sécurité sociale. »

Le docteur Berezat a notamment proposé comme solutions possibles aux insuffisances de la formation médicale une « orientation positive » à tous les niveaux, en particulier la suppression du concours de fin de première année et la mise sur pied d'un cycle d'orientation ; une formation pédagogique pour tous les enseignants en médecine ; la mise en place d'une seule catégorie de personnels médicaux à temps plein dans les CHU ; une définition nationale des programmes d'enseignement ; un troisième cycle de deux ans comportant l'exercice de réelles responsabilités. Il a également contesté les estimations officielles suivant lesquelles il y aurait cent mille médecins en 1980, affirmant notamment qu'on n'avait publié « aucun chiffre sérieux sur la démographie médicale depuis quatre ans » et que, en 1973, il y avait en quatre ans cent trente quatre médecins, soit 30 % de moins que les prévisions officielles (six mille).

A Grenoble

L'embarquement soudain du campus de Saint-Martin-d'Hères

De notre correspondant régional

Grenoble. — Plus de deux mille étudiants ont défilé mercredi après-midi 3 mars dans le centre de Grenoble avant de se rassembler devant le rectorat. C'est la seconde fois en moins d'une semaine que les étudiants « descendent dans la rue » pour, soulignent-ils, sensibiliser la population sur leurs revendications, dont la toute première est l'abrogation de l'arrêté réformant le second cycle. Est-ce le fait d'une participation plus grande que le 25 février qui a incité certains manifestants à pénétrer dans le bâtiment rectoral ? De très légères déprédations — un phare d'automobile brisé et un téléphone endommagé — ont donné l'occasion au recteur de faire appel aux forces de police. Des gardiens de la paix en tenue de combat ont aussitôt pris position autour du bâtiment, bloquant ses accès. Seize manifestants, venus à l'intérieur, ont fait l'objet d'un contrôle d'identité. Ils ont été relâchés une heure plus tard, à la satisfaction de leurs camarades qui — restés groupés devant l'immeuble — exigeaient leur libération.

Le principe de cette manifestation sur la voie publique avait été arrêté le matin seulement, et à l'heure où les étudiants faisaient la queue dans les restaurants universitaires, leurs délégués au comité de coordination débattaient encore, parfois orageusement, de l'organisation matérielle de cette action. Il faut assister aux assemblées générales pour décoder les signes d'une agitation pourtant bien réelle. Lorsqu'on pénètre sur l'immense campus de Saint-Martin-d'Hères, où, réformé sur des bâtiments dont la dégradation s'accroît sensiblement chaque année faute de crédits suffisants, vit la quasi-totalité des trois universités grenobloises, on distingue à peine l'effervescence qui y règne.

Ce n'est assurément ni le grand chambardement de 1968, ni le tempête des années 1969-1970. Ainsi, deux banderoles tout au plus proclament l'occupation des bâtiments administratifs de l'université scientifique et médicale (Grenoble-II), décidée mardi 2 mars. Une seule indication révèle que l'occupation d'une partie des locaux de l'université des sciences sociales (Grenoble-III) — essentiellement le bureau du président, M. Paul Leroy — a été effective depuis lundi 1^{er} mars (1).

Cé qui trappe, c'est l'ampleur du mouvement et la rapidité avec laquelle il s'est développé en ce début

très chez eux préparer leurs examens.

Maintenant la mobilisation du plus grand nombre est d'ailleurs une des préoccupations des comités de grève, qui, en droit par exemple, ont annoncé à cette fin la création de « commissions d'animation » et de « commissions de travail » (sur la réforme du second cycle, la crise de l'université, l'enseignement du droit, les débouchés des carrières juridiques).

D'où vient cette extension du mouvement ? La publication de l'arrêté réformant le deuxième cycle, les craintes qu'il suscite d'un renforcement de la sélection et d'une maladresse plus grande du patronat sur certaines filières, constituent sans doute un excellent motif. Mais est-ce une explication suffisante ? Pour beaucoup d'étudiants et d'enseignants, les malaises sont beaucoup plus profonds. « De nombreux étudiants, explique M. Paul Leroy, président de Grenoble-II, ont l'impression que les préparations qu'ils suivent sont inappropriées au marché de l'emploi. L'arrêté portant réforme du second cycle leur fait redouter la mise en place de filières de formation qui paraissent une valeur marchande indigne et rejettent une partie d'entre eux. »

Analyse partagée par le nouveau président de l'université scientifique et médicale, M. Cau, professeur de médecine légale : « La cristallisation du malaise se fait sur la réforme du second cycle. Mais cette grève dissimule bien d'autres préoccupations et d'abord l'angoisse des étudiants vis-à-vis de leur avenir », dit-il. Pour plusieurs enseignants de cette université, le désordre de cette année vient aussi de la défiance de plus en plus marquée du ténor de la puissance central, vis-à-vis des universités.

Ne pas être manipulés

Un autre trait caractéristique du mouvement de contestation de Grenoble : sa conduite échappe presque totalement aux organisations d'étudiants. Le rôle de celles-ci est plus que jamais, semble-t-il, mis en cause par une très large proportion d'étudiants. Les critiques visent en premier lieu l'UNEF (ex-Renouveau), proche du P.C. : « Elle ne représente plus rien », « cela fait dix ans qu'elle répète les mêmes slogans, qu'elle propose les mêmes moyens d'action », « syndicalisme rétrograde et inefficace », entendent-ils répéter.

Dans toutes les U.E.R. ont donc été élus des « comités de grève ». « Démocratiquement ? Ce n'est pas évident », disent les dirigeants de l'organisation ainsi mise à l'écart. Si des militants de syndicats ou de partis politiques figurent dans ces comités, il semble que ce ne soit pas essentiellement en raison de leur étiquette. « Nos camarades ne veulent plus être manipulés », entendent-ils dire en sciences et en droit, par exemple, où au cours des trois dernières années, et peut-être même depuis plus longtemps, aucune action sérieuse n'avait eu lieu. La défiance est telle vis-à-vis de l'UNEF ex-Renouveau qu'en sciences économiques ou en sciences sociales, A.G. de mercredi matin lui ont dénié le droit de participer à la manifestation sous sa bannière. D'autres A.G. ont admis sa présence, mais « en queue de cortège ». Cette très nette volonté de « mettre dehors l'UNEF et ses divisions », et de permettre aux étudiants de « prendre le main directement leur lutte », irrite passablement ceux qui en sont les victimes, encore que

l'UNEF-Soufflot (tendance A.J.S.), ou simplement plus à droite, — paraît mieux équipée de jouer un rôle efficace. « Nous ne revendiquons pas le monopole de la contestation », expliquent toutefois les dirigeants de l'UNEF ex-Renouveau, « mais nous estimons que la présence d'une organisation syndicale nationale est de nature à faciliter le développement d'une lutte efficace ». Propos sans effet : la fracture est profonde.

Syndiqués et non syndiqués ne se contentent pas de s'invectiver au comité de coordination. Ils sont allés jusqu'à l'empoignade lors de la manifestation devant le rectorat. L'UNEF a dû, contre son gré, rembourser sa banderole pour laisser sa place à celle du « mouvement unitaire ». Le comité de coordination, pourtant, a éprouvé quelques difficultés à contenir la vague des plus nerveux — militants de la Ligue communiste révolutionnaire, anarchistes, notamment — qui souhaitent et qui ont réussi en partie — occuper le rectorat. L'ampleur actuelle du mouvement ne saurait dissimuler sa fragilité. Les vacances de printemps débutent dans deux semaines. Pour beaucoup d'enseignants, il est déjà acquis que les grèves se prolongeront jusqu'en...

BERNARD ELIE

● A ROUEN, les élèves de l'École supérieure de commerce et d'administration des entreprises (E.S.C.A.P.) sont en grève depuis mardi 2 mars pour protester contre l'« absence de participation » qui, selon eux, affecte leurs rapports avec la direction de leur école. Ils sont d'autre part « inquiets » à la suite de la décision de la direction, jeudi 12 février, de faire redoubler un de leurs camarades. De son côté, la direction estime ne pas pouvoir revenir sur cette décision, « prise par un jury d'enseignants après un vote à bulletin secret ».

سكان الامل

SPORTS

FOOTBALL

Saint-Étienne battu 0-2 par le Dynamo de Kiev en Coupe d'Europe des clubs champions

Les irrésistibles jeunes loups ukrainiens

Simféropol. — Les épreuves n'ont pas manqué aux Stéphanois depuis qu'ils participent à la Coupe d'Europe des clubs champions. A la valeur de leur adversaire en quart de finale, le Dynamo de Kiev, vainqueur de la Coupe des coupes, puis de la « Super-Coupe », contre le Bayern de Munich, au cours de l'année 1975, s'ajoutaient cette fois de mauvaises conditions météorologiques.

Malgré l'utilisation de procédés ingénieurs, comme ces deux réacteurs d'avions, montés sur des camions, pour effacer les traces de la tempête de neige de la veille, la pelouse extrêmement grasse du stade de Simféropol rap-

pelait fâcheusement celle de Split, où les Stéphanois s'étaient enlisés - (4 à 1) la saison dernière. Battus 2 à 0, le 3 mars, dans ces mêmes conditions difficiles, après avoir subi une domination plus intense que celle des Yougoslaves, les Stéphanois ont donné l'impression d'avoir acquis une maturité certaine, mais il leur reste à montrer qu'il sont aussi capables, pour remonter leur handicap de deux buts, de rééditer à domicile une partie aussi mémorable que celles réussies contre Split, Chorzow, Glasgow, où leur pression finit par user et faire céder les adversaires en fin de rencontre.

De notre envoyé spécial

un tableau auquel figurent déjà, depuis deux ans, des victimes de l'abus du jeu, comme le Sporting de Lisbonne, l'Ajax d'Amsterdam, le Borussia Dortmund et les Rangers de Glasgow, étaient venus défier dans sa capitale. Outre leurs qualités propres, les Ukrainiens disposaient, pour cet affrontement, d'un atout non négligeable. Confrontés à une longue hibernation, forcés d'ailleurs par le froid et la neige à émigrer à Simféropol, le loup ukrainien ne se présentait pas dans les meilleures conditions de ce retour au premier plan européen.

sur un coup franc renvoyé par le « mur » stéphanois. Revenus bredouilles, malmenés et même handicapés de leur campagne de Crimée, les Stéphanois se trouvaient dans des conditions beaucoup plus défavorables le 17 mars, sur leur terrain mascotte du stade Geoffroy-Guichard. A l'occasion d'une rencontre amicale, à Nantes, les défenseurs du Dynamo de Kiev donnaient maints signes d'affolement en fin de partie, quand les attaquants adverses exerçaient une pression constante sur eux : c'est dans cette offensive à outrance que les Stéphanois ont eu leur meilleure chance de salut au match retour.

GÉRARD ALBOUY.

Une mise en scène bien réglée

Pour avoir déjà opéré maintes reconnaissances de leurs adversaires, avoir enregistré au magnéscope ses réactions et analysé son comportement, au cours du dernier mois, les Stéphanois semblaient en mesure d'éviter les grosses surprises. Ils savaient que les Ukrainiens, assez maladroits dans l'art de conserver la balle, n'hésitent pas à reculer au plus profond de leur repaire pour mieux tendre leur piège et exposer leurs adversaires aux coups de griffes de leurs deux ailiers, Blokhine et Ontchenko.

Les Ukrainiens recitaient une leçon minutieusement préparée, en fonction de schémas répondant à de multiples situations. Ainsi ce travail monodique qui consiste à multiplier les passes latérales ou en retrait vise à atteindre deux objectifs : irriter l'adversaire vite lassé de courir après un ballon qui le fuit, pour l'amener à prendre des risques et se porter de plus en plus en avant, surtout, remettre en place le dispositif de base, pour attendre et profiter des initiatives et des appels de balle des ailiers dans les rangs enfin clairsemés des défenseurs adverses.

Soucieux d'éviter cette chausse-trappe, les Stéphanois, rendus prudents, n'ont pas voulu trop s'aventurer, laissant ainsi l'initiative à leurs adversaires au centre du terrain. Mis à part quelques escarmouches trop isolées, surtout de Rocheteau, jamais les joueurs français ne semblèrent en mesure de percer la défense adverse et n'adressèrent d'ailleurs aucun tir véritable dans le cadre des buts gardés par Rudakov.

Dès lors, le principal intérêt de la rencontre résidait dans la

facilité avec laquelle le loup de Kiev allait dévorer son adversaire. Si les Soviétiques impressionnèrent par leurs permutations incessantes des joueurs aux avant-postes — l'arrière central stéphanois Piazza chercha souvent l'adversaire à suivre — les deux ailiers, Blokhine et Ontchenko, furent assez bien neutralisés par Janvion et Farison. Et si la cohésion et la pression des Soviétiques leur permit d'être constamment proches des buts stéphanois, il convient de noter que leurs deux buts ne furent pas le fruit de mouvements construits. Le premier fut inscrit, à la vingt et unième minute, sur un tir de Konkov dévié par Bakhmetev, et le second fut marqué par Blokhine une demi-heure plus tard,

LES SOVIÉTIQUES : ces deux buts seront-ils suffisants ?

L'agence Tass commente en ces termes la victoire du Dynamo de Kiev sur Saint-Étienne :

« Les deux buts marqués par Konkov et Blokhine ont donné des chances à l'équipe soviétique de se qualifier pour la demi-finale. Il est vrai que les sports de l'Ukraine, en particulier le football, ont une longue tradition en Europe. En 1975, pensent que les deux buts d'avance ne suffisent pas à leur équipe pour le match retour du 17 mars en France. Comme dit Blokhine, « le football » est un jeu où même quatre buts de plus ne suffisent pas toujours, les joueurs en sont plus que nombreux ».

COUPES D'EUROPE

Matchs aller des quarts de finale

COUPES DES CLUBS CHAMPIONS
Dynamo Kiev (U.R.S.S.) bat Saint-Étienne (France) 2-0
Eintracht Spül (R.F.G.) bat P.S.V. Eindhoven (Pays-Bas) 2-0
Mönchengladbach (R.F.G.) et Real Madrid (Espagne) 2-2
Benfica (Portugal) et Bayern Munich (R.F.G.) 0-0

COUPES DES VAINQUEURS DE COUPES

Eintr. Frankfurt (R.F.G.) bat Sturm Graz (Autriche) 2-0
Hamburg (Allemagne) bat Werder Bremen (Allemagne) 1-0
P.C. La Hays (Pays-Bas) bat West Ham (Angleterre) 4-2
Celtic Glasgow (Ecosse) et Schalke 04 (R.F.G.) 1-1

FAITS DIVERS

Le rapt de Christophe Mérielux

L'EX-COMMISSAIRE JAVILLIEY

DÉMENT AVOIR RECONNU LA VOIX DE LOUIS GUILLAUD

La direction centrale de la police judiciaire à Paris vient de faire une mise au point dans laquelle elle indique que l'arrestation de Louis Guillaud, l'un des ravisseurs de Christophe Mérielux, était « due essentiellement au travail des policiers actuellement en exercice au service régional de la police judiciaire de Lyon ».

Cette mise au point fait suite au démenti donné par le parquet de Lyon à des informations selon lesquelles la voix de Louis Guillaud aurait été reconnue sur des enregistrements par l'ancien commissaire Charles Javilliey (le Monde du 29 février).

De son côté, l'ancien commissaire a lui-même officiellement démenti, le mercredi 3 mars, avoir reconnu cette voix. « Si c'est exact, c'est-à-dire, que dans cette affaire j'ai reconnu certaines informations auprès de certaines personnes que je connais qui m'avaient téléphoné et m'ont dit qu'ils avaient reconnu la voix de Louis Guillaud », a-t-il déclaré, « je suis sûr que ce soit moi qui ait identifié la voix de Louis Guillaud ».

(Publité)

Gagnez 100 000 A F par jour grâce à BUT

Connaissez-vous « BUT » ? « BUT » est le seul quotidien du football au monde ! Un mardi, un samedi, et bientôt aussi le dimanche — « BUT » — avec ses 16 pages vous tient au courant de l'actualité du football. De ses coulisses. Il vous présente toutes les photos, « BUT » est la « police » de l'actualité concernant les matches, les joueurs, les clubs. Très souvent, « BUT » révèle les nouvelles en priorité. En tenant « BUT » et ses indiscrétions, chaque jour, des faits du football ne peut vous échapper. En plus « BUT » vous permet aussi d'exercer vos talents de commissaire de football.

En participant au grand « CONCOURS FOOTBALL BUT » vous pourrez débloquer votre compte pour les matches à venir. Grâce à la grille de « BUT » vous pourrez gagner 100 000 A F par jour, si vous êtes le meilleur pronostiqueur. Et vous pourrez faire gagner 25 000 A F votre marchand de journaux.

Parlez-en au plus tôt à celui-ci. Si ne manquez pas d'abonner « BUT » à partir du lundi 4 mars pour tout savoir sur son concours et remplir la grille sur la « Journée du Championnat de France » du mardi 16 mars.

« BUT ». En vente partout, 2,50 F.

Basket-ball

Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe

TOURS

DISPUTERA LA FINALE

Madrid (A.F.P.). — C'est de haute lutte que l'A.S.P.O.-Tours a obtenu, mercredi 3 mars, à Madrid, sa qualification pour la finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe.

Partant avec un avantage de vingt-cinq points à la suite de leur victoire du match aller (106-81), les Français ont éprouvé les plus grandes difficultés pour contenir une équipe espagnole dominée au rebond, mais faisant preuve d'une vitalité extraordinaire et imposant, du début à la fin, un rythme effréné à la partie. Ainsi, à dix minutes de la fin de la rencontre, les Espagnols possédaient une avance de trois points sur l'ensemble des deux rencontres, mais les Tourangeaux parvenaient à retourner la situation et à conserver quatre points d'avance (72-68), qui leur ouvraient les portes de la finale. Tours disputera donc la finale contre Milan le 17 mars, à Turin.

Patinage artistique

Pour la quatrième fois consécutive, les Soviétiques Irina Rodnina et Alexandre Zaitsev ont remporté, mercredi 3 mars, à Göteborg (Suède) le titre de champion du monde de patinage artistique par couples.

Le programme court n'a pas apporté de modifications notables en classement, provisoire dans l'épreuve masculine individuelle. Au nombre de points, le Britannique John Curry (deuxième) s'est cependant rapproché du Soviétique Vladimir Kozlov (premier). Le Français Christophe Boyadgian est passé de la douzième à la seizième place.

Dans l'Orne

LE MEURTRE DU « SORCIER »

Rapporté dans la région pour ses talents de « rebouteux » et ses « dons », que l'on disait surhumains, M. Jean Camus, quarante-neuf ans, a été retrouvé mort le 23 février dans sa maison d'Orléans (Orne). Il avait été tué d'une décharge de chevrotine tirée à bout portant.

Le 3 mars, les gendarmes d'Alençon ont recueilli les aveux de deux frères, Michel et Daniel, âgés de vingt et vingt-cinq ans, qui ont déclaré qu'ils avaient été obligés d'agir pour conjurer le mauvais sort jeté sur leur famille par un « démon ».

Dix-huit mois plus tôt, leur frère aîné, Eugène, était mort subitement dans le jardin de la ferme paternelle. Depuis lors, plusieurs bêtes du cheptel et un chien avaient mystérieusement disparu. Enfin, il y a environ trois semaines, l'une de leurs sœurs avait été blessée dans un accident de la route.

La mise des deux meurtriers à l'écart que ses deux fils ont déclaré la région d'un dangereux « sorcier » et elle a ajouté : « Jean Camus était le diable. Il donnait le cancer à tous ceux qui se moquaient de lui. Il avait même fait mourir M. Pompidou, Michel, grâce aux bons dons dont il avait hérité, a tenté de le soigner, mais l'année était trop forte. Il fallait donc qu'il le tue ».

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
DANS TOUS LES RAYONS

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
A TOUS LES ETAGES

LA
SEMAINE
FANTASTIQUE
JUSQU'AU 6 MARS

DES PRIX FANTASTIQUES
SUR DES MILLIERS D'ARTICLES

Galerias
Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

Le Monde

DES LIVRES

Sherlock Holmes pas mort...

TOUT « sherlockien » digne de ce nom a frémi, pour ne pas dire blêmi, à la lecture du « Dernier problème » (1). Il y avait de quoi, sursauter. En mai 1891, après s'être défilé et poursuivi à travers l'Europe, Sherlock Holmes et son plus mortel ennemi, le professeur Moriarty, se rencontraient enfin, quelque part dans l'Oberland bernois. Sans témoin — même la fidèle Watson avait été écarté, les deux partenaires s'affrontaient sur une étroite corniche surplombant les chutes de Reichenbach. Nul ne sut ce qui se passa exactement. Ils disparurent ensemble dans l'abîme. On ne devait jamais retrouver leurs corps.

Les « sherlockiens » vous le diront, ce dernier souvenir du docteur Watson est décevant : Moriarty et Holmes, les deux brillants cerveaux, l'un voué au mal et l'autre à la lutte contre le mal, ne peuvent triompher l'un de l'autre. Et qui plus est, scandaleuse évidence, Sherlock est mortel : la preuve, c'est qu'il meurt.

Mais les « sherlockiens » refusent parfois d'accepter l'acceptation. Il en est même d'assez fous pour avoir ressuscité le grand homme. Comme, par exemple, cet Américain, Nicholas Meyer. Lui a eu la chance de dénicher dans son grenier un inédit, posthume, du docteur Watson. A quatre-vingt-sept ans, celui-ci entreprit, figurez-vous, de rétablir la vérité quant à l'épisode des chutes de Reichenbach. Voilà qui mérite d'être écouté. Contrairement à ce que nous pensions tous, l'infâme Moriarty, celui qu'on avait surnommé le Napoléon du crime, n'est pas un monstre. Non ! Sa criminalité n'est qu'un fantasme de Sherlock.

Et là, mieux vaut voir les choses en face, c'est une question d'honneur. Moriarty fut le précepteur de Sherlock et de son frère — pas le plus fûté, mais l'ainé — Mycroft. Précepteur mêlé à une tragédie secrète de la famille Holmes, Mme Holmes fut surprise en flagrant délit d'adultère par le

père des enfants, qui la tua net. Crime passionnel que voila la société victorienne. Troumatisme qui expliquerait certains traits de caractère de Sherlock, sa bizarrerie, le fait qu'il « cache » dans ses balouches, par exemple, le jeu du violon pendant des heures, enfermé dans sa chambre. Le fait aussi qu'il haïsse le crime au point de passer sa vie à le combattre.

« Élémentaire mon cher Freud »

Mais comment se fait-il que ce grand cerveau se méprenne aussi grossièrement au sujet de Moriarty ? Là encore, ne craignons pas de voir les choses en face. D'ailleurs, nous autres « sherlockiens », le soupçonnions depuis longtemps : le gentleman de Baker Street est un cocaïnomanie invétéré. Et dans les années 1890-1891, selon le

★ NICHOLAS MEYER : « La Solution à sept pour cent ». Traduit de l'anglais par Robert Fitzgerald. Laffont, 228 pages, 35 F.

★ JOHN GARDNER : « Le Retour de Moriarty ». Traduit de l'anglais par Lina Tait. Jean-Claude Lattès, 352 pages, 48 F.

« document » Meyer, il en serait arrivé à s'injecter trois fois par jour de la solution à 7 % !

Devant les ravages de la drogue sur cet esprit devenu maniaque,

(1) Conan Doyle : Souvenirs de Sherlock. Traduction de Bernard Tourville. Livre de poche.
(2) Le Fils le plus fûté de Sherlock Holmes. Voir Le Monde du 24 février.



le bon Watson, le solide Mycroft et l'infatigable Moriarty avaient. Ils vont entraîner Sherlock Holmes à Vienne, où un jeune praticien s'est distingué par ses articles sur la cocaïne et ses théories assez nouvelles en matière de psychologie. Son nom ? Un certain docteur Sigmund Freud.

Comment Freud guérit Sherlock, comment Holmes embarquera Freud dans une folle équipée au terme de laquelle ils sauveront l'Europe d'un complot diabolique qui allait la mettre à feu et à sang, vous l'apprendrez en lisant ce récit très « cool », très britannique en son début, et complètement débridé ensuite. Vous y verrez des choses drôles ou insensées, Freud aux prises avec de jeunes aristocrates viennois antisémites et nazis avant l'heure, Sherlock employant des ruses de Sioux pour se piquer en douce, ou les deux docteurs — brave Watson ! — pérorant comme des forcenés le charbon d'une petite locomotive que conduit Sherlock à la poursuite des méchants.

Un bon film, sur le rythme de celui de Gene Wilder (2), pourrait exploiter savamment l'excellent argument de ce livre. On pourrait en profiter pour gommer au passage quelques-unes des invraisemblances de ton — manque d'« understatement » parfois — ou simplement de chronologie, que comment Meyer : Freud n'avait pas encore rencontré en 1891 l'Homme au loup, et encore moins « l'Homme au rat ».

FRANÇOISE WAGENER.

(Lire la suite page 13.)

Les illusions perdues

DE L'ITALIE DU MIRACLE A CELLE DU DÉSARROI

★ VÉRIDIQUE RAPPORT SUR LES DERNIÈRES CHANCES DE SAUVER LE CAPITALISME EN ITALIE, DE CENSOR, SUBI DE PRESURES PAR SON AUTEUR. Champ libre, 187 pages, 25 F.

« Il ne faut se permettre d'exécuter les gens qu'on veut quitter blémit », écrit Laciolo. Emu par l'excès d'imprévoyance et d'aveuglement où semblait se complaire la classe dirigeante italienne, et par l'infortune qui en résultait, un mystérieux auteur, nommé Censor, a publié, en 1975, à Milan, ce rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie. À l'intention de ces « esprits et cœurs décolorés » qui, depuis quelques dizaines d'années, avaient pris la fin des troubles d'un temps pour la fin du temps des troubles, mais que l'histoire a cruellement sortis de leur tranquillité, ou tirés de leur sommeil. Les journaux de la classe dirigeante ont accueilli cet écrit avec faveur et gratitude, sans voir l'esprit qui s'y révélait : trop désempé pour n'être pas inquiet. L'auteur, qui citait volontiers Tacite, Machiavel, le cardinal de Retz et Clausewitz, semblait se rallier au jugement de Bonaparte, selon lequel « la gloire est fade ».

La traduction de cet ouvrage par Guy Debord donne aux lecteurs français l'occasion d'admirer les beautés de style : la manière classique et le ton tranchant, et d'en apprécier la lucidité. Voici un grand texte politique qui trouve place, par sa rigueur, dans la lignée du Prince, ou de l'Homme de cour de Guicciardini. Comme les livres de l'Espagne et du Florentin, le *Véridique rapport* est un traité de la domination. L'auteur s'emploie à définir une stratégie qui permette à la bourgeoisie italienne de maintenir son pouvoir. La dernière chance de celle-ci réside, selon Censor, dans le « compromis historique », c'est-à-dire l'alliance avec les communistes. « Qui, mieux que les communistes, peut aujourd'hui imposer au pays une période de convalescence, pendant laquelle les ouvriers devront

cesser la lutte et reprendre le travail ? » Oui, mieux que le parti, peut « faire taire les agitateurs » ? Et l'auteur d'ajouter : « Pour ne pas voir le péril réel, on feint de ressentir comme un péril l'accord avec le P.C.I., et l'on fuit devant les deux ». Par péri réel, Censor entend que les prolétaires refusent toute hiérarchie, affirment leur autonomie et entreprennent une critique radicale de l'économie.

La classe dirigeante ne s'est guère inquiétée, à Rome ni à Milan, de savoir si Censor existait ou non. Dans la détresse où elle était tombée, il lui fallait que Censor ne fût pas une chimère. Et elle a avancé, à son propos, la preuve que donnait saint Anselme de l'existence de Dieu. Censor réunit toutes les qualités. L'existence est une qualité. Donc, Censor existait. On s'est demandé quel pouvait être ce grand bour-

geois cynique qui faisait l'éloge du capitalisme démocratique, en même temps qu'il adressait les critiques les plus sévères à ceux qui l'avaient géré dans l'Italie du miracle, et continuait de la même sorte, en creusant leur tombeau, dans l'Italie du désarroi. Mais de la réalité de Censor, on ne doutait pas ; et de son cynisme, on ne s'effarouchait pas. Cependant, quelles vérités il assenait ! Et avec quelle froideur, quel mépris des apparences ! Ainsi : « Toutes les formes de société qui ont dominé dans l'histoire se sont imposées aux masses, qu'elles devaient tout simplement faire travailler, par la force et par l'illusion. La plus grande réussite de notre civilisation moderne est d'avoir su mettre au service de ses dirigeants une incomparable puissance d'illusion. »

FRANÇOIS BOTT.

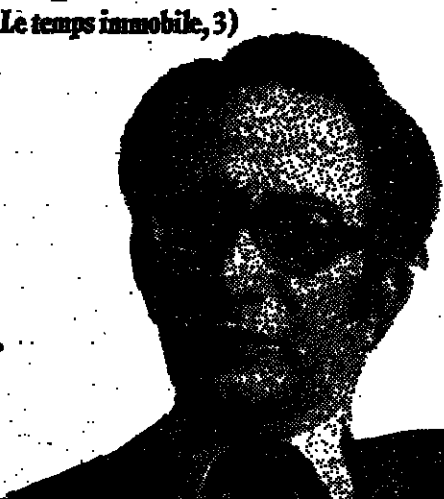
(Lire la suite page 17.)

Claude Mauriac

Et comme l'espérance est violente

(Le temps immobile, 3)

Malraux, De Gaulle et Foucault.



L'ANCIEN, pouah ! Vivement l'aventure ! Ah ! changer, rompre ! Cette chanson des lendemains meilleurs, depuis que les religions ne l'ont tombé plus, les cultures d'Occident en ont fait leur rengaine. D'où vient, que cache, qu'annonce cette obsession du neuf à tout prix ? Le moindre discours sur l'art prétend l'éclaircir, mais n'aboutit qu'à ressasser la même opposition polémique entre tradition et avant-garde.

Le poète et essayiste mexicain Octavio Paz apporte à cette réflexion une contribution décisive. Parce que le destin l'a placé au cœur des courants américains et européens qui ont façonné la civilisation occidentale, mais surtout parce que le très grand créateur se double en lui d'un érudit aussi curieux de nos petits romantiques que des précolombiens, d'un penseur authentiquement cosmopolite, planétaire.

Les conférences réunies ces jours-ci sous le titre *Point de convergence* ont été prononcées à Harvard en 1972. Elles prolongent les études réunies dans *Parc et la Lyre* (1956, traduit en 1965) et le prologue de *Quadrado* (1965), où Paz esquissait sa théorie de la modernité.

MALGRE sa prétention à faire table rase du passé, l'idéal avant-gardiste n'est pas sans tradition. Paz le voit naître avec les romantiques anglais et allemands. Plus loin encore, il en trouve trace chez Gongora. Sa marque est de condamner l'imitation de l'ancien au profit de tout ce qui peut paraître nouveau, quitte à prendre pour du nouveau ce qui n'est qu'artifice passagèrement étonnant, surprise. A l'origine de cette hantise : une notion de temps en opposition à celle qu'a répandue le christianisme. Ce n'est pas un hasard si la modernité est un concept exclusivement occidental : il ne peut apparaître que comme critique de l'éternité et de l'irréversibilité chrétiennes.

Sur le mode de ces dernières, l'Occident industrialisé se prend pour la mesure des civilisations, dénonce comme attardées les sociétés non scientifiques, et substitue à la superstition religieuse celle du progrès coûte que coûte. Mais, en se confondant avec la raison, il se condamne aussi à être toujours autre, à se nier pour se perpétuer. La critique n'a plus pour objet d'atteindre une vérité éternelle ; c'est la vérité même qui devient critique, et synonyme de changement. La perfection prônée par le christianisme ne se situe plus hors de l'histoire mais en elle. Par voie de conséquence, le salut

« Point de convergence », d'Octavio Paz

de l'espèce remplace celui des individus, le travail se substitue à la pénitence, le progrès à la grâce, et la politique à la religion.

PREPARE par la rupture protestante, le mouvement a d'abord atteint l'Allemagne et l'Angleterre, c'est-à-dire des pays protégés linguistiquement de la pénétration romaine, de la versification discursive. L'idée maîtresse du modernisme est en effet de saisir l'analogie entre le monde et le langage. « Lire dans le grimoire de la nature », c'est le projet de Fourier avec ses « attractions passionnées », de Baudelaire avec ses « correspondances ». L'univers n'est pas un ensemble de choses créées mais de signes sans texte original, gravitant autour d'un vide où ils s'engouffrent. Aux croyances chrétiennes succèdent des données fragmentaires sous le signe de la conscience de la mort, du transitoire, de l'absurde, du bizarre.

Ces postulats communs inspirent aux romantiques et à leurs héritiers du vingtième siècle une même révolte contre la raison, un même culte de l'enfance, de la femme, de la folie, de l'autre, du corps, du rêve. Ce qui ne les empêche pas de se référer à l'histoire, notamment aux révolutions française, puis russe ; mais une part magique d'eux-mêmes les rend indociles, dangereux, aux yeux des Etats, qui dénoncent leur nihilisme bohème et persécutent les meilleurs d'entre eux, comme l'Eglise, autrefois, ses hérétiques.

PAZ pousse très loin ce parallèle désormais bien admis entre l'Eglise et les bureaucraties modernes. Il pose en fait que le mardisme, de critique du réel, est devenu une théologie terroriste. Le drame chrétien entre le libre arbitre et la prédestination divine reparaît dans le conflit entre liberté et déterminisme social. La révolution a remplacé la venue du Christ pour les premiers chrétiens, et le futur socialiste, le salut éternel.

Face à cette pression, le modernisme s'affirme comme négation ironique — voir Duchamp — et comme utopie du changement continu, libertaire. On ne

bouleverse pas la poésie « faite de » modifier la vie — Gongora, — mais pour la transformer — Rimbaud. Par rapport aux romantiques, les avant-gardes du vingtième siècle montrent un goût accru des expériences limbes, de la transgression et du passage mondialiste. Pour Baudelaire, Poe était moins un étranger qu'un double de lui-même perdu dans la patrie du futur. La période contemporaine accentue les échanges de langues et de genres poétiques. Marinetti écrit son manifeste en français et discute à Moscou avec les futuristes russes, Klebzinov imagine un langage « transnational », Duchamp expose à

la langue romane renouvent enfin le même type de conflit entre révolte poétique et engagement révolutionnaire, vis-à-vis des partis communistes notamment : faut-il sacrifier ou non l'aventure créatrice sur les autels de l'efficacité politique ?

BEAUCOUP, on le sait, ont préféré se soumettre, au risque de justifier Benjamin Péret quand il définit cette époque comme celle du « déshonneur des poètes », ou de rabaisser la rébellion à un procédé, la critique à une rhétorique, et la transgression à une cérémonie.

Dans le même temps, la notion de destin humain qui avait fondé la modernité s'est effondrée. Elle a été remplacée par la notion d'avenir, ou de projet, ou de possibilité. Le futur n'est plus une donnée, mais une construction. La conservation est en train de détruire le nouveau comme valeur et comme morale.

Le vingtième siècle a largement démenti la rationalité du processus historique telle que Marx l'avait établie. Le matérialisme dialectique a suscité plus de résurrections nationales que de révolutions prolétaires. Il annonçait une société universelle : or la lutte pour la reconnaissance des particularismes s'étend partout, et on admet de plus en plus que les futurs soient multiples, non programmés, imprévisibles. Dans les pays post-industriels les révoltes récentes n'ont pas résulté d'oppositions entre le capital et le travail, mais de conflits culturels, souvent psychologiques, tels ceux des étudiants contre la rationalisation excessive de la vie sociale.

DU même coup, le futur des marxistes du dix-neuvième siècle a rejoint dans l'irréalité l'éternité chrétienne qu'il avait supplantée. La critique de la religion opérée de Hume à Marx s'applique maintenant au messianisme politique ; à ceci près

que, cette fois, elle n'est pas l'œuvre de la philosophie, mais du corps et de l'imagination. Après les mystères d'un bonheur hors d'attente, voici celle de l'instant, du tout-tout-de-suite. La politique devient le moyen de rendre immédiatement les sociétés le plus habitables possible.

Sur le plan éthique, cet avènement du présent sur les ruines de l'éternité et du futur ne signifie pas pur hedonisme. Il implique de vivre face à la réalité de la mort, jusque-là masquée du travestissement. En art, il est cause d'un désarroi terrible. Les changements étaient plus rassurants qu'ils n'en avaient l'air : ils sous-entendaient une direction, bonne ou mauvaise, une intention quelque part. Aujourd'hui, le nouveau disparaît aussi vite qu'il est venu. A l'accélération s'ajoute la multiplication. Les différences s'annulent, la diversité se résout en uniformité.

Il n'est plus question de mêler les genres, comme Rimbaud et Joyce, ni de nier l'objet d'art au profit de l'acte artistique qui le contamine, comme Duchamp, ni d'écarter l'inconscient ou le hasard, comme les surréalistes, ni même de célébrer la création collective — les Batailles — où le sujet apparaît comme une cristallisation plus ou moins fortuite du langage.

EST-CE à dire que l'art moderne « a vécu » ? Oui en tant que chose qui se possède ; non, nous dit Paz, en tant que présence qui se contemple, méditation. Après avoir été la voix de tous, puis d'un seul, la voix du poète pourrait devenir celle de personne, celle du langage.

L'esthétique du changement qui nous régit depuis un bon siècle et demi se révèle aussi illusoire que l'imitation des anciens. L'âge qui commence recherche le principe invariant de l'art, le fond commun à l'Odysse et à Proust.

Sans croire à une science de la littérature, car une science d'objets particuliers ne peut être qu'une non-science, l'auteur du *Labryrinthe de la souffrance* met sa confiance dans une « convergence » entre l'écriture et la lecture, à la fois dans le temps et hors du temps ; palpitation du présent à mi-chemin du passé fourmillant et du futur dépeuplé.

Toute méditation sur le vertige du néant qui s'empare de la création artistique en cette fin de siècle passe obligatoirement par le témoignage capital d'Octavio Paz.

★ POINT DE CONVERGENCE, d'Octavio Paz. Traduit de l'espagnol par Roger Munier. Gallimard, 228 pages, 25 F.

**POUR
AMÉNAGER,
ÉQUIPER,
RÉNOVER
VOTRE
INTÉRIEUR,
COMPAREZ,
CHOISISSEZ
AUX**

**arts
ménagers**

1180 expositions dont 331 étrangères de 28 nations

**DU 3 AU 14 MARS 1976
PALAIS DE LA DÉFENSE**

à 10 minutes de l'Opéra par le métro express
à 11 minutes de Saint-Lazare par le train

DEMAIN VENDREDI, JUSQU'À 22 h. 30

FERNAND NATHAN
UN LIVRE À OFFRIER POUR LES FÊTES

LES SECRETS DES TRICHEURS
UN NOUVEAU LIVRE DE
GERARD MAJAX

Un livre passionnant qui nous fait pénétrer
dans un milieu très secret, d'un accès
particulièrement difficile.

Un volume format 25 x 16,5. Prix : 29,00
du même auteur **Y'A UN TRUC** CHEZ VOTRE
LIBRAIRE

**Achetez sur pièces,
pas sur plans.**

**Les appartements de
Barrault 69
sont prêts.**

Quelques studios et 2 pièces,
prêts à vivre ou à investir encore disponibles.
Un programme soumis au test. Qualitel,
seul profil officiel de qualité.
Prix fermes et non révisables. Crédit : barème préférentiel.

Appartement-témoin, sur place, 69 rue Barrault Paris 13^e.

SEFRI-CIME 538 52 52
Tour Maine Montparnasse

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

Portrait d'Albert Memmi

Un homme libre entre deux exigences

* LA TERRE INTERIEURE, d'Albert Memmi. Entretien avec V. Malka. Gallimard, 288 pages, 29 F.

PRESSE, poussé dans ses retranchements par les excellentes questions de Victor Malka, Albert Memmi, à qui l'on doit comme essayiste *Portrait d'un juif*, et *L'Homme dominé*, s'interroge sur le sens de sa vie et de son œuvre, à ce point de son âge où il peut les regarder d'un peu haut. La *Terre intérieure* réunit l'essentiel de dix entretiens, non point tels que les recroque l'hésitant magnétophone, mais revus, repensés et entièrement réécrits par l'auteur. C'est dire qu'Albert Memmi s'engage à fond dans chacune de ses déclarations, où il ne pourra pas plaider le viol, la précipitation, la maladresse.

Il ne faudrait pas croire que ces dix chapitres traitent de dix thèmes séparés, tel que leur ensemble pût, par juxtaposition, représenter le tout d'Albert Memmi. Il apparaît au contraire que les dix « attaques » de Victor Malka sont comme dix « entrées » distinctes à un même univers profond où elles se rejoignent, convergent vers un foyer où l'homme et l'œuvre ne sont qu'un.

En effet, quelles que soient, et si diverses soient-elles, les préoccupations de Memmi, ses inquiétudes, et parfois ses angosses les plus déchirantes, toutes ces questions se rejoignent, convergent vers un foyer où l'homme et l'œuvre ne sont qu'un. En effet, quelles que soient, et si diverses soient-elles, les préoccupations de Memmi, ses inquiétudes, et parfois ses angosses les plus déchirantes, toutes ces questions se rejoignent, convergent vers un foyer où l'homme et l'œuvre ne sont qu'un.

seules à assurer une communication cohérente (car pour être entendu il faut à la fois plaider et séduire). Il y a le travail qui se fait en lui, quand, branché sur les forces souterraines, il fouille, comme une taupe, dit-il, ce sombre terroir qui est lui-même, cette terre intérieure dont son être le plus profond est constitué.

« Ni assez juif
ni assez tunisien »

Mais une autre exigence le tient, sur quel, quand il veut s'expliquer sur lui-même, il retombe toujours : l'exigence de s'inscrire, par ses actes et par ses écrits, qu'aux vérités dont il est absolument certain. Recette assurée d'inconfort : car comment être l'homme d'une religion ou d'un parti, comment s'inscrire sur quelque liste que ce soit, comment embrasser les intérêts et le programme de tel ou tel groupe, quand aucune saute ne fait passer aucun poison, quand la fin ne justifie jamais les moyens, quand une lucidité implacable interdit de fermer les yeux sur ce que le cœur et la raison ne peuvent pas accepter ? C'est pourquoi, non sans mélancolie, Albert Memmi constate, par exemple, qu'il n'est « pas assez tunisien pour les Tunisiens », « pas assez juif pour les Juifs ».

Cette façon d'être, cette tournure d'esprit, on ne peut les délier, chez lui, de son état de romancier. Car les schémas intellectuels, pour Memmi, nées de l'expérience vécue, sont continuellement l'objet d'un soupçon qui l'amène à les confronter à un autre vécu, à une autre expérience humaine. C'est en romancier, en familier des histoires singulières, qu'il se défie en toute chose d'une théorie qui viendrait infliger, ne serait-ce qu'un exemple concret, ne serait-ce qu'une

vie, ne serait-ce qu'un être. Ainsi son intelligence s'exerce-t-elle en un mouvement perpétuel de va-et-vient du compris au vécu, où le vécu demeure la seule réalité digne d'être respectée.

Dirons-nous que ces dispositions tout d'Albert Memmi un homme seul ? Sans doute, dans sa vie et dans sa carrière, avait le sentiment personnel d'un certain isolement : c'est la solitude, parfois lourde à porter, des esprits qui se veulent libres. Mais cette solitude, cette recherche à l'écart de tous les fanatismes, ne

vient pas sans l'éclatante compensation de toucher les autres esprits libres, de toute origine, et par là d'aboutir, à travers les vicissitudes d'un long combat, la véritable universalité. Et de quelle vertu notre temps a-t-il besoin plus que de celle-là ? Pour un homme né avec la passion de communiquer, n'est-ce pas cette exigence de plein accord avec soi-même qui garantit l'authenticité des rencontres, par l'œuvre, avec ce que le monde tient encore d'hommes de bonne volonté ?

JOSANE DURANTEAU.

Cite, citons, citez

* DICTIONNAIRE DES CITATIONS, Larousse édit., relié, 838 p., 93 F.

LES dictionnaires de citations n'ont pas toujours bonne presse. On reproche à ces bibles des « pages roses » de ne dissuader que des bribes banales et aspérités de la « culture ». La plus traditionnelle. Heureuse surprise ! Le nouveau *Dictionnaire des citations* de Larousse renouvelle le genre avec bonheur. Classées par noms d'auteurs, avec un index final par thèmes ou mots-clés, les 12 000 (donne mille !) citations rassemblées sont très souvent nouvelles. Des inconnues pleines de sagesse y font leur apparition. Ainsi ce Louis-Armand Commenet (1802-1879) qui nous devons cet excellent conseil : « Soyez heureux, c'est là le vrai bonheur ».

Pour quelques « grands », c'est une véritable redécouverte. Victor Hugo, avec plus de quarante citations pour le seul *Tes de pierres* (des « Pensées » étonnantes qui n'ont été publiées qu'en 1942), se raille, bien sûr, la part du lion : « Venes inévitable d'un Spartacus russe » ou, dans un registre moins grandiose : « Une femme qui a un amant est un être, une femme qui a deux amants est un monstre, une femme qui a trois amants est une bête ». Des écrivains, mais aussi, en grand nombre, des artistes, des hommes politiques. Ainsi, d'après une réflexion bien frappée : « Avec le talent, on fait ce qu'on veut. Avec la génie, on fait ce qu'on peut ».

Choix dans un choix, voici trois pensées sur la vérité. La première, d'Antonio Machado : « Se méfiez-vous de la vérité par l'absence de fausseté. Tant bien la vérité se invente » (Pensée d'imagination, on nous plus qu'il ne faut. La vérité aussi l'invention). De Sacha Guitry : « Ce qui probablement finira tout dans la vie, c'est qu'on est convaincu qu'on dit la vérité parce qu'on dit ce qu'on pense ». Et de Louis Gailloux : « La vérité de cette vie, ce n'est pas qu'on meurt, c'est qu'on meurt vivant ».

JACQUES CELLARD.

Vient de paraître

Mémoires

JEAN HUGO : *Arènes d'oublier 1918-1931*. — Les années folles vécues par l'écriture-peinture du poète, lui-même peintre, décorateur de théâtre et de cinéma, contemporain de Cocteau, Radigue, Monod, etc. (Rayard, 310 p., 48 F.)

JEAN-JACQUES GAUTHIER : *Je suis tout seul dans la vie*. — L'ancien critique du *Figaro* (cinq mille quatre cents soirées) évoque ses rencontres, ses rapports avec les auteurs, et livre ses confidences artistiques, romanesques et critiques. (Stock, 285 p., 42 F.)

Correspondance

LEOPOLDINE HUGO : *Correspondance*. — A travers les lettres écrites et reçues par la fille aînée de Victor Hugo, un éclairage sur la carrière et la vie du poète entre 1830 et 1843 et une confrontation entre la figure historique de Léopoldine et sa figure mythique. Édition critique par Pierre Georges. (Kailash, « Bibliothèque du XIX^e siècle », 510 p., 88 F.)

JULES JANIN : *735 Lettres à sa femme*. — Édition intégrale et inédite établie d'après les autographes de la Northwestern University Evanston, Illinois (U.S.A.). Tome II. Lettres 249 à 483 (1851-1853). Texte édité, classé et annoté par Mergier-Bordeaux. (Kailash, 615 p., 120 F.)

Essai

MICHEL RACHLINE : *Un juif libre*. — Par l'auteur du *Bonheur nazi*, un essai sur les racines du racisme et de l'antisémitisme, à partir du judaïsme. (Guy Authier, 480 p., 49 F.)

Roman français

FRANÇOIS CRUCIANI : *Le Temps d'un séjour*. — Quatrième roman de l'auteur de *Exploration*, également poète et essayiste. (E.F.R., 215 p., 28 F.)

PIERRE GABRIEL : *L'Ormeau*. — Premier roman d'un poète du pays d'Armagnac qui imprime, pour son plaisir sur une presse à bras, les cahiers de poésie Haut Pays. (E.F.R., 215 p., 27 F.)

SILVAIN REINER : *Une petite fête pour le cœur*. — Un enfant de dix ans qui vient de perdre sa mère dans un accident de voiture est confronté avec les « choses de la vie ». (Olivier Orban, 240 p., 33 F.)

ELSA TRIOLET : *Cosmoflage*. — Un roman écrit en russe en 1928 par Elsa Triolet, dix ans avant *Bonheur nazi*. *Théâtre*, son premier livre en français, trad. par Léon Robel. (Gallimard, 220 p., 31 F.)

CLAUDE COURCHAY : *N'oubliez pas la lutte des classes*. — Quatrième roman de l'auteur de *La Soupe chinoise*. (Gallimard, 270 p., 37 F.)

RAYMOND LAS VERGNAS : *Le Tramway des grands bassins*. — Le premier roman chez Gallimard de cet auteur spécialiste de littérature anglaise et américaine, grand prix de

la Société des gens de lettres 1961, grand prix du Rayonnement français 1964. (Gallimard, 250 p., 35 F.)

Littérature étrangère

LEONARDO SCIASCIA : *Todo modo*. — Complot de complot pour faire la volonté de Dieu. Par l'écrivain sicilien, prix Stéphen 1975, dont c'est le huitième livre publié aux Lettres nouvelles. Traduit de l'italien par René Dailly. (Denoël, 176 p., 36 F.)

Exploration

HENRI LHOÏE : *Vers d'autres Terres*. — Nouvelles découvertes au Sahara par l'auteur de *À la découverte des franges du Tassili*, avec illustrations, relevés, dessins, cartes. (Arthaud, 260 p., 64 F.)

Société

MARYSE CONDE : *Horemekhonon*. — Une Anoulienne part en Afrique, à la recherche de son passé perdu. (U.G.E., 10-18, 320 p., 12 F.)

Sciences humaines

HERBERT MARCUSE : *Amorali*. — Trois conférences, faites en 1974-1976, précisent les positions de Marcuse face à la situation politique présente. Traduit de l'allemand par Jean-Marie Menière. (Gallée, coll. « R. C. », 112 p., 19 F.)

ÉCHOS ET NOUVELLES

Pris

— LE PRIX MAILLÉRE 1976 a été décerné par l'Association des écrivains combattants à Michel Droit pour son livre « La coupe est pleine » (éditions France-Empire). Le jury de ce prix, fondé en 1961, est composé notamment de Jacques Chabannes, président ; Jacques Augarde, Robert Christophe, Georges Elgort.

— LE PRIX DES QUATRE JURYs sera désormais décerné à Paris dans la foulée des grands prix littéraires, une semaine après l'attribution. À titre transitoire, et pour éviter un hiatus, le prix 1975 sera attribué en avril prochain, avant de l'être en décembre pour l'année en cours.

Ces dernières années le prix était décerné au Maroc avec un universitaire marocain. Il se transformera dans ce pays en Prix littéraire franco-marocain, qui sera ouvert, sans condition, à tout auteur français ou maghrébin d'expression française. Le roi Hassan II a accordé un montant de 10 000 francs comme récompense pour le lauréat qui sera choisi à Marrakech, le 14 mars prochain. Dès l'année prochaine, la récompense serait portée à 50 000 francs.

Le jury sera composé de six membres marocains, qui ne sont pas encore désignés, et de six Français : MM. Hervé Bazin et Robert Sabatier, tous deux de l'Académie Goncourt, Henry Bonnier, André Castelot, André Souhass et Pierre Vismann-Fouat. Parmi les auteurs qui ont retenu l'attention du jury se trouvent Simone Jacquemart pour « Le Mariage barbare » (le Seuil), Albert Camus pour « Les Salimbanques » (Laffont) et Christian Charrière pour « Les Verres du ciel » (Rayard).

JEAN MARKALE

le roi Arthur

et la société
celtique

le regard
de l'histoire
Payot



صكنا من الامل

PEINTURE ET ÉCRITURE

Un Rezvani réconcilié

★ LE PORTRAIT OVALE. Gallimard, 175 pages, 29 F.

VOLEUR de feu, mi-chaman, mi-vampire, le peintre ne s'expose-t-il pas à commettre le crime parfait lorsque par son « acte sorcier » il s'empare de la vie du modèle pour la faire passer dans l'espace trompeur du tableau ? Étrange transmutation qu'Edgar Poe, dans son *Portrait ovale*, même jusqu'à son fantastique accomplissement et sous le signe de laquelle Rezvani, tentant de remonter le fil de sa vie de peintre, fait le bilan de trente ans d'empoiement avec la création.

Après vingt ans de « peinture muette », Rezvani ferme un jour son atelier et commence à écrire. Le déclin ? Peut-être un entretien paru vers 1965 dans *l'Œil*, cette « jonglerie » par laquelle la parole se mue en écriture. Depuis, huit romans qui, des *Années-lumière* à *Fokouli*, mêlent à la tendresse élégante la véhémence et les dégoûts convulsifs, une œuvre dramatique qui se veut théâtre manichéen, « théâtre d'urgence » (*Capitaine Schelle*, *Capitaine Eppe*, *le Rémore*...), sans compter les chansons signées Bassiak — ce qui en russe signifie « épeve ».

La descente au fond du maelström

Peintre, Rezvani a voulu l'être, « par peur », des son enfance chavirée, chahutée, balottée d'exil en solitude. La peinture lui servait à s'isoler encore plus, à se créer une « île de tendresse ». À l'époque de la Grande Chaumière, de la liberté et de la misère noire, sa peinture sensuelle et sereine était un « acte solaire », une réponse à la vie. Jusqu'au jour où, dans un geste de défi, il jette la totalité de son œuvre de jeunesse dans un égout de Clamart.

Alors commence la « descente au fond du maelström ». En contrepoint à la joie inquiète de ses noces perpétuelles avec Lila, le peintre voit ses toiles se remplir de coulées de viscères et de cadavres pantelants. Répétition ininterrompue de la mère malade qui l'avait écrasé de son « pesant amour de viande blette » ? Protestation expiatoire contre l'horreur du monde que le « couple Narcisse » veut repousser loin du vallon des Maures ?

Malgré ces chairs retournées, ces affolements cauchemardesques, le peintre reste muet, « muselé », impuissant à se débarrasser des hantises et des terreurs dont il est pénétré. Car le tableau, devenant objet d'art, perd sa violence : « Le bandeau du beau étouffera toujours le cri. » Avec « l'étrange plaisir d'écrire », Rezvani découvre une nouvelle dimension, le temps. Mais dans le « dédale louche » de l'écriture, ce grattage de pages biffées, il garde la nostalgie du « primitivisme », du bonheur physique de peindre.

Trente ans de « maladive inquiétude »

« Aujourd'hui, après dix ans d'écriture, je prends conscience que je ne suis plus vraiment peintre et le contraire d'écrivain. Je bouge dans une zone floue et ne sais plus... » Peinture, écriture, « blocs d'images », chant et cri : le désir d'explorer, de sans cesse se surprendre, a provoqué un désarroi qui, en se formulant, s'apaise. Si le *Portrait ovale* paraît un livre sérieux, c'est qu'il sent l'intense plaisir « avec lequel Rezvani y mêle ses traces de peintre et d'écrivain, y réconcilie les multiples facettes de son talent.

Entre-temps, il y a eu un été « inoubliable », parfumé de térahenthine et traversé d'abeilles. L'atelier s'est rempli de toiles peuplées d'êtres nus qui marchent dans les vagues. Des oiseaux blancs s'envolent au ras de l'eau. Peignant alors Lila « inachevée », puis la décrivant d'après le tableau, à l'intention du « lecteur aveugle », le peintre-poète tente le miracle de cerner la vie sans la piéger. Après trente ans de « maladive inquiétude », Rezvani a fait, dit-il, sa paix avec la peinture et, semble-t-il, avec lui-même.

MARION RENARD.

— LES CARICATURES DE VAQUEZ DE SOLA sont exposées, du 5 au 18 mars, salle des Aetes, à l'UNESCO, 125, avenue de Suffren, Paris-7^e.

LES « ILLUSTRATIONS » de Michel Butor

Scaphandrier et cosmonaute

★ Illustrations IV, 144 p., 27 F.

LORSQUE parut, en 1954, le premier livre de Michel Butor, *Passage de Milan*, la critique ne fut guère attentive. Mais les deux écrivains qui parierent du livre, Michel Carrouges et Georges Perros, surent faire preuve d'une exceptionnelle perspicacité. Si le premier s'interrogeait sur les rapports du roman et du surréalisme, le second n'hésitait pas à affirmer qu'il s'agissait de l'œuvre d'un poète : Famille Roussel.

Certes, il y avait dans *Passage de Milan* de somptueuses images. Ce n'est cependant pas à ce type de poésie que fait allusion Georges Perros, mais à celle qui naît de la construction et de la disposition de grands ensembles. D'ailleurs ces trouvailles poétiques disparaissent peu à peu : on en trouverait encore dans la *Modification* ; il n'en est plus dans *Degrés*, où l'organisation du livre est donnée dans sa nudité, la poésie n'y étant plus que la science et l'harmonie des rapports. À la suite de *Degrés*, et parallèlement aux poèmes de l'espace que sont *Mobile* ou *San Marco*, se constitue la série d'*Illustrations* dont le quatrième volume est publié aujourd'hui. Il est l'avant-dernier de ces pentades que doivent aussi constituer *Répertoire* et *Matière de rêve*. L'œuvre de Butor, qui fut naguère considérée comme relevant du domaine réaliste ou naturaliste, ne prend son sens qu'à l'intérieur d'une notion, généralisée, de poésie.

Les volumes intitulés *Illustrations* sont constitués de textes que Butor a écrits à propos d'œuvres graphiques ou picturales. Ils ont tous été publiés antérieurement ; cependant, le volume

où ils se retrouvent ne les reprend pas dans l'état où nous les connaissons. Le livre raconte une autre histoire : il n'est pas la somme de ses éléments. Si les textes sont publiés successivement dans des états différents, ce n'est pas parce qu'ils doivent être « corrigés » d'une impression à l'autre, afin de glisser d'incorrection en amélioration vers une forme « optimale » : c'est parce que les textes vivent : ils se modifient, se transforment, subissent la pression de ceux qui les accompagnent, leur empruntent leurs couleurs. Le lecteur du journal le sait bien : il sent que l'article dont il vient d'achever la lecture se glisse sous celui qu'il lit ; il voit les autres articles de la page appeler et détourner son attention.

Illustrations IV joue de cette contamination des textes les uns par les autres : certains, par leur typographie massive, apparaissent comme des rochers noirs sur la page ; ils sont placés entre des textes qui se reflètent, disposés en haut et en bas de la page, comme l'eau et le ciel. Entre six éléments solides et six éléments liquides, une *Perle* se coule sept fois.

Chacun de ces textes est présenté par son titre et par le nom de celui à qui il est destiné. Ainsi, est donnée à lire une série de noms propres. L'un d'entre eux occupe une place particulière : il ne s'agit pas d'un artiste à proprement parler, mais d'un écrivain ; son nom est seul à figurer à la table des matières : c'est celui de Georges Perros. Car c'est par lui, par son intermédiaire en quelque sorte, qu'est présentée dans le livre la première figure du corps collectif de Butor.

Perros est un de ceux à qui Butor ne peut pas écrire directement : ils sont trop proches. C'est ce qu'il lui dit dans une épître à la façon d'Horace. Mais, figure privilégiée du lecteur, Perros est celui à qui Butor s'adresse en particulier : il est notre lien au livre. En lisant la lettre qui lui est adressée, nous devenons les destinataires du texte qui se développe par vagues.

Emise au centre du livre, la lettre franchit le cercle de la famille, celui des artistes, s'agrandit, se généralise, pour nous atteindre, nous englober, se répandre. Car l'homme est pris dans une circulation de mots, de sens, de pulsions. Il ne peut travailler dans la solitude : si le livre élargit ainsi progressivement ses cercles, c'est que l'écrivain a besoin de faire appel à tous pour que le long labeur que représente le travail du texte se poursuive, s'accomplisse. Le livre est travaillé comme travaillent les graveurs, qui creusent ce qui doit être rendu visible.

Le bateau des nébuleuses

Ce principe entraîne quelques conséquences, dont je ne retiens que la plus importante. Alors que la poésie a pu se définir par la fixité de la forme, qu'elle se veut éternelle, qu'elle dresse un tombeau solide et inaltérable du poète, le texte de Butor assume le temps au lieu de chercher à l'échapper. Il en fait un élément organique de l'œuvre. La littérature aide le temps à faire œuvre de construction. Car il y a un bon et un mauvais usage du temps, comme de la raison, suivant qu'on le vit comme ruine et destruction, ou comme accomplissement et figure de la patience.

En conséquence, des séries de permutations font jouer le texte : le ciel et la mer vous proposent d'échanger leur substance. Et l'œuvre se présente comme inachevable. Les proches, les amis de Butor, et tous les lecteurs d'aujourd'hui, et ceux des générations futures, sont appelés à venir la modifier, la transformer. Pour que les éléments du livre puissent ainsi se déplacer, supporter les pressions du temps, les délocations que lui font subir toutes les lectures, il faut que l'ensemble du livre soit d'une remarquable solidité.

C'est sa réflexion sur les constructions à grande portée qui fait de Butor un écrivain de la famille des poètes épiques. Mais qui dépasserait singulièrement la tradition gréco-latine. Il y a dans les pages d'*Illustrations*, dans l'offrande du livre, donné à raburer et à brûler, dans l'attention prêtée au pouvoir organisateur et harmonique du nombre cinq, dans la complexité avec le temps, dans l'équivalence du plus profond en soi et du plus réel, dans l'alliance du travail du scaphandrier avec celui du cosmonaute, quelque chose de la magie des diagrammes dans le Tao.

Au-delà du cercle des noms propres ronds la rumeur des voix de Villon et de Rimbaud, *Illustrations IV* est un livre de voyage ; comme le *Bateau-tire*, il nous fait dériver entre des paysages non vus : ceux de notre corps (le texte est endoscopé), ceux du langage (et l'auteur se fait une peau des mots), ceux de l'infiniment petit :

*J'ai vu l'intérieur d'une perle
distiller son fur sur mes ombres*

et de l'infiniment grand, car la perle est à l'échelle du cosmos. Le bateau des nébuleuses erre entre la terre et le ciel des mots, séjourne dans les anfractuosités du langage. Et nous sommes amenés avec lui à explorer les domaines inconnus de notre être et de notre monde.

JEAN ROUDAUT.

Mort de l'écrivain allemand Paul Schallück

PAUL SCHALLÜCK était un Allemand de Rhénanie, fidèle à sa ville de Cologne, une figure à la Heinrich Böll, un homme bon, blesé moralement et physiquement par la guerre. Il était né en Westphalie, le 17 juin 1922, d'une mère russe et d'un père allemand. Il voulait devenir missionnaire catholique, mais la guerre en décida autrement. Blessé à Paris, il fut fait prisonnier. Après la guerre, il reprit ses études à Münster et à Cologne. Il étudia la « Germanistik », la littérature et linguistique allemandes, l'histoire, la philosophie, l'art dramatique. De 1949 à 1952, il fut de la critique théâtrale et travailla à la radio. Il est l'un des cofondateurs de la bibliothèque judéo-allemande de Cologne, Germania Judaica. Membre

du « Groupe 47 », du Pen Club allemand, il a obtenu en 1953 le prix de la Fondation Zuckmayer, en 1955 le prix Annette von Droste-Hülshoff, en 1973 le prix Nelly Sachs, à l'occasion duquel parut une Laudatio von Siegfried Lens sur Paul Schallück. Depuis décembre 1971, Paul Schallück était rédacteur en chef de la revue *Dokumente*, à laquelle il avait donné son nouveau caractère en publiant dans chaque numéro un dossier sur un grand thème d'actualité internationale : « Emancipation de la femme en Europe » ou « Le langage des politiciens ». Il était l'auteur d'essais, de pièces radiophoniques et de cinq romans. Wenn man aufhören konnte zu lügen (1951, Middel-

hauser édit.) n'a pas été traduit en français. Arrivé à minuit 13, traduit par Claudie Planet (Seuil), est le récit bouleversant et intelligemment construit des derniers instants d'une jeune fille leucémique. La Nasse (Casterman), traduit par R. Wintzen, retrace les étapes d'une cure de désintoxication. L'ensemble évoque un peu la fin, le roman pittoresque à la Günter Grass : une Allemande qui est dans celle d'hier, mais dont l'émouvante existence demeure dans nos mémoires.

NICOLE CASANOVA.



L'ART DE LIRE LA MAIN

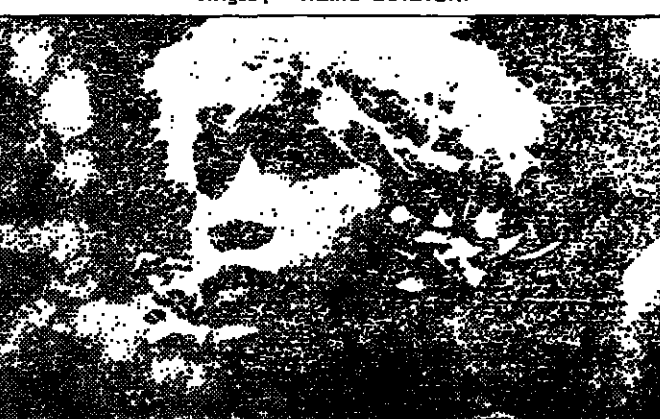
Qui n'a rêvé de connaître l'avenir et de connaître les signes dont se servent certaines personnes pour en dévoiler une partie ? « L'ART DE LIRE LA MAIN » vous initie, sous forme d'album illustré de nombreux dessins et photos, à cette science. Grâce à ce très beau livre, vous pourrez très rapidement connaître le caractère et les principaux événements de la vie de vos amis, parents et de vous-même en examinant attentivement leurs mains. « L'ART DE LIRE LA MAIN », un magnifique album qui met la chiromancie à la portée de tous.

Éditions SOLAR

35 F. T.T.C.

COLLECTION RECHERCHES ANTHROPOLOGIQUES

dirigée par REMO GUIDIERI



JACQUES LIZOT LE CERCLE DES FEUX

Faits et dits des Indiens yanomami

"Passionnant d'un bout à l'autre comme un grand roman d'aventures... Un des textes les plus beaux et les plus émouvants de la littérature ethnographique... La vie indienne y jaillit en même temps dans la continuité de son rythme, dans sa tendresse, sa cocasserie, sa violence." Pierre Clastres / Les Nouvelles Littéraires

256 pages 35 F



Collectif sous la direction de J. VERNANT

DIVINATION ET RATIONALITÉ
Mésopotamie, Antiquité gréco-latine, Chine, Afrique : La divination comme l'une des premières formes du savoir empirique.
362 pages 45 F



Pierre CLASTRES

LE GRAND PARLER
Mythes et chants sacrés des indiens Guaraní
Un grand texte philosophique.
144 pages 23 F



Hélène CLASTRES

LA TERRE SANS MAL
La continuité et la vigueur du prophétisme tupi-guarani.
160 pages
• 35 F

SEUIL

MARS 1976

LE MONDE A TRAVERS LES LIVRES

ESSAIS ET DOCUMENTS POLITIQUES

* Jérôme et Jocelyne Steinbach : *Phnom-Penh libérée.*

Editions sociales, 168 p., 13 F.

Les deux auteurs de cet ouvrage ont vécu au Cambodge de 1973 à avril 1975 et ont fait partie du groupe de Français évacués quelques temps après l'entrée des révolutionnaires dans Phnom-Penh. Ils décrivent de façon très vivante la vie dans la capitale pendant la guerre, sous le régime du maréchal Long Nol, et rappellent opportunément que nul

L'IRLANDE A RECULONS

MAURICE GOLDRING : « L'IRLANDE, idéologie d'une révolution nationale » : Editions sociales, coll. « Problèmes d'histoire », 128 p., 13 F.

RICHARD DEUTSCH : « NORTHERN IRELAND 1921-1974, a selected bibliography » et « NORTHERN IRELAND 1921-1974, a chronology of events » : Editions CEAD, 79, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris.

Dans l'abondante littérature que suscite en France l'irrésistible « crise irlandaise », le petit livre de Maurice Goldring tranche. Enseignant à Paris-VIII (Vincennes), bon connaisseur de l'U.R.S.S., des Etats-Unis et de l'Amérique latine, l'auteur limite son propos à la période 1920-1929 : celle qui précède le traité de partage avec l'Angleterre et l'instauration de la République d'Irlande.

Mais, ce faisant, il explique mieux que la plupart des exégètes français les contradictions, l'irrésistible « fatalité de l'histoire », et, bien souvent, l'incertitude, qui ont présidé aux révoltes dans l'île verte. En analysant les effets de la rupture entre les intellectuels révolutionnaires, mais de culture anglaise, et une masse nationaliste, le manque d'impact des leaders ouvriers sur une paysannerie foncièrement religieuse et conservatrice, il explique l'absence de l'unité pacifique de l'Irlande du Nord d'aujourd'hui à partir de ses contradictions, la confusion idéologique qui y règne, les difficultés à « réconcilier nationalisme et socialisme ». Paraphrasant une citation célèbre, Maurice Goldring écrit : « L'histoire se répète toujours en Irlande, et ne se reproduit jamais comme furce. » « La beauté du geste » y sont certes pris de pas sur la recherche d'objectifs précis, « l'évolution » y a toujours le masque de la tradition, et « le pays avance à reculons, les yeux fixés en arrière ».

Universitaire et journaliste français qui habite Belfast depuis plusieurs années, Richard Deutsch publie, en anglais, deux séries d'ouvrages : « Northern Ireland 1921-1974, a selected bibliography » apporte des éléments d'information essentiels sur la période de l'histoire de l'Irlande, qui commence en 1921 avec la création de la République, au sud, et de la province britannique, au nord.

La plupart des titres mentionnés sont des documents officiels, des ouvrages historiques ou des recueils de journalistes. Mais plusieurs chapitres sont aussi consacrés aux œuvres de fiction, aux poèmes, aux chansons, aux tracts et aux pamphlets, qui sont le sel — et le sang — de la vie quotidienne de Belfast.

« Northern Ireland 1921-1974, a chronology of events » (en collaboration avec Vivien Magowan), travail de bénédictin en trois volumes, rend compte des incidents petits et grands qui ont émaillé la vie politique en Ulster depuis le début des dernières « troubles ». Les deux auteurs ont reconstitué, avec une minutie qui mérite hommage, tous les détails de ces événements — fondations, embuscades, etc. — en vérifiant chaque élément d'information. Cette chronologie est une entreprise aussi héroïque que précieuse. — N.B.

ne saurait comprendre la situation actuelle dans le pays sans l'analyse préalable de ce que le conflit a coûté aux Cambodgiens.

J et J. Steinbach se livrent aussi à de virulentes attaques contre la presse française (journaux communistes et gauchistes exceptés) coupable, selon eux, d'avoir sciemment déformé la réalité cambodgienne. La démonstration est d'ailleurs plus convaincante si l'analyse avait été plus fine, si les journaux n'avaient été globalement, et de façon mensongère, accusés de s'être, en octobre 1975, livrés pieds et poings liés aux manœuvres « du maître d'œuvre » le « gouvernement français ». Pourquoi, d'autre part, nier contre l'évidence que des difficultés — le mot est faible — aient surgi entre Cambodgiens et Vietnamiens ? Pourquoi, si l'on veut étudier la situation internationale, ne pas étudier les raisons pour lesquelles le nouveau Cambodge a eu avec la Chine d'une part, l'U.R.S.S. et ses alliés d'autre part, des relations de types fort différents ? C'est une évidence que d'écrire qu'il ne faut pas jeter sur le Cambodge un regard d'Occidental sous peine de ne rien comprendre à cette révolution. Mais c'est aussi, en l'occurrence, un moyen malhabile d'occulter la réalité puisqu'il s'agit aussi d'un alibi pour cacher certains faits et refuser de poser des questions élémentaires — J. D.

* Philippe Vimeux : *Le Comte de Paris ou la passion du présent.*

Centre d'études de l'Agora, 29, avenue Trudaine, 75009 Paris, 164 p., 26 F.

La Nouvelle Action française, à laquelle appartient l'auteur et l'éditeur de cette étude sur le comte de Paris, se plait à dépoussiérer les statues du musée monarchiste, mieux : à leur rendre vie. Gérard Leclerc avait fait découvrir un autre Maurras (1) ; Philippe Vimeux nous montre chez « le Prince » la « passion du présent ».

Présent nourri du passé, il est vrai : l'auteur, historien de formation, n'a pas ménagé ses recherches dans la presse royaliste et les archives des principaux protagonistes de certains épisodes auxquels le comte de Paris fut mêlé. Toutefois on reste un peu sur sa faim à cet égard : les relations complexes du chef de la maison de France avec celui des Français libres (particulièrement à propos des événements d'Algérie en 1942) ne font pas l'objet d'aucune révélation du moins des précisions que l'on sent pourtant Vimeux en mesure d'apporter.

Il reste que l'auteur présente de l'héritier du trône un visage résolument moderniste. Dans la préface du livre, Bertrand Renouvin regrette que, après quarante ans de vie publique, le comte de Paris reste pour beaucoup de gens « un personnage insaisissable, conduisant secrètement une action politique aux objectifs incalculables ». — B. B.

(1) *Le Monde* du 8 novembre 1974.* Maurice Bourjol : *La Réforme municipale.*

426 pages, 62 F. Berger - Levallois.

Maître de conférence à l'université de Tours, Maurice Bourjol étudie l'administration des communes et son évolution possible. L'ouvrage sera utile non seulement aux étudiants et aux juristes, mais aussi aux praticiens de ce droit encore mal connu : celui des collectivités locales. Elus, fonctionnaires, animateurs divers, ou, tout simplement, citoyens, y trouveront information et matière à réflexion : si l'auteur décrit « le gouvernement communal », ses fonctions, ses moyens d'action, il aborde aussi son aspect plus directement politique et économique, en analysant le phénomène urbain, le cas de Paris et de sa région, le « fait communal », son « environnement politique », et les « réalités et illusions du pouvoir local ». — B. B.

SOCIÉTÉ

* Dominique Christian : *Marchandise drogue.*

« 16/18 », 190 p., 9,50 F.

La drogue, ruse des pouvoirs : c'est la thèse de Dominique Christian, qui analyse avec intelligence le rôle de la toxicomanie dans la société spéculative-marchande. Frappée d'interdit, la drogue est cependant une marchandise fétiche, un miroir aux alouettes, où se perdent les usagers. La toxicomanie refuse les conditions d'existence qui lui sont faites : la misère moderne, mais c'est en fuyant le monde qu'il les rejette.

Il déserte le réel, suspend le cours du temps, se réfugie dans une sorte d'éternité, où il ressent l'illusion d'avoir quitté sa misère. Mais c'est lui-même qu'il a perdu dans le « voyage ». « Attitude suicidaire », écrit l'auteur. La vie quotidienne devient un lieu de passage « pour voyageurs de l'autre monde ». La toxicomanie existe « comme une absence », victime d'une habile « technique d'asservissement ». — F. B.

PHILOSOPHIE

* Jon Elster : *Leibniz et la formation de l'esprit capitaliste.*

Johannes Mouton, coll. « Analyse et Raisons », 256 p., 36 F.

« Voilà un livre curieux et amusant, mais qui ne convainc guère » : l'auteur lui-même, en ouvrant ainsi ironiquement son texte, a prévu le jugement qui pourrait l'accueillir. Il est vrai que l'interprétation socio-économique des systèmes philosophiques, guettée par l'arbitraire et le mécanisme, est aujourd'hui un genre désagréable. Attention à prévenir tout abus, soigneusement documentés, les tentatives de Jon Elster montre au moins que ce n'est pas un genre désagréable.

Le cas de Leibniz est d'ailleurs particulièrement « privilégié ». Ingénieur des mines dans le Harz, il participait directement à l'économie de son temps, dont il connaît admirablement les rouages techniques. Il en commente longuement les questions les plus générales. Et surtout, il transpose explicitement ses réflexions économiques sur d'autres plans. Ainsi l'auteur peut-il distinguer chez le philosophe la coexistence d'une théorie encore mercantiliste de l'économie, et d'une théorie proprement capitaliste de l'univers. Entre Dieu et l'entrepreneur capitaliste, Leibniz voit une analogie, et le dit.

Au fil des chapitres, la démonstration minutieuse de Jon Elster éclaire d'un jour nouveau l'œuvre leibnizienne, en faisant apparaître sa métaphysique non comme rétro, mais comme anticipation de l'économie. — R.-P. D.

* Mohammed Arkoun : *La Pensée arabe.*

« Que sais-je ? », PUF, 128 p., 6,50 F.

C'est avec le Coran que la pensée arabe prit un départ fulgurant. Plus qu'un événement religieux, le fait coranique fut linguistique et culturel. La pensée arabe trouva dans cet événement sa source et aussi ses limites et ses difficultés. Elle se confondit avec la pensée classique qui recherche ses modèles dans un passé idéalisé et s'efforça de l'opérer un certain nombre de ruptures, dans le domaine politique notamment. Saisie par la modernité, cette pensée faillit dans le courant de la « nahdha » (renaissance) et de la « thawra » (révolution) et trouva un nouveau souffle avec la lutte anticoloniale. Avec les indépendances des pays arabes, elle devra aborder, d'après l'auteur, « la difficile tâche de libération intellectuelle et culturelle, tâche inséparable de la promotion d'une économie moderne ». Du fait coranique à la révolution palestinienne, Mohammed Arkoun présente un panorama critique et très documenté de cette pensée que l'histoire ne cesse d'interroger. Un petit livre très utile. — T. B. J.

* Patrick Démerin : *Communautés pour le socialisme.*

Maspéro, coll. « Malgré tout », 212 p., 28 F.

Dix ans après, que reste-t-il du mouvement contestataire en R.D.A. ? Rudi Dutschke, le S.D.S., les manifestations contre la guerre du Vietnam, la lecture militante de Marcuse... tout cela est loin. Pourtant, souterrainement, bien des choses ont changé. Habitat communautaire et formes de vie collective se sont largement développées à Berlin-Ouest, constituant à leur manière un instrument de transformation sociale.

Patrick Démerin, qui partage depuis deux ans la vie des communautés berlinoises, retrace avec clarté et précision leur histoire, depuis la création de *Commune 1* et *Commune 2* jusqu'à l'existence actuelle de nombreux collectifs groupant libraires, éditeurs, avocats, musiciens ou acteurs. Il évoque aussi les problèmes concrets de l'organisation quotidienne : ménage, achats, éducation des enfants, etc. Car c'est là, dans les gestes anodins, que se joue l'objectif majeur : la « transformation révolutionnaire de l'individu bourgeois ».

Le mouvement communautaire allemand diffère profondément du mouvement français : l'un est resté « étudiant », l'autre non ; l'un poursuit, dans les villes, l'approfondissement des théories « anti-autoritaires » et le travail politique, l'autre tait aux champs.

Le vrai clivage est politique : en France, la plupart du temps, la communauté se coupe du monde pour construire un paradis écologique. En R.D.A., elle se considère comme un moment dans la lutte pour le socialisme. — R.-P. D.

HISTOIRE

* Yves Marsaudon : *Souvenirs et réflexions.*

Editions Vitello, 416 p., 98 F.

Grand commandeur honoraire du Suprême Conseil de France, ministre émérite de l'Ordre souverain de Malte, à la fois haut dignitaire de la franc-maçonnerie et représentant diplomatique dans notre pays d'une « puissance » étroitement liée à la tradition catholique, Yves Marie, Antoine, baron Marsaudon s'est trouvé mêlé au dialogue qui s'est instauré dans l'intervalles des deux guerres mondiales, entre l'Eglise et les obédiences maçonniques par l'entremise d'Albert Lantier, membre de la Grande Loge de France et du R.P. Berlelot, de la Compagnie de Jésus. Les circonstances ont ensuite rapproché l'auteur du nonce apostolique à Paris, Mgr Angelo Roncalli, qui allait devenir le pape Jean XXIII. Ces seuls faits suffiraient à attiser la curiosité de tous ceux qui ont étudié les relations entre Rome et la maçonnerie.

Mais ce livre de souvenirs offre bien d'autres sources d'intérêt. Il fournit de renseignements sur le milieu bonapartiste auquel fut lié l'auteur, sur le régime de Vichy qu'il connut de près et le rôle des francs-maçons dans la Résistance. Yves Marsaudon, qui vécut de nombreuses années en Argentine, a été aussi l'ami de Mermoz, de Saint-Exupéry, de Guillaumont ; il nous trace de ces hommes exceptionnels un portrait familier et pittoresque. Cependant, les historiens de la franc-maçonnerie retiendront surtout le chapitre qui relate la crise de 1964-1965 au sein du rite écossais ancien et accepté, et la scission de son suprême conseil qui en résulta. Les dessous de cette crise n'avaient jamais été révélés avec autant de précision, ni le rôle de ceux qui en furent les instigateurs.

A. G.

Ces notes ont été rédigées par Talair Ben Jelloun, Nicole Berahmeh, François Bott, Bernard Bédaride, Jacques Decrotoy, Roger-Pol Droit, Alain Gruchard.

mouton éditeur

Le peuple esquimau aujourd'hui et demain sous la direction de Jean MALAURIE 696 pages 110 F

Le pétrole et le gaz arctiques : problèmes et perspectives sous la direction de Jean MALAURIE préface de Jacques LE GOFF 912 pages 175 F

Le problème national catalan par Jaume ROSSINYOL 710 pages 88 F

Recherches en délinquance. Principes de l'analyse quantitative par Travis HIRSCHI et Hanan C. SELVIN préface de Raymond BOUDON 294 pages 56 F

Littérature et spectacle par Tadeusz KOWZAN 240 pages 60 F

Le langage poétique de Saint-John Perse par Pierre-M. VAN RUTTEN 248 pages 50 F

diffusion LIBRAIRIE NOUVELLE FACULTE 30, rue des Saints-Pères - Paris 7^e tel. 222.31.48 C.C.P. Paris 12.555.72

C'EST EN PARLANT BEAUCOUP QU'ON APPREND VITE A PARLER.

Pendant deux semaines vous passez 7 h 30 par jour avec des Anglais, des Allemands, des Espagnols ou des Italiens, si vous voulez apprendre leur langue. Vous pouvez également passer la moitié de ce temps pendant quatre semaines si cela vous convient mieux. C'est très simple. Et c'est très efficace. Le prix : 2673 F TTC.

Opéra : 31 bd des Italiens 742.13.39
Nation : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70.

B. T. J. M. C. L.

SPECIAL CRASH BERLITZ®

C'est en parlant qu'on apprend à parler.

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas ?

Savez-vous que pour 2.240 F, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant ?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances ?

Nom.....
Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42

* 1 semaine, transport DC 8 Jet et hôtel type "J. Rollis" compris (1 990 F à compter du 1/5/76)
Organisation Lic. A 478, Lic. A 496 et Lic. A 702



Cette année, les Bahamas!

AIR BAHAMA

صلى الله عليه وسلم

ESSAIS SUR L'ITALIE

EN MARGE D'UNE CORRESPONDANCE

Politique et lumière sur Gramsci

* ECRITS POLITIQUES, II, 1921-1922, d'Antonio Gramsci. Textes choisis présentés et annotés par Robert Paris. Gallimard, 350 pages, 28 F.

UNE pensée philosophico-politique ne vit pas hors du contexte historique. Elle vit encore moins dans une histoire truquée. C'est tout pour Gramsci. Même si l'on s'obstine à préférer l'hagiographie, au nom d'une fidélité théologique au parti (la dictature du parti est un problème plus actuel que la dictature du prolétariat), la vérité progresse contre les thuriferaires.

La publication en France du tome II des œuvres complètes de Gramsci coïncide avec la première polémique ouverte en Italie entre les « pères » du P.C.I. et qui porte précisément sur Gramsci et sur les divergences qui l'opposaient à l'Internationale et à Togliatti.

Un roman noir

La discussion à pour origine le livre d'Umberto Terracini, grande figure révolutionnaire de notre siècle, un des fondateurs du P.C.I., et de l'« Ordine Nuovo » avec Gramsci, qui passa vingt-trois années de sa vie en prison ou en exil. Ce livre rassemble les lettres que Terracini écrivait de prison, entre 1930 et 1932, à son épouse Alma Lex. C'est presque du roman noir, Terracini profitait de la lettre mensuelle à son épouse pour communiquer avec Togliatti et le comité central du parti. Il écrivait entre les lignes avec une encre sympathique qu'il fabriquait lui-même.

Ainsi apparaît un réquisitoire impitoyable contre « le tournant » (« la svolta ») communiste, la thèse du social-fascisme, le mot d'ordre « classe contre classe », l'identification entre capitalisme et fascisme, ainsi que le désaccord de Terracini sur l'expulsion des trois « déviationnistes » (Ravazzoli, Leonetti et Tresso). Constantement est rappelée l'opposition de Gramsci (« Parmi nos groupes formés en prison, le bruit court qu'Antonio est en complet désaccord avec la ligne du parti », écrit Terracini).

Ces lettres, conservées pendant quarante-cinq ans dans le « grenier russe » d'Alma, nous sont revenues il y a quelques mois, jaunies par le temps mais terriblement actuelles. Et Terracini les publie. En y ajoutant une lettre capitale (du début de 1931) — provenant des archives Gramsci — dit-on — par un hasard, — ce qui permet de penser que les positions politiques de Terracini et de Gramsci appartenaient déjà à l'histoire officielle du parti. Le geste de révéler au public les « Lettres à Alma » — ou, si l'on préfère, à Togliatti et à la direction du parti — apparaît bien comme un choix politique de la part du courageux Terracini. Mais faut-il attendre d'avoir quarante-cinq ans, l'âge de Terracini, pour démythifier l'histoire et dire : « Cher Palmiro Togliatti, tu es tort ? Ou tout-il être mort, comme Gramsci, pour obtenir enfin, après vingt ans d'enfermement ou mousolée, que « sur le vieux substrat » (« le même stalinien » de 1937, selon l'interprétation de Togliatti, commence de se surimposer une couche-nouvelle : le gramscisme » (Robert Paris) ?

Réédité en format de poche

La réédition du « Pour Gramsci » de M.A. Maciocchi en format de poche dans la collection Folio est une véritable révélation. Elle réunit la discussion et qui a reçu autant de critiques que d'adhésions. Publié en 1974, à la suite d'un enseignement donné à l'université de Paris VIII, il soulignait la valeur d'un théoricien pendant longtemps méconnu en France. Gramsci est devenu en deux ans l'objet de polémiques, de conflits théoriques, après avoir été pendant longtemps occulté. On ne peut que s'en féliciter.

Le « tournant » était en langage politique la thèse du « catastrophisme » : en 1929, avec la grande crise économique, le Komintern prédisait que le capitalisme allait cesser de pipé et que la révolution succéderait au fascisme. Aussi le P.C.I. de l'étranger envoyait-il en Italie cadres et militants, qui tombaient tous entre les mains de la police fasciste. Deux thèses s'affrontaient alors : Terracini disait (tout comme Gramsci, qui parlait en prison d'une Constituante ouvrière et paysanne) qu'au fascisme succéderait une période de démocratie, par la bas ; la direction du P.C.I. estimait au contraire que le temps de l'insurrection était mûr.

L'expulsion des « trois », qui croyaient également à la « transition démocratique », fut avalisée par un document encore inédit, rédigé par le Comité exécutif de l'Internationale (août 1930), dont je veux présenter ici un extrait-hallucinant : « Les « trois » considèrent la crise économique comme un fait conjoncturel, ils surestiment la solidité du capitalisme et affirment qu'il a également la possibilité de dépasser cette crise... contrairement à l'Internationale communiste, ils pensent que la révolution aura lieu une période plus ou moins longue de développement, ils surestiment les chances de survie du régime fasciste et, au lieu de préparer les masses à l'instauration de la dictature du prolétariat, s'occupent de « philosopher » joyeusement sur le capitalisme ». (Cette résolution prouve qu'on choisait les trois exclus pour avoir trop raison.)

Terracini a répondu dans « l'Espresso » (décembre 1975) à ceux qui lui demandaient pourquoi les chefs communistes s'étaient jetés dans l'extrémisme suicidaire du « tournant », et s'ils étaient vraiment responsables : « L'Internationale appelait les dirigeants étrangers dans la capitale (Moscou), et ceux-ci s'y rendaient tout heureux. « Ils ont besoin de moi », disaient fièrement les camarades qui portaient la responsabilité. Ils avaient dû ignorer les ordres de l'Internationale. Mais, si Togliatti s'était comporté de cette façon, il n'aurait probablement pas survécu dans la Russie des années 30 ».

Et Gramsci ? ai-je demandé à Terracini. Il m'a répondu : « Gramsci était considéré comme étant pas dans la ligne du parti. Aussi était-il déjà comme mort, lorsque était encore vivant. A Ventotene, quand parvint la nouvelle de sa mort (réelle), il y avait Longo, Amendola et Scaccimarra. »

Ce fut un jour comme un autre. Si Gramsci n'avait pas écrit « fur ewig », avec une détermination



* Dessin d'Orlé.

absolue, les « Cahiers de prison », ce point noir dans l'histoire du parti, nul n'en aurait plus jamais entendu parler ».

Les « Lettres » de Terracini ont mis le feu aux poudres. Longo lui a tiré dessus, comme l'écrit Terracini, « quatorze colonnes de plomb dans « l'Unità » (10-11 décembre 1975), pour confirmer la validité du « tournant », qui « fit progresser la lutte contre la dictature fasciste, renforçant l'organisation communiste en Italie ». Toujours dans « l'Unità », Terracini lui répond : « Puisque l'article était consacré au « tournant », on aurait pu s'attendre qu'y soit signalé le fait que Gramsci le condamna et que, pour cette raison, il endura en prison affronts et humiliations de la part des camarades « tournantistes ». Longo riposte : « A Ventotene, Terracini ne reconnaissait pas l'autorité du comité directeur du parti. » Il s'agit de bien autre chose, réplique Terracini. Pendant que la direction de Ventotene approuvait sans réserve le pacte germano-soviétique, je le condamnai avec indignation, en tant que pacte scélérat de partage de la Pologne. » (« l'Unità » du 23 décembre 1975).

Il faut noter que les protagonistes de la polémique sont les « vieux » du parti : les nouvelles générations demeurent silencieuses, en marge du débat. C'est pourquoi Amendola a raison d'écrire à ce propos : « La passion des pères du parti contraste avec la grise et conformiste opacité de tant de jeunes militants. » (« l'Unità » du 15 janvier 1976). Or cette discussion se porte sur la passé, mais « sur le présent » : elle met en cause la conception des alliances — en premier lieu avec les socialistes, le contenu du « compromis historique », et elle touche au principe même d'une histoire du parti, d'une histoire non mensongère.

Les conseils d'usine

Les « Ecris politiques » de Gramsci — choisis et annotés avec soin et intelligence par Robert Paris — sont essentiellement tirés de l'« Ordine Nuovo » (1921-1922) ; ils sont suivis de deux appendices, dont le second contient l'importante correspondance envoyée par Gramsci de Moscou et de Vienne (1923-1924). Ces textes nous sont donc repropoés, dans le vif d'un débat politique, et leur étrange actualité les rend passionnants. On y trouve le bilan de la plus grandiose expérience d'organisation ouvrière, celle des « conseils d'usine », qui se solda par un échec. Gramsci continue à penser le parti communiste selon la formule de la démocratie directe des conseils, plutôt que dans la rigide carcan stalinien : pour lui, le parti « est la forme historique du processus de libération intérieure, par lequel l'ouvrier, d'excitant, devient protagoniste ; de masse, devient chef et guide » (tome I). « La classe ouvrière devient classe nationale, capable de diriger. » Gramsci identifie le problème de la conduite de l'Etat avec celui du pouvoir ouvrier sur les moyens de production ».

Et il insiste avec obstination sur cette leçon des événements : dans les conseils, au cours de la grève de septembre 1920, la classe ouvrière fut meilleure gestionnaire que le capitalisme. « En 1920, écrit-il, la classe ouvrière s'est dirigée elle-même, elle a démontré pour la première fois, dans la production économique qu'elle était capable de se gouverner toute seule, elle a organisé sa propre discipline. Voilà une expérience que l'on ne peut pas oublier. » La fil rouge de la problématique « conseiliste » traverse donc la conception même du parti futur : sans sclérose bureaucratique, libre de penser l'initiative et non subordonné aveuglément à ses chefs.

On retrouve la longue, magnifique de Gramsci dans la violente polémique contre la social-démocratie de l'époque, contre la hiérarchisation de la C.G.T., pontoubarde, contre l'opportunisme. Ce sont des flèches cruelles qui peuvent atteindre, aujourd'hui encore, tout corps politique se desséchant dans le dogme.

La montée du fascisme

Les plus célèbres articles contre le fascisme sont également publiés dans ce volume : ils nous offrent une clé pour analyser ce qui fut le fascisme à ses débuts. L'apparition du phénomène s'inscrit dans l'éclatement de la gauche, divisée entre opportunisme, infantisme, réformisme et dogmatisme. Après les grandes grèves, la classe ouvrière fut battue, vaincue par le fascisme de la C.G.T., qui abandonna la lutte ouvrière, la légende stalinienne, et qui signa avec le gouvernement de l'époque ses accords syndicaux ; elle fut vaincue par le renoncement des socialistes, qui prôchèrent par la suite l'« union de tous », jusqu'au pacte avec les fascistes ; elle fut vaincue par le purisme idéologique des socialistes de tout crin qui voulaient que les masses fussent entièrement inaccessibles à la réaction fasciste montante.

Si l'on veut comprendre comment le fascisme parvint à avoir un impact idéologique sur les masses, et donna naissance au premier modèle de « dictature de masse », cet ouvrage apparaît absolument capital. Il place aussi Gramsci au cœur des débats théoriques actuels. Bien sûr, il ne s'agit pas de faire de lui un « ordinateur » à tout. Mais le marxisme apparaît comme une « science ouverte », une extraordinaire méthode de recherche, même pour « lire » Marx sans gémissements, pour déchiffrer les leçons d'une histoire dramatique que nous portons sur nos épaules comme une croix.

MARIA-ANTONIETTA MACCIOCCHI.

FIGURE SOLITAIRE DE LA RÉFLEXION MARXISTE

Lucio Colletti

* POLITIQUE ET PHILOSOPHIE, de Lucio Colletti, Editions Gallimard, 146 p., 28 F.

Né en 1924 à Rome, militant communiste et critique du parti ensuite, Lucio Colletti est considéré comme l'un des plus importants philosophes marxistes italiens. Ses travaux connus sont une synthèse internationale, et ses prises de position ont suscité de nombreux commentaires. Comme tous les intellectuels de sa génération, sa réflexion théorique s'inscrit dans le climat du néo-idéalisme de Croce et de Gentile. En 1949-1950, il rejoint le P.C.I. qu'il quittera, sans éclandre en 1964, et il apparaît aujourd'hui comme une figure solitaire de la réflexion marxiste, critiquée par les gauchistes italiens aussi bien que par les communistes orthodoxes.

Politique et Philosophie est un recueil de trois textes : une longue interview publiée dans la *New Left Review*, un essai sur *Marxisme et Dialectique* et une postface de Jean-Marie Vincent qui forment un ensemble cohérent et d'un réel intérêt. On est étonné d'apprendre, dans l'interview de Colletti, que Gramsci n'eut pratiquement aucune influence sur son développement intellectuel dominé par Della Volpe, ou bien que les travaux de Marx lui-même étaient alors peu étudiés par rapport à la philosophie néo-hégélienne.

D'autre part, l'exécution d'Althusser en quelques phrases, en dépit de critiques intéressantes, manque de sérieux et les jugements portés sur le matérialisme dialectique laissent songeurs. N'y voir qu'une philosophie stérile et proposer de la remplacer par la kantienne, même scientifique, vouloir substituer à l'hégélianisme certains aspects de la *Critique de la raison pure*, jugés plus dialectiques, qualifier Hegel de penseur religieux, semblent souvent de curieux paradoxes.

L'essai central, *Marxisme et dialectique*, donne la même impression. Colletti ironise sur le marxisme du professeur Lukács : mais il faut bien reconnaître que les essais philosophiques d'*Histoire et Conscience de classe*, ceux de Korsch, sans parler de Gramsci, paraissent de beaucoup supérieurs à ses démonstrations. On ne peut nier pourtant que Colletti soit l'un des rares théoriciens marxistes à avoir de la philosophie classique une connaissance aussi précise, et sa tentative de repenser l'histoire du socialisme de Rousseau à Lénine est d'un grand intérêt.

La postface de Jean-Marie Vincent dégage le sens de l'approche philosophique de Colletti : le marxisme n'est pas une doctrine statique, un assemblage de

dogmes, mais une méthode d'analyse sans cesse en développement. Aussi s'attaque-t-il à plusieurs tentatives récentes de liquider le marxisme et qui consistent tant à chercher dans les manuscrits de 1844 de Marx la justification des camps stériles, tant à identifier purement et simplement Lénine et Staline, ou à récupérer le mysticisme de Soljenitsyne au nom d'une prétendue « glorification de la vie ». Vincent s'oppose à ces exégèses sommaires qui sont souvent le fait de militants désabusés. Pour lui, il est impossible de penser aujourd'hui sans le marxisme. Mais loin d'en faire une religion d'Etat, il faut dénoncer ses déformations et retrouver son inspiration critique. Or tout le mérite de Colletti est là.

JEAN-MICHEL PALMIER.

Les illusions perdues

(Suite de la page 11.)

L'auteur rappelle, aussi, que « notre monde n'est pas fait pour les ouvriers ni pour les autres couches de salariés pauvres », mais qu'il est « fait par eux ». D'où la nécessité d'améliorer, un peu, leurs conditions d'existence, afin d'éviter qu'ils réduisent au désespoir, ils n'ouvrent « une guerre civile généralisée ». Et Colletti de rejeter les raisons de l'humanisme, comme autant de mensonges.

Dans la postface de l'édition française, le lecteur apprend que Colletti n'existe pas et que c'était le déguisement du situationniste Gianfranco Sanguinetti (1), lequel avait publié en 1972, avec Guy Debord, la *Vérité Scission dans l'Internationale* (2). Etait-il nécessaire de révéler l'imposture ? L'ouvrage n'eût pas été moins subversif. Rousseau disait qu'en feignant d'insulter les princes, Machiavel débauchait le regard des peuples. L'épreuve de la lucidité ne convient qu'au pouvoir. Les traités de la désillusion le discréditent et contribuent de la sorte à l'affaiblir. Comme l'écrit Gianfranco Sanguinetti, dans sa postface : « La vérité a toujours été, dans l'histoire humaine, l'ennemi public numéro un de tout pouvoir et l'allée principale des exploités. » C'est pourquoi, au lendemain des révolutions vaincues, les vestiaires de l'histoire s'emplissent de rois qui refont leur maquillage.

FRANÇOIS SOTT.

(1) Interdit de séjour en France depuis le 21 juillet 1971. Par décision du ministre de l'Intérieur, Gianfranco Sanguinetti a été refoulé récemment à la frontière franco-italienne.

(2) Champ libre.

NICOLAS RUAAULT

GAZETTE d'un Parisien sous la Révolution

Lettres à son Frère 1783-1796

« Un témoignage exceptionnel... un ton de liberté rare aux plus dangereux moments. » GINETTE GUITARD-AUVISTE « LE MONDE »

«...Un document étonnant. » JEAN MISTLER de l'Académie française « L'AURORA »



PERRIN

A PARIS UN NOUVEL EDITIONEUR sur la rive gauche LA PENSEE UNIVERSELLE

recherche d'urgence POUR CREATION ET LANCMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS

Manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre, prendrait sous contrat auteurs (livres de leurs droits réservés).

« conditions d'édition fixées par contrat. Notre contrat habillé est défini par l'article 49 de la Loi du 11 mars 1957 sur la propriété intellectuelle ».

Adresser manuscrits et C.V.A. à : M. LE DIRECTEUR GENERAL DE « LA PENSÉE UNIVERSELLE » 3 bis, Canal aux Fleurs, 75004 PARIS Tél. : 325.85.44

André COCATRE-ZILGHIEN

Professeur de Droit à l'Université Paul Valéry de Montpellier, auteur de la 2^e édition de l'ouvrage « Histoire des Droits de l'Homme en France ».

DE LA DÉFENSE INTELLECTUELLE ET MILITAIRE DE LA FRANCE

Epître aux Français — Mars sur la France — Permanence de la guerre idéologique — Lettre ouverte à Mgr. Riobé, évêque d'Orléans — Plaidoyer pour la France au sillage de la France — La subversion, œuvre des érudits — Défense nationale et choix idéologiques, etc.

192 pages 35 francs

éditions nation armée

Payement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'éditeur, 21, rue de la Harpe, 75005 Paris, 0155 54 10 75, 0155 54 10 76.

(PUBLICITE)

DIEU, SHAKESPEARE... ET MOI

Woody ALLEN

Inutile de présenter Woody Allen, le plus grand philosophe des temps modernes. Toutefois, pour le lecteur éternel qui ignorait encore la pensée tout à la fois élevée et profonde du maître, en voici quelques exemples pris au hasard dans « DIEU, SHAKESPEARE... ET MOI ».

— L'argent est plus utile que la pauvreté, ne serait-ce que pour des raisons matérielles.

— Mourir est une des rares choses qu'on puisse faire aussi bien couché que debout.

— Le crepuscule a été inventé par les hommes, et s'il y en a un, y pratique-t-on la semaine anglaise ?

— Si seulement Dieu voulait m'adresser un signe de son existence, s'il me déposait un bon paquet de flic dans une banque suisse, par exemple !

— Si Shakespeare écrit les œuvres de Shakespeare, qui a écrit les œuvres de Marlowe ?

— Il se fit jeter en prison pour avoir mangé une paire de chaussures en pain de pain le vendredi saint.

— Le lion et l'homme marcheront à la même couche, mais l'homme ne dormira pas beaucoup.

Pour connaître le reste, achetez le livre !

Adaptation de MICHAEL LERKON.

Éditions SOLAR 30 F

« RAISON PRÉSENTE »
Revue trimestrielle
Dans le N° 37 :
UN GRAND DÉBAT :
Marxisme et Rationalisme
avec Maurice Godéard, François Guichard, Michel Rieu.
Le numéro : 15 F.
Abonnement : 55 F.
ÉDITIONS RATIONALISTES,
18, rue de l'École-Polytechnique,
75013 PARIS. Tél. : 42-25-94.
C.C.P. Paris 15-378-84.

ASSOCIATION
DES AUTEURS
FRANCOPHONES
AMATEURS
à but non lucratif - Loi 1901
Offre aux auteurs non professionnels d'écrire et d'être lus, dans le genre de leur choix, etc.
Pour détails écrire à : F. Simeoni, 4, A.P.F., B.P. n° 10616, 75013 Paris Cedex 13.

LES ÉDITIONS PAYOT
LA LIBRAIRIE COOPÉRATIVE
BIBLIOTHEQUE
vous enregistrez que
Jean Markale
signe son dernier livre
Le roi Arthur
et la société celte
le samedi 13 mars 1976
à partir de 15 heures
à la LIBRAIRIE BIBLIOTHEQUE
14, rue du Maine, 75014 PARIS

Champions revus et corrigés

Sherlock Holmes, pas mort...

(Suite de la page 13.)

Autre heureux Sherlockien, John Gardner, un « Cambridge-man », à ne pas confondre avec son homonyme américain, auteur d'un « remake » d'un autre genre, le Beowulf médiéval (3).

Lui a retrouvé les Mémoires d'un des fidèles lieutenants de Moriarty. A les lire, pas de doute, Moriarty était bien tel que Sherlock le combattait, l'abominable maître de la pègre londonienne. Trois ans après Reichenbach, les deux hommes sont de retour.

Nous assistons à la reprise en main, par le grand criminel, de son réseau, véritable empire du crime, qu'il entend organiser à l'europpéenne. Nous découvrons de près le monde de l'East-End,

ses apaches, ses monte-en-l'air, ses Jules, ses prostituées, ses nerfs et ses recenseurs de tout poil. Bruit des frottes sur le pavé gras, mendicants déguisés se faufilant dans la brume des ruelles, mauvais garçons ripailleuses et jolies servantes empoisonneuses, voilà une superbe fresque des bas-fonds noyés de « fog » du Londres victorien.

Rien n'y manque, ni le vocabulaire coloré comme du thé fort, et bien rendu à la traduction, ni les multiples intrigues savamment entrecroisées, ni la grande figure centrale qui tire les ficelles, redoutable, ambiguë, ni l'air du temps : on y trouve jusqu'à un règlement de comptes très réaliste avec Jack l'Eventreur.

Non, rien n'y manque, sauf

peut-être Sherlock. Le point de vue adopté est celui de l'ennemi, bien sûr, mais pourquoi le détective est-il si lointain ? Si l'acrobate ? On ne fait que l'entrevoir, figé, fumant sa pipe, à travers la vitre du salon du 221 B Baker Street, immobile comme une caricature de lui-même...

Moins hilarant que le précédent, mais plus homogène, ce très bon récit a des allures de feuilleton à la Ponson du Tourail. Espérons qu'il aura une suite et que le mutisme de Mr. Holmes n'est, comme d'habitude chez lui, que le signe avant-coureur d'une de ses actions fulgurantes...

FRANÇOISE WAGENER.

(3) Grandet, de John Gardner. De-noël, 1974.

Muhammad Ali par lui-même

Le dinosaure missionnaire

★ LE PLUS GRAND, de Muhammad Ali et Richard Durham, traduit de l'américain par Maurice Rambaud et France-Marie Watkins, Gallimard, 504 pages, 42 F.

LE PLUS GRAND. C'est bien entendu le titre du livre qui nous arrive. Confession ? Oui, si le mot convient pour tant de sentiments exprimés, mélange de fureur et de tendresse, de révolte profonde et d'élan vers une fraternité recherchée, de militantisme et de naïveté, d'intimité et de vie publique. Le Plus Grand porte avec lui un goût de sueur et de sang, de richesse insolente et de misère profonde. C'est le souffle de l'arène. Mais l'arène ne se limite pas au ring. C'est la vie dans l'Amérique du blackjack, des machines à sous, du lot. Dans celle aussi des souvenirs qu'on laisse, les lynchages du Sud et qu'ont vécus les hommes du Ku Klux Klan, toujours présents, toujours féroces. Elle est, pour Muhammad Ali, la véritable arène, « celle où se livre le combat pour la liberté des Noirs d'Amérique ».

Il y est entré bien avant le refus d'incorporation pour le Vietnam du 28 avril 1967, qui fit tant de bruit avec la condamnation à cinq ans de prison qui le sanctionna. Le retrait de la licence de boxeur, la perte du titre de champion des lourds. C'est ce qu'il tient aujourd'hui à bien faire savoir, en racontant la naissance, la jeunesse à Louisville. En assumant qu'il fut, il est aujourd'hui le sentiment profond d'un « enfant des taudis » même si, matériellement, ce ne fut pas vrai.

Pourtant il a été le « bon Noir », le « bon nègre », lui aussi. En ce temps-là il paraissait inimaginable qu'un jour de 1968, à Mexico, deux médailles olympiques « américaines », Tommy Smith et Carlos Jones, lanceraient d'un podium le salut du « pouvoir noir ».

Muhammad Ali, qui rappelle l'événement, voudrait-il montrer qu'il fut en ces sortes d'engagements un précurseur ? Lui aussi fut champion olympique. C'était à Rome en 1960. Il avait dix-huit ans. Il ramena à Louisville sa médaille d'or. Il fut « le héros » d'honneur et d'acclamations par cette ville où, dit-il, rien ne compte à part le whisky et les chevaux de course. Il découvrait alors l'air dégouté de ses adversaires blancs, « quand ils se rendaient compte qu'ils devaient rendre hommage à un Noir ». En 1964, il appartenait donc à la nation de l'Islam d'El-Hajj Muhammad, le petit homme d'essence divine qui défie la race blanche. A cette date déjà il a jeté dans l'Ohio la médaille d'or de Rome. Mais il entend toujours être le « champion », « le champ », un champion selon son cœur.

Adieu à l'Oncle Tom

Cela signifie qu'il ne jouera plus jamais le jeu, qu'il ne sera plus jamais un de ces « oncles Tom » comme il en a tant vu. Il ne veut plus découvrir, du haut d'un ring, les promoteurs blancs et millionnaires qui ramassent 50 % de tous ses gains, clignant de l'œil vers leurs petites amies comme pour leur dire, à la façon de propriétaires et en le désignant, lui : « Voilà notre cheval ». Il ne veut plus entendre un prêtre remercier ces gens-là de « l'aide qu'ils apportent à son âme de Noir ».

Tout paraissait si bien aller jusque-là. A Rome, un Russe lui avait demandé comment les nègres étaient traités aux Etats-Unis. Lui, encore « oncle Tom », avait répondu dans la foulée de la guerre froide : « L'Amérique est le meilleur pays du monde, y compris le tien ». De ce mot, plus encore de l'exploitation qui en fut faite, il a fait depuis un souvenir épouvanté.

Il lui fallait se racheter de tout cela, comme du péché commis par faiblesse, ignorance, connivence, méfiance. Il le fait avec l'immodestie qui est la sienne, l'excès, la rudesse à l'occasion fabriquée. La charge de vraie rancœur n'en existe pas moins, doublée d'une espèce de haine de ce qu'il fut, de ce qu'il fit. On est proche du converti qui d'un coup prend son péché d'autrefois en horreur.

Un psychologue serait à son affaire avec pareil personnage. Le voilà promenant sa suffisance dans le minibus rouge, flambant neuf, qu'il vient d'acheter, déclarant des « poèmes » sur ses propres vertus, ses exploits futurs et, plus encore, les déclarations tous jours promises sur autres où il

voudra, quand il voudra, comme il voudra. C'est le même qui plus loin consentira sans trêcher ce qu'il sait lui aussi de la défaite, comme on s'y sent « nu et glacé ». Le même encore qui nous dit ses affrontements avec les Blancs du Sud, chaque fois qu'il voulut braver leur loi de ségrégation. Tâche de nuits sans merci, où l'on voit passer la haine, le besoin de s'assourir à mort dans des bruits de chaînes manées comme des lasses, par des poursuivants colériques nostalgiquement du casque de la Wehrmacht.

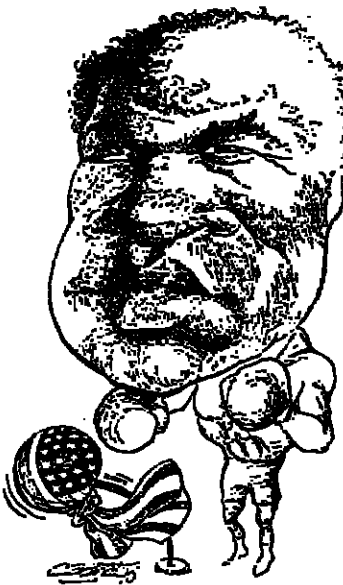
Il sait que d'autres Noirs, comme lui, ont accepté cette Amérique puritaine et féroce. Encore des « oncles Tom ». Parmi ceux-là Muhammad Ali range aussi bien Ray Sugar Robinson que Joe Louis, Kid Chocolate que Henry Armstrong ou Sonny Liston. Et, bien sûr, George Foreman et Joe Frazier, les deux derniers qui lui furent opposés pour le titre lorsque, après 1970, la Cour suprême ayant annulé la condamnation pour refus d'incorporation, il put combattre de nouveau. A eux, plus encore qu'aux anciens, il reproche de n'avoir pas su ou pas voulu éviter les pièges dont il a, pour sa part, maintenant l'obsession : étant esclave, accepter l'esclavage en célébrant le maître et à sa demande. Pourquoi Foreman, par exemple, agita-t-il à Mexico le drapeau américain ? Ne voyait-il pas qu'on lui faisait faire ce geste parce qu'il fallait que ce soit un Noir qui, de cette façon, riposte au salut de Smiths et de Jones.

« Qu'on lui ferme sa grande gueule »

L'autobiographie tournerait-elle à la thèse ? Elle en donne l'impression ici et là. Comme si Muhammad Ali voulait justifier ses fanfaronnades, ses provocations, ses insultes — en un mot ses excès — envers tous ceux, Noirs comme Blancs, qu'il eut à combattre, le voilà appliqué à montrer sinon à démontrer la signification de tant de démesure. Ce n'est pas à ces pugilistes qu'il en a, à ces nouveaux gladiateurs, « dinosaures » comme lui. C'est à tous ceux qui les soutiennent, pour que soit terrassé ce Muhammad Ali qui se dit « le plus grand », pour qu'une bonne fois pour toutes on « lui ferme sa grande gueule », qu'on le « démolisse un bon coup ».

Or, comme lui, Muhammad Ali, donne et se donne pour le peuple, participe aux luttes du peuple, s'intéresse aux progrès du peuple, comme il boxe et dans sa boxe pour les petits, qu'ils soient noirs ou non, pour les taulards, les cloches, pour les tubards, les prolos, comme il est pour eux « l'enfant prodige », sa défaite signifierait la défaite des cloches, des prolos, de tous ces pauvres gens « qui n'ont pas de travail et le loyer à payer ».

Ainsi raisonne et se justifie celui qui a voulu prouver que dans une profession connue avant tout par son côté brutal, sanguinaire, un homme peut être doué de noblesse et de dignité. Muhammad Ali sait soigner son image. On en éprouvera de l'aga-



★ Dessin de Jean-Pierre Cognat.

gement... Cette proclamation non déguisée d'être un missionnaire, le dinosaure missionnaire... Et puis des faits sont là, des cris qui n'ont pas été inventés. Le Blanc qui, au soir de la victoire de Ken Norton, en 1973, glapissait vers le vaincu, vers son nez en bouillie, sa mâchoire fêlée : « On t'a eu, mon salaud ! »

Alors, comment le mettre à sa vraie place ? Il glisse qu'il a eu pour interlocuteurs Jean-Paul Sartre, Bertrand Russell et, parmi les chefs d'Etat, Charles de Gaulle et Kadhafi. Ce n'est pas par vanité. Et il est capable d'humour. Cette façon par exemple de rappeler qu'à son premier entretien avec Russell, il lui a dit : « Vous n'êtes pas aussi idiot que vous en avez l'air ». Il ne savait pas à qui il parlait. La tendresse aussi est là avec l'enfance, avec maman surnommée « Bird » et papa qui peignait des crucifixions à arracher les larmes. Tendresse encore, de l'homme, pour Sonji, la première épouse, Belinda la seconde. Et puis la boxe, ses trucs retors, ce marché où tout se fait — à ce niveau du moins — à coups de millions de dollars. Les officiels panseurs, les contrats disputés, la jungle. Il la prend telle qu'elle est. On est loin des « gentlemen » du ring. Mais quel reportage, quel reportage aussi ce boxeur qui raconte comment se repaît dans les côtes le poing « chargé de T.N.T. » de Foreman, comment il y explose.

Champion selon son cœur, Muhammad Ali remercie dans son livre Herbert Muhammad dont il a fait son manager depuis 1967. C'est le frère, le conseiller, le jumeau. Il aura maintenant un autre remerciement à faire. Il le doit à Richard Durham, pour la magistrale utilisation de tant de confidences, de conversations, pour leur métamorphose en une biographie de grande race. Avec en prime la restitution de ce « monde des dinosaures destinés à se mettre en pièces sous les yeux de millions d'autres animaux installés devant leur télé pendant que les machines comptent l'argent ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York
sans escale.

Le premier 747 de la journée. Vol quotidien. Départ : 12 h. Arrivée : 13 h 55.

Boston
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 13 h 25. Arrivée : 15 h 15.

Washington
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 11 h 45. Arrivée : 14 h 40.

Los Angeles
San Francisco.

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ : 11 h 40. Arrivée Los Angeles : 16 h 05.
Arrivée San Francisco : 18 h 45.



TWA. N°1 sur l'Atlantique.

Le Monde
de l'éducation

LE NUMÉRO DE MARS EST PARU

5, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 08.
Prix de vente : le numéro 5 F.
Abonnement (11 numéros par an) : France 50 F.
Etranger voir tarif : 58 F.

LES LYCÉES : LA RÉSIGNATION

De Paris à Limoux, de Rennes à Mulhouse, c'est la même affirmation : « Ici on travaille ». Finit le « crise lycéenne » ? Apparemment oui. Pour les potaches d'aujourd'hui moi 68 est aussi loin que la bataille de la Marne. Mais ce calme apparent cache bien des insatisfactions. Pour beaucoup d'enseignants et d'élèves, le lycée est devenu un mal nécessaire devant lequel on se résigne, mais dont on ne saisit plus la raison d'être. Une enquête qui repose en grande partie sur les nombreux témoignages envoyés au « Monde de l'éducation » par des professeurs et des lycéens.

DANS LE MÊME NUMÉRO :

L'ORTHOGRAPHE :

Le dossier publié dans le numéro de janvier a provoqué des réactions nombreuses et contradictoires. Nos lecteurs ont la parole.

Suisse : les universités cantonales et la « bureaucratie fédérale ». — Sénégal : l'obligatoire en sixième. — La crise et l'enseignement du français à la Réunion. — La « publicité clandestine » d'E.D.F. pour les centrales nucléaires. — Artisanat : l'atelier des Trois soleils à Lyon. — Sport : les petits karatékas. — Illich fait école à I.B.M. France. — Les « missionnaires des villes nouvelles ». — Informations pratiques : les métiers des enchères. Comment changer d'école en cours d'année.

UNIVERSITÉS :

La réforme du deuxième cycle : ce qui va changer.

Docteur Pierre Solignac

LA NÉVROSE CHRÉTIENNE

collection **POLEMIQUE**

Un terrible constat

en vente chez votre libraire **Trévisé**

صلى الله عليه وسلم

RELIGION

Deux rencontres judéo-chrétiennes à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Des journées d'étude ont été organisées, du 25 au 27 février, à Jérusalem, des représentants du Conseil mondial des Eglises (essentiellement des protestants) et du Comité juif international pour le dialogue interreligieux. D'autre part, les membres du comité de liaison entre l'Eglise catholique et le judaïsme se sont réunis du 1^{er} au 3 mars dans la même ville. Entre les deux rencontres, un week-end œcuménique a eu lieu à Lavit, un kibboutz religieux proche du lac de Tibériade.

Les organisateurs de ces rencontres s'étaient efforcés d'affirmer que ceux qui s'attendaient à y trouver la réponse aux pressantes questions du dialogue interreligieux, du côté chrétien, ont fait preuve de la plus grande discrétion. Mais à force de vouloir démontrer qu'il n'y avait rien de commun avec Tripoli, les participants ont fini par se laisser

entraîner dans une sorte de polémique. C'est ainsi que les catholiques ont fait observer que chacun avait dû payer son voyage à Jérusalem, alors qu'à l'autre rencontre, les délégués, venus de Rome, avaient eu leurs frais de déplacement et de séjour couverts par le gouvernement libyen. Les juifs ont souligné, de leur côté, la discrétion du gouvernement israélien, qui n'a pris aucune part à l'organisation des rencontres ni aux débats, respectant le souci des participants de se tenir à l'écart de la politique.

Il est pourtant difficile d'entendre toute signification extra-religieuse à la présence, à Jérusalem, pour y rencontrer des juifs, d'éminentes personnalités de l'Eglise catholique nommées par le Saint-Siège au comité de liaison. On se souvient, en effet, des fameux paragraphes 20 et 21 de la résolution de Tripoli, qui proclamaient, entre autres, « le caractère arabe de Jérusalem ». La réunion du comité de liaison entre l'Eglise catholique et le judaïsme est la cinquième depuis sa fondation en 1972. Les précédentes avaient eu lieu à Paris, Marseille, Anvers et Rome. — A. Sc.

Mgr PAUL CHEVALER EST MORT

Mgr Paul Chevalier, ancien évêque du Mans, est décédé le 4 mars au Mans. Les obsèques auront lieu le 8 mars, à 15 heures, à la cathédrale du Mans.

Tout le 23 août 1958 à Marolles-les-Bains (Sarthe), Mgr Chevalier fit ses études de théologie au grand séminaire du Mans et de droit canonique à Rome. Ordonné prêtre le 18 juin 1962, il fut vicaire à La Pieche, professeur au grand séminaire du Mans de 1967 à 1973, secrétaire général de l'évêché, puis vicaire général. Le 21 août 1974, il devint auxiliaire du cardinal Grégoire, auquel il succéda le 4 mai 1975. Sa démission fut acceptée le 25 octobre 1975.

● RECTIFICATIF. — La présence d'une virgule malencontreuse a gravement déformé le sens de la phrase suivante, au cours de l'article d'Henri Fesquet sur Boquen du 3 mars, page 14. Il fallait lire : « Il n'est pas de vie de prière en commun », au lieu de : « Il n'est pas de vie, de prière en commun ».

● Les Archives internationales Claude-Bernard (d'après Claude Goudry, 12, clos de Clivry, Livry-sur-Seine, 77630 Vaux-le-Pénil) publient la *Véritable Histoire du procès de Galilée*, par Philippe Decourt, qui fournit des précisions intéressantes sur cette célèbre affaire (24 F).

● Mgr Cyprien Tournel, évêque de Montpellier, a mis un local à la disposition de la communauté musulmane de Montpellier qui cherchait un lieu de prière. Ce local sera exclusivement réservé au culte ; il est situé dans un ancien couvent de dominicains, à proximité du centre de la ville. — (Corresp.)

DÉFENSE

NOMINATIONS ET PROMOTIONS MILITAIRES

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 3 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE. — Est nommé membre, le général de division Bertaux.

● CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE L'AIR. — Est nommé membre, le général de corps aérien Fleury.

● TERRE. — Sont nommés : commandant la 71^e division militaire territoriale (Marseille), le général de division Pascal ; commandant la 21^e division militaire territoriale (Lille), le général de brigade Drouin ; commandant la 73^e division militaire territoriale (Bastia), le général de brigade Mazarguil. Est mis à la disposition du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Porret.

● AIR. — Est promu général de division aérienne, le général de brigade aérienne Perffertin. Sont promus généraux de brigade aérienne, au titre du congé du personnel navigant, les colonels Tardieu et Chanliou.

● ARMEMENT. — Sont promus ingénieurs généraux de deuxième classe, les ingénieurs en chef de l'armement Franceschi et Bourquard.

● Un des inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat pour entreprise de démolition de l'armée a été libéré mardi 3 mars. Il s'agit de M. Claude Baudouin, militant C.F.D.T. de Verdun, qui avait été arrêté le 5 décembre 1975. Transféré à Fleury-Mérogis, puis à la prison de la Santé, M. Claude Baudouin était l'avant-dernier inculpé encore incarcéré. Sur cinquante-trois inculpés, il ne reste plus qu'un civil détenu, M. Jacques Stombouli.

AÉRONAUTIQUE

Le nouvel état-major de la SNIAS a été constitué

Le général Jacques Mitterrand, président-directeur général de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), a désigné, mercredi 3 mars, les nouveaux membres de l'état-major de la société.

La nouvelle organisation de la direction générale de la SNIAS comprend, sous l'autorité directe du président, un directeur général délégué, M. Roger Chevalier, qui assiste le président dans toutes ses fonctions et le remplace en cas d'absence, et un directeur général adjoint, M. Yves Barbé, pour les affaires financières, commerciales, économiques et internationales. Un secrétaire général, M. Jean Robert, est chargé des questions de personnel, de formation, d'organisation, et des affaires juridiques et de contentieux.

Sont rattachés directement à M. Roger Chevalier, le directeur industriel, M. Jean Couvart, et le directeur de la prospective, M. Jean de Montmazel. Relèvent directement de M. Yves Barbé : le directeur central financier, M. Michel Rivard, le directeur des affaires internationales et de l'action commerciale, qui sera désigné ultérieurement, et des délégués généraux. Sont rattachés au secrétaire général : le directeur

des affaires sociales, M. André Escoulin, et le directeur de la formation et de l'organisation, M. Michel Meziane.

Le président de la SNIAS s'est aussi assuré la collaboration d'un inspecteur général, M. Jean Solson, d'un conseiller pour les filiales de la SNIAS, M. Serge Bisson, et d'un directeur des relations extérieures, le général Jean Calmel.

Des pouvoirs renforcés

A l'exception de M. Yves Barbé, inspecteur des finances, qui était sous-directeur à la direction des relations économiques extérieures au ministère des finances, l'essentiel des nominations intervenues concerne des responsables qui occupent déjà des postes à la SNIAS. On peut toutefois considérer que cette nouvelle organisation renforce le pouvoir du président et du directeur général délégué de la SNIAS.

D'autre part, une assemblée des actionnaires de la société a désigné comme administrateurs représentants des actionnaires MM. Alain Bisot (Crédit lyonnais) et Pierre Jovann, président d'honneur de Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

PRESSE

M. Krasucki : la modernisation de l'imprimerie ne peut se faire d'une manière « sauvage »

Plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles des femmes et de nombreux ouvriers du *Parisien libéré*, se sont rassemblées, mercredi après-midi 3 mars, aux abords des Invalides, à l'appel du comité inter-syndical, du Livre parisien C.G.T., malgré l'interdiction signifiée par la préfecture de police. Au même moment, une délégation, conduite par M. Lancy, secrétaire du comité inter-syndical, était reçue par M. Jean Rieux, conseiller technique du ministre du travail, à qui elle demandait d'organiser « une prise de contact sous son égide entre les représentants des travailleurs du *Parisien libéré* et M. Emilien Anzary, président du conseil d'administration du quotidien ».

A 16 h. 45, les manifestants — qui scandaient des slogans en présence d'importantes forces de l'ordre — quittaient les Invalides pour gagner, en cortège, l'imprimerie de la rue d'Enghien, où M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., évoquait, au cours d'un meeting, la reconstruction de l'imprimerie française : « La C.G.T. précise qu'elle n'est pas hostile à la modernisation de l'imprimerie, à condition que celle-ci ne se fasse pas d'une manière « sauvage ». Puis il a exhorté les ouvriers à la lutte, car « il n'y a

rien d'autre à faire que de tenir et d'imposer des négociations ». Mercredi matin, le comité du Livre parisien C.G.T. avait rencontré les représentants du Syndicat de la presse parisienne, afin de lui proposer l'établissement d'un accord-cadre régional. Une nouvelle réunion doit avoir lieu mardi prochain.

Ce protocole devrait redéfinir les problèmes de l'emploi, des mises à la retraite, ainsi que des annexes techniques en fonction de la modernisation des entreprises de presse. L'entretien a permis de faire le bilan de la situation actuelle et chaque partie a présenté ses premières propositions.

Le conflit du *Parisien libéré* a été évoqué au cours de la réunion par le Syndicat du Livre, mais les dirigeants de journaux ont réaffirmé qu'il n'était pas en leur pouvoir d'y apporter une solution.

● « Les relations entre la presse et les entreprises », tel sera le thème d'un colloque organisé les 16 et 17 mars par le C.P.J. (33, rue du Louvre), à Paris.

Participation aux frais : 250 F (comportant les deux repas de midi). Inscriptions avant le 13 mars.

Dans les 8 BHV, les Arts Ménagers ça se fête!
Voici comment: 9 mois de crédit gratuit sur tout le magasin.*
A partir de 500F seulement!
Une bonne occasion pour s'équiper, se décorer, entre le 1^{er} et le 20 Mars!



* à l'exception des Services. A souscrire aux conditions d'usage.

Dans les 8 BHV, nous avons décidé que les Arts Ménagers 1976 seraient la fête de votre maison, toute entière. Et de votre jardin. Et du sport. Et de tout ce que le BHV peut vous offrir.

Crédit gratuit 9 mois sur tout le magasin (services exceptés) et à partir de 500 F d'achats seulement. Ainsi vous pourrez à la fois penser à l'équipement de votre cuisine et de votre salle de bains, et réaliser dans les mêmes conditions un rêve de table de ferme, de tondeuse à gazon, de chaîne hi-fi, ou plus simplement de console ou de chambre d'enfants.

Une bonne raison pour ne pas manquer les Arts Ménagers 1976 des 8 BHV, avec leur choix énorme, leurs innovations, leurs bons conseils, et bien sûr, leur service après-vente!

2 exemples :
machine à laver le linge
Nogamat 4 kg 1665 F
avec le Crédit Gratuit
1^{er} versement comptant 333 F
et 9 mensualités de 148 F 1332 F
toujours 1665 F

Panoramique convertible
Sigma recouvrement velours
acrylique (exclusivité BHV)
couchage 140, matelas
polyester 4930 F
avec le Crédit Gratuit
1^{er} versement comptant 988 F
et 9 mensualités de 438 F 3942 F
toujours 4930 F

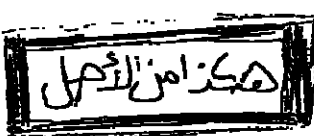
Jusqu'à épuisement des stocks.

Pour être sûr de bien choisir.



BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

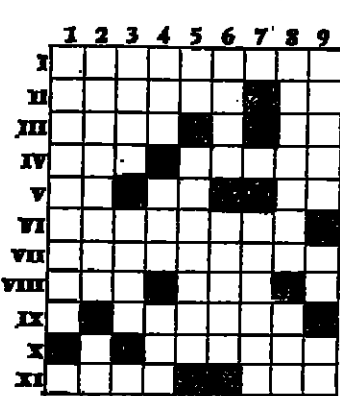
LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL



AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1397



HORIZONTALEMENT
I. Se met facilement au pas. — II. Saleté le moindre bouquet. — III. Pronom. — IV. Forme de devoir. Ses jours sont comptés. — V. Chef d'accusation. Participe. Chers certaines peuplades ont quelque chose de surprenant. — VI. Sans aucune valeur. — VII. S'élève, inviolable, vers les plus hautes altitudes. — VIII. Sur la rose des vents. Met en forme certains coureurs. — IX. Les meilleures ne sont pas les plus longues.

X. Frappe. — XI. Bon apôtre. Terme de jeu.

VERTICALEMENT
1. Hommes de peine. — 2. Moins fortes. Antique source de chaleur. — 3. Pronom. — 4. Même d'être examinées dans les moindres détails. — 5. Localité de France. Passé (épée). — 6. Article de consécration. — 7. Article. Mieux appréciées par des gens maladeux. — 8. Coule en France. Ont bon appétit. — 9. Modifiée. — 10. Est souvent absente alors qu'on la croit présente. Points cardinaux. — 11. Ébranlée. Avec eux, rien n'est impossible. Conjonction.

Solution du problème n° 1396

Horizontalement
I. Pellicule. — II. Avoine. Ad. — III. Ri. On. Eve. — IV. Laineuses. — V. En. Nettes. — VI. Béat. — VII. Rôle. La. — VIII. Us. Sema. IX. Prévision. — X. Ratés. Cl. — XI. El. Tentés.

Verticalement
1. Parleur. Pré. — 2. Evian. — 3. L6. Bist. — 4. Lignes. Vét. — 5. Innées. Sise. — 6. Ce. Uilles. — 7. Est. Amict. — 8. Lavées. Toie. — 9. Edesse. SN.

GUY BROUTY.

Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier chiffre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes ouvertes. Le deuxième chiffre indique l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

ALPES DU NORD
Alpe d'Huez : 80-100; Autrans : 30-100; Bellecombe-Crest-Voland : 30-100; Bourg-Saint-Maurice : 55-135; Chamonix : 10-120;

Chamrousse : 80-150; Chapelle-d'Abondance : 30-80; Châtel : 40-140; La Clusaz : 40-140; Combloux : 30-110; Les Contamines-Montjoie : 30-100; La Courmayeur : 30-130; Courchevel : 40-120; Les Deux-Alpes : 30-120; Flaine : 30-120; Méribel : 30-120; Les Menuires : 30-120; Morzine-Avoriaz : 30-120; Morzine-Grand-Bornand : 30-120; Plaz-sur-Arly : 50-90; Les Gets : 30-90; Les Houches : 20-80; Megève : 30-100; Les Mézanges-Val-Thorens : 30-115; Méribel : 25-120; Morzine-Avoriaz : 30-120; La Plagne : 30-100; Pralognan : 40-80; Saïnt-Gervais-le-Better : 30-110; Samoëns : 30-120; Thonon-les-Bains : 30-140; Tignes : 30-100; Val-Cenis : 15-100; Val-d'Isère : 65-100; Villard-de-Lans : 5-50.

ALPES DU SUD
Auron : 60-100; Isola 2000 : 120-140; Monigeville : 40-80; Orcières-Merlette : 10-20; Pra-Loup : 30-150; Le Saix : 25-150; Valberg : 60-80; Vars : 45-100.

PYRÉNÉES
Arles-Thermes : 20-120; Barèges : 30-150; Cauterets-Luz : 100-300; Font-Romeu : 35-15; Gourette-les-Eaux-Bonnes : 40-220; La Mongie : 100-200; Saint-Lary-Soulan : 50-140.

MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 30-50; Super-Besse : 5-70; Super-Lioran : 10-25.

JURA
Metabief : 25-70; Les Rousses : 45-130.

VOSGES
La Bresse : 30-60; Gérardmer : 10-40; * Horloge des neiges : 874-03-50.

ALLEMAGNE
Alpes bavaroises : — Bayrischer-Sudelfeld : 60; Berchtesgaden-Jenzer : 70; Garmisch-Partenkirchen : 240; Oberstdorf-Nebelhorn : 15-160; Forêt-Noire : — Feldberg : 90.

AUTRICHE
Salzburg : — Badgastein : 10-70; Seefeld : 20-100; Voralberg : — Gargellen : 80-100; Lech/Arberberg : 110-130; Zillertal : — Tyrol : — Fulpmes : 10-80; Ischgl : 30-100; Kitzbühel : 10-100; Obertauern : 85-125; St-Christoph-Ansbach : 30-175; St-Christoph-Ansbach : 220; Seefeld : 45-90; Sölden : 20-55.

SUISSE
Région du Léman : — Villars : 10-60; Valais : — Crana/Montana : 30-80; Verbier : 10-100; Zermatt : 30-70; Oberland bernois : — Gstaad/Saanenboden : 20-85; Wengen/Elschegg : 25-75; Grisons Engadine : — Arosa : 80-85; Davos : 60-130; St-Moritz : 30-70.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 4 mars 1976 :

UN DÉCRET
● Fixant les dispositions applicables aux surveillants d'externat et aux maîtres d'internat des établissements d'enseignement technique agricole et arrêté du 26 février 1976 fixant les modalités de rémunération de ces personnels.

UN ARRÊTÉ
● Portant création d'un comité interministériel et de comités départementaux pour la promotion de l'emploi.

Avis de concours

● Recrutement de médecins de P.M.I. — Des concours sur titres sont ouverts pour le recrutement de médecins — à temps plein — de protection maternelle et infantile à la préfecture de l'arn (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, 69-71, avenue du Maréchal-Foch, 69003 Lyon) ; à la préfecture du Gard (D.D.A.S., 6 bis, rue du Mail, 30000 Nîmes) ; à la préfecture de l'Aisne (D.D.A.S., à Laon).

Formation

● Un stage de formation à l'audiovisuel et d'initiation aux mass media sera organisé du 21 au 27 mars à Arlucques (Gironde) par la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente. Ce stage s'adresse plus particulièrement aux animateurs socio-culturels, aux responsables d'association de jeunesse, aux enseignants et aux formateurs.

* OROLEIS, 75, cours d'Alsace-Lorraine, 33075 Bordeaux.

P. I. T.

● Maiche (Doubs) à l'antenne. — Les abonnés au téléphone de la région parisienne peuvent appeler directement leurs correspondants de Maiche (Doubs) en composant le 16, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicatif 81, suivi des six chiffres du numéro demandé.

Séminaires

● Le Cercle d'études Félic-Gouin organise samedi 20 et dimanche 21 mars un séminaire national à l'abbaye de Royaumont sur le thème : « Quel avenir pour nos enfants ? ».

unic

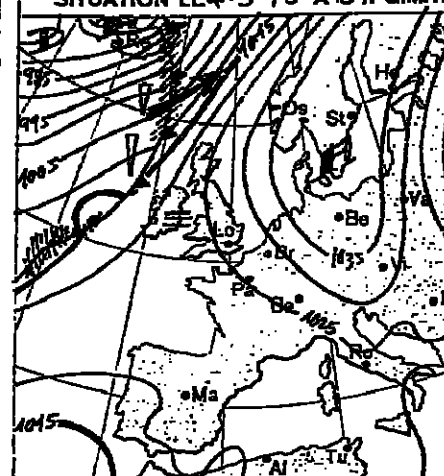
tables à dessiner
de bureau d'études
tient à votre disposition
les nouveaux
CALCULATEURS
scientifiques

HEWLETT-PACKARD

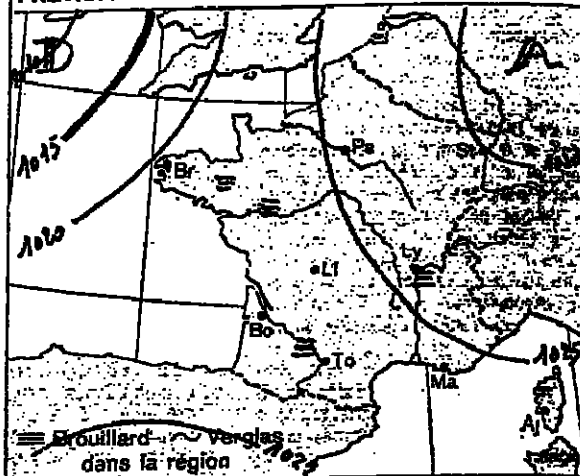
108, boul. Richard-Lenoir
Paris (11^e) - 805-63-80
164, av. Charles-de-Gaulle
92 Neuilly - 747-46-00

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4-3-76 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 5-3-76 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige ▼ aversees ☼ orages → Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 4 mars à 8 heures et le vendredi 5 mars à 8 heures :

Des masses d'air froid continueront à évoluer lentement en France, où la pression atmosphérique restera assez élevée. Vendredi 5 mars, le temps sera partout bien ensoleillé. On notera seulement, le matin, quelques nuages passagers près des côtes et des brumes, ou parfois des brouillards dans les régions de l'intérieur. Les vents seront faibles. La matinée sera fraîche, et les gels qui affecteront le Nord, le Nord-Est, la région parisienne, le Centre et l'Est seront généralement comprises entre 0°C et

— 2°C, mais elles pourront atteindre très localement — 4°C à — 6°C dans l'Est et le Nord-Est. L'après-midi, les températures maximales seront de l'ordre de 12°C à 14°C dans la moitié nord, de 15°C à 18°C dans la moitié sud.

Jeudi 4 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 025,5 millibars, soit 789,5 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 mars ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Alençon, 13 et 4 degrés ; Biarritz, 18 et 7 ; Bordeaux, 17 et 3 ; Brak, 11 et 6 ; Caen, 15 et 0 ; Cher-

bourg, 9 et 3 ; Clermont-Ferrand, 16 et 0 ; Dijon, 15 et 1 ; Grenoble, 15 et 1 ; Lille, 11 et — 1 ; Lyon, 12 et — 2 ; Marseille, 16 et 4 ; Nancy, 13 et — 3 ; Nantes, 17 et 4 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 14 et — 1 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 6 ; Rennes, 15 et 2 ; Strasbourg, 11 et — 1 ; Tours, 13 et 1 ; Toulouse, 17 et 3 ; Poitiers-Pitre, 22 et 22. Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 10 et 0 degré ; Athènes, 17 et 11 ; Bonn, 11 et — 1 ; Bruxelles, 11 et 1 ; Les Canaries, 28 et 11 ; Copenhague, 8 et — 1 ; Gênes, 11 et — 3 ; Lisbonne, 17 et 11 ; Londres, 10 et 1 ; Madrid, 16 et 1 ; Moscou, 9 et — 2 ; New-York, 3 et 1 ; Palma-de-Majorque, 18 et 8 ; Rome, 15 et 5 ; Stockholm, 2 et — 1.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75437 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4287 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
50 F 160 F 320 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 539 F

ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 215 F 397 F 498 F

IL - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 448 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande

Changements d'adresse dé-
finis ou provisoires (deux
semaines au plus), nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75437 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4287 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
50 F 160 F 320 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 539 F

ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 215 F 397 F 498 F

IL - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 448 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande

Changements d'adresse dé-
finis ou provisoires (deux
semaines au plus), nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Halles
75437 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4287 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
50 F 160 F 320 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 539 F

ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 215 F 397 F 498 F

IL - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 448 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande

Changements d'adresse dé-
finis ou provisoires (deux
semaines au plus), nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS			
TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPES	SOMMES A PAYER
1	1 0 381	tous groupes	50	6	8 826	groupe 4	5 050
	80 711	autres groupes	5 050		80 716	autres groupes	5 050
	96 251	autres groupes	100 050		69 258	autres groupes	100 050
2	452	tous groupes	200	7	0 597	groupe 4	5 000
	2 262	autres groupes	5 000		80 717	autres groupes	5 000
	80 712	autres groupes	5 000		36 257	autres groupes	100 000
3	23	tous groupes	100	8	94 597	groupe 4	100 000
	123	autres groupes	300		58	autres groupes	100
	6 303	autres groupes	5 000		58	autres groupes	100
4	9 683	autres groupes	5 000	9	458	tous groupes	200
	80 713	autres groupes	5 000		928	tous groupes	500
	34	tous groupes	100		4 758	groupe 5	5 000
5	94	tous groupes	100	0	80 718	tous groupes	5 000
	874	tous groupes	200		4 619	groupe 5	5 000
	3 974	groupe 1	5 000		9 939	autres groupes	5 000
6	5 144	autres groupes	5 000	76	80 719	autres groupes	5 000
	5 914	autres groupes	5 000		360	tous groupes	200
	7 834	autres groupes	5 100		580	tous groupes	200
7	8 014	autres groupes	5 000		720	tous groupes	200
	9 324	autres groupes	5 000		0 720	groupe 4	5 200
	80 714	autres groupes	5 000		0 810	autres groupes	5 000
8	765	tous groupes	500		0 850	autres groupes	5 000
	1 455	autres groupes	5 000		5 810	autres groupes	5 000
	2 625	autres groupes	5 000		7 790	autres groupes	5 000
9	7 615	autres groupes	10 000		80 710	autres groupes	5 000
	80 715	autres groupes	1 000		0 730	autres groupes	1 000
		autres groupes	15 000		76 920	autres groupes	100 000
10	6	tous groupes	50			autres groupes	10 000
	0 795	autres groupes	5 050				
	4 825	autres groupes	5 050				
11	7 725	autres groupes	5 050				
		autres groupes	550				
		autres groupes	550				

L'Avant-Seine,
un immeuble terminé,
c'est rentable immédiatement.

L'Avant-Seine, des studios et 2 pièces luxueux avec des cuisines équipées d'appareils de grande marque et de vraies salles de bains...

L'Avant-Seine, nous vous assurons une rentabilité locative de 6 % brut pendant 5 ans, garantie par acte notarié. (Uniquement pour les studios et 2 pièces.)

L'Avant-Seine... un investissement sécurisant

Bureau d'Accueil et appartements modèles sur place, ouverts tous les jours de 11 h à 20 h. 4-8, rue Robert de Flers - 75015 PARIS. **Tél.: 577.68.21**

J'aimerais recevoir des précisions concernant la "Garantie Locative" sur les studios et les 2-pièces de l'Avant-Seine.

☐ par retour de courrier

☐ en me contactant au (n° tél.) :

M.

Adresse

Retourner ce bon à : SOFAP - Service Commercial
64, rue de Lisbonne - 75008 Paris.

50 CHAINES HI-FI COMPACTES
Choisissez la vôtre... à un prix super compact

B et O
SONY
BRAUN

PIONEER
SABA
TOSHIBA

Bloc 2 x 20 W avec radio stéréo et tourne-disques

ILLEL COMPACT CENTER
143, avenue Félix-Faure - 75015 PARIS - Tél.: 532.90.86

صكنا من الامل

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

CRÉATION A STRASBOURG

« DIMANCHE », de Michel Deutsch

Dans une petite ville, un bourgeois campagnard, des jeunes filles se préparent fiévreusement à un concours de majorettes. C'est la trame de *Dimanche*, la pièce de Michel Deutsch mise en scène par Dominique Müller au Théâtre national de Strasbourg (après avoir été créée au Théâtre ouvert). A partir de là, jaillissent par à-coups de brèves séquences pendant lesquelles des personnages, un peu tristes, se laissent surprendre dans leurs conversations étouffées, dans les gestes quotidiens accomplis machinalement : le père (Bernard Freyd), retraité, timide, obsédé par la qualité, la mère (Denise Bonal) coud le costume de fête, la fille, Ginette (Laurence Mayron), se donne toute entière à son entraînement. Gagner le concours représente une occasion, la seule, de s'en sortir, d'échapper à la grisaille qu'elle se voit comme un jeune Noir peut rêver de devenir jazzman, comme un jeune Espagnol de devenir torero. C'est le mirage de la célébrité.

Pour les majorettes Michèle Fouchier, Maryvonne Jalliot, Sylvette Didi, Natalie Fevrier, Benedicte Gerhardt, l'exercice physique est une sorte de pari, d'interrogation inconsciente du corps, une manière de le sentir existant, de le connaître, de le faire obéir, servir à quelque chose. Le plaisir, elles en parlent sans le nommer, elles le cherchent sans savoir, elles le dévient vers des pensées toutes fautes, raisonnables ou romanesques, vers des faux-semblants trop ancrés dans les habitudes pour qu'elles songent à les laisser. Pourtant, l'obstination obsessionnelle de Ginette l'écartera des habitudes, dérange. Une fois de plus, les vraies questions sont évitées.

On se choque de voir les filles se réunir, vivre quelque chose ensemble, hors des familles, hors du groupe. Le garçon qui voudrait aimer Ginette (Alain Maratrat), qui cherche le chemin de la « normale » (amour, travail), meurt de ne pas le trouver. Il se suicide. Le drame — les drames — se passe, derrière les phrases tranquilles, entre les tableaux qui s'éclatent comme des projections disconti-

nues, sans le moindre fondus-encadré, des diapositives en couleurs. Des couleurs de photographies, acides, trop vives, qui éclatent sur le splendide décor de Jean-Paul Chambres : un mur et un plancher de carreaux blancs, lisses, lustrés. Cette blancheur froide dont rien n'entame la pureté révèle la violence des interrogations maladroites et angustieuses des corps, la fait exploser, comme par accident. L'éclat du mur ou apparaît un ciel vert nuageux. Sur le plancher serpente un sentier d'herbe tacheté de rouille. C'est la sombre langue de la campagne alsacienne.

Afin de provoquer l'écoute attentive de tous les instants, les comédiens parlent sur un son neutre. Le texte de Michel Deutsch, lucide et poignant, pose la charpente d'un monde à la fois concret et impalpable, saisi dans ses espousins balafres, dans ses contradictions navrantes. Il porte un regard ouvert sur le courant des comportements et leur source, sur le quotidien et ses rythmologies. Fournissant, et d'une manière plus radicale encore, la ligne de *Germinal* (spectacle auquel il a participé en tant que dramaturge), Dominique Müller organise une série de gestes minutieusement exacts, en décalage de temps avec les dialogues, l'intervalle appelant la réflexion critique des spectateurs. Seulement, le parti pris de dramatisation extrême, par instant, casse l'écoute.

Les comédiens, très jeunes, à l'exception de Bernard Freyd et de Denise Bonal, ne peuvent pas compenser par le poids de leur présence. Dans ces cas-là, la vision critique du discours est restée une très belle photo nostalgique. Les différents plans se fondent en une jolie couleur livide. C'est la fragilité de ce type de théâtre, la pièce qui menace et dans lequel il est indispensable de ne tomber à aucun moment. Un type de théâtre exigeant pour ceux qui le font.

COLETTE GODARD.

* T.N.S. Strasbourg. Jusqu'au 26 mars.

« Rosencrantz et Guildenstern sont morts »

Dans Shakespeare, Rosencrantz et Guildenstern sont deux personnages de la cour de Danemark dont on ne sait pas trop s'ils tiennent Hamlet en amitié ou si le roi et la reine les ont placés près de lui afin de surveiller ses secrets.

Le jeune écrivain anglais Tom Stoppard s'est laissé tenter par ces deux quidams biscaïers, comploteurs et naïfs, sans doute télagués, mais se croyant les coudées franches, qui, lorsqu'on voit Hamlet, nous laissent un peu sur notre faim, car ils ne font que passer avant de se laisser occire comme des enfants.

Et il est vrai qu'il y a comme cela, dans les pièces célèbres, des seconds ou petits rôles qui rentrent dans la mémoire, et à qui l'on voudrait bien donner un autre rendez-vous, pour les mieux connaître. Par exemple, cette énigmatique Arrière du Misanthrope, qu'il est bien regrettable que Marivaux ou Molière n'aient pas prise par la main, une fin d'après-midi, lorsqu'elle quitte Alceste sur un nouveau froid.

Et Tom Stoppard, justement, semble penser que Rosencrantz et Guildenstern reprochent à Shakespeare de les avoir négligés. Ils estiment qu'ils valaient mieux que cela. Que Shakespeare, même, s'est trompé, qu'ils ne sont pas des chaparons naïfs, des hommes de main inaccomplis. Qu'ils ont plus d'effort, qu'ils connaissent l'inquiétude, qu'ils talent du pied pas mal de goul-

différencié. Et comme l'œuvre de Stoppard est une œuvre de pré-tension (mais avec intelligence), c'est plein d'intérêt.

Pour présenter *Rosencrantz et Guildenstern* au Théâtre de la Plaine, François Truffaut a repris la bonne traduction de Lizabeth Schandman et Eric Deleorme (Éditions du Seuil) que Claude Régy avait déjà établie pour mettre en scène la pièce en 1967. Mais Truffaut propose une adaptation très différente, puis-que la troupe de vingt-trois acteurs archaïques, Claude Régy s'est mis à l'œuvre aujourd'hui à trois comédiens.

L'action y gagne en poésie, elle devient plus intérieure, plus imaginaire, car, à force de reprendre les répliques de volée et de courir sur le terrain, Rosencrantz et Guildenstern sont comme deux joueurs qui accumulent des justes-ques-là, le ballon prend corps, et cette fabrication mythique de l'enjeu de l'action donne beaucoup plus de relief à la poursuite d'une identité qui pousse peu à peu nos deux seconds rôles au désespoir.

Deux excellents acteurs, Jean-Luc Moreau, d'une sincérité jeune et aux facettes multiples, et Pierre Arditi, d'un dessin plus buriné, aux reliefs plus noirs, interprètent Rosencrantz et Guildenstern, et d'autres héros de Shakespeare. Dans le rôle d'un acteur élisabéthain, Jacques Ardouin ne leur cède pas en précision d'effacement, quoique la part que lui concède l'auteur soit sensiblement plus calme.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de la Plaine, 20 h. 30.

MARSHALL - ELYSÉES-LINCOLN - QUINTELLA - PANTHÉON - REX - NO OPERA - GUY PATHE - CAMBODIEN - GARNIER RIVE GAUCHE - GARNIER SUR - LES MATHS - VICTOR HUGO - VILLY 2 - MULTISCREEN PATHE CHAMBERY - SAINT-PIERRE - PARY 2 - BELLE ÉPINE TRAM - ÉPICENTRE ÉPUI - PARDONNABLE - ARGENTÈRE - UGO POISSY

les « complices » de Frankenstein Junior

GENE WILDER MADLEINE KAHN MARTY FELDMAN

LE FRÈRE LE PLUS FURIEUX DE SHERLOCK HOLMES

DOM DeLUISE LEO McKERN

Cinéma

« La Meilleure Façon de marcher »

Nous gardons tous, dans un coin de la mémoire, le souvenir d'une humiliation. Une gifle, une réprimande, la moquerie d'un camarade s'entremêlent à un moment de notre enfance. Plus tard, ce fut peut-être la mépris d'un être aimé, ou bien encore un acte de violence, d'injustice, contre lequel il n'était pas possible de protester. L'humiliation s'accompagne toujours d'un autre sentiment de faiblesse. Faiblesse physique, morale ou sociale, qui pousse la victime à la « contrainte » à accepter les injures de son bourreau. Le seul remède contre l'humiliation est la révolte. Mais comment révolte-t-on ? On se sent soi-même coupable ?

C'est autour de ces idées que tourne le film de Claude Miller. Un film épuré, intelligent, indolument cruel. Il met deux hommes en présence, deux monstres de colonie s'avançant. Le premier est un costaud, un loup en pelisse, d'une santé, insolentement bien dans sa peau. Le second est un tendre, un rêveur, un « intellectuel », un torturé. Les enfants confiés à Marc jouent au football, se frottent des poignets, chantent une chanson de route (*La Meilleure Façon de marcher*), et se questionnent de « cracher sur les lapins ». C'est, au contraire, le goût de la lecture, du théâtre, que Philippe s'efforce d'inculquer aux gosses qui dépendent de lui. Dans le secret de sa chambre, Marc lit des revues égarées. Philippe, lui, s'habille en femme.

Qui, en femme. C'est là son secret et sa honte. Homosexuel ? Le sait-il lui-même ? Il a une fiancée qui l'attend à Paris et qu'il aime (un peu trop chaste peut-être). Qui qu'il en soit, Marc surprend un soir Philippe devant sa glace, fardé, pomponné, vêtu d'une robe rouge. Et le drame commence.

Un drame sourd, feinté, dont Claude Miller décrit remarquablement l'évolution. Marc n'est pas foncièrement méchant. Mais il est bon, sûr de sa supériorité, incapable de comprendre — et d'admettre — qu'on puisse être différent de lui. Finalement, en quelque sorte, cette « différence » a été découverte chez Philippe, il va le faire payer cher à son copain, jouant avec le malheureux comme le chat avec la souris, procédant par coups de patte

d'abord sournois, puis de plus en plus féroces. La réaction de Philippe ? Humble, résignée, maladroite. La réaction d'un garçon vulnérable, forcément culpabilisé, qui appelle sa fiancée à son secours mais dont le désespoir s'aggrave quand il se croit impuissant dans ses bras. Finalement, supportant tout de lui et même l'insupportable (la scène du vomissement, particulièrement atroce), Philippe n'est plus qu'une loque, une chiffure, un pauvre être traqué, jusqu'au jour où, brusquement, il accepte de rendre publique sa « différence ». Mais comment ? Dans une scène de femmes et un bel costume. Provocation qui le sauvera et le « guérira », puisqu'on le retrouve, quelques années plus tard, mortifié et apparemment libéré de ses problèmes.

Le retournement de l'évolution est ce qu'il y a de moins satisfaisant dans le film. Peut-être parce qu'il est trop abrupt. Si l'on admet, en effet, le défi de Philippe (quand on les pousse à bout, les faibles ont de ces audaces), on s'explique assez mal l'ambiguïté du comportement de Marc. Et, malgré son ironie amusante, la « remise en ordre » de la scène finale n'est guère convaincante.

Résultat mineure et qui ne saurait faire oublier la qualité de ce qui précède. Vivacité du récit, justesse de l'analyse psychologique, l'atmosphère de la « colonie », évoquée par touches toutes incisives, de la droiture, de l'émotion. On ne connaît pas Claude Miller, on le découvre avec joie. La scène au cours de laquelle Philippe vient solliciter la « neutralité » bienveillante de Marc est menée de main de maître. Et tout est dit sur la vulgarité, la sottise, l'ignominie masculine.

Où, un bon film, intéressant, personnel, lui aussi « différent » des autres. Magnifiquement servi, de surcroît, par Patrick Dewaere, tué de bonne conscience imbécile, et par Patrick Bouchitey, dont le regard reste celui d'un enfant qu'étonne la méchanceté des grandes personnes.

JEAN DE BARONCELLI.

* U.G.C. Biarritz, Bantastulle, Dragon, Gaumont-Sud, Bientvenue-Montparnasse, R.O.Y.A. - Rensmann, Saut-Lesauvage, Pader, Cambodge, les trois Nations.

Culture

La disparition de Paul Guinard

Avec Paul Guinard, mort la semaine dernière à Madrid (le Monde daté 28 février), disparaît un des plus éminents historiens d'art et de la plus haute qualité (et de la plus haute personnalité) de la culture hispanique. Normalement, agrégé de l'Université, Paul Guinard fut très vite attiré par l'Espagne où il fit toute sa carrière comme conseiller culturel et directeur de l'Institut français, respecté de tous et ayant su établir le contact à un moment particulièrement difficile des relations franco-espagnoles : qui à Madrid ne connaissait et n'aimait Don Pablo ?

La lourdeur de ses tâches administratives ne l'empêcha pas de poursuivre un travail de recherches qui aboutit à deux ouvrages scientifiques de la plus haute qualité (et de la plus haute personnalité) de la culture hispanique. *La vie monastique en Espagne, sa thèse principale*, publiée en 1960, est une œuvre d'érudition et d'indispensable référence. *Don Pablo et Blanchard* peintres de l'Espagne romantique, sa thèse complémentaire, ouvrage étonnamment vivant, ce qui d'ailleurs ne s'explique pas, car Paul Guinard n'avait pas tout à fait trente ans quand il écrivait ce livre, surtout complémentaire, où il s'agit de la vie monastique en Espagne, sa thèse principale, publiée en 1960, est une œuvre d'érudition et d'indispensable référence. *Don Pablo et Blanchard* peintres de l'Espagne romantique, sa thèse complémentaire, ouvrage étonnamment vivant, ce qui d'ailleurs ne s'explique pas, car Paul Guinard n'avait pas tout à fait trente ans quand il écrivait ce livre, surtout complémentaire, où il s'agit de la vie monastique en Espagne, sa thèse principale, publiée en 1960, est une œuvre d'érudition et d'indispensable référence.

IANNIS KENAKIS RENONCE AU FESTIVAL DE CHIRAZ

Le compositeur Iannis Xenakis a décidé de ne pas participer au dixième Festival de Chiraz-Persepolis auquel il était invité. Il donne les raisons de son refus dans une lettre au directeur général du Festival : « Vous connaissez l'attachement que j'ai pour l'Iran, son histoire et ses peuples. Vous savez la joie que j'ai eue à réaliser des projets dans votre Festival ouvert à tout le monde (...). Mais, devant l'inhumaine et inutile répression policière que le Shah et son gouvernement infligent à la jeunesse iranienne, il m'est impossible de prêter une caution morale, aussi fragile soit-elle (...). »

Xenakis avait prévu de créer cette année une sorte de « Polytope vivant » au-dessus de Chiraz. Il était l'une des gloires du Festival iranien, où il avait fait chanter *Nuits*, en imposant la lecture de la dédicace à toutes les victimes de la tyrannie politique (1968) et *Persepolis* (1971), un fantastique spectacle audiovisuel qui avait embrasé toute la montagne dominant la capitale de Darius.

Attaqué par Rezvani (le Monde du 24 novembre 1971) pour sa participation à ce Festival, il s'était clairement démarqué de toute utilisation politique de son œuvre (le Monde du 14 décembre 1971) : « La pire des injustices est de torturer et de tuer secrètement ou ouvertement des hommes et des femmes, j'espère qu'ils ne seront pas oubliés. C'est pourquoi je me suis toujours associé, et je continuerai, aux protestations et aux actions contre les tyrannies et les tyrans, j'espère qu'ils ne seront pas oubliés, d'Etat, des présidents, des chahs, des rois. » — J. I.

En bref

Culture

Un théâtre pour les immigrés

Ce que n'est pas « le Printemps des peuples présents » : « Du théâtre des nations, du folklore ; de l'agitation ; du tourisme à Paris. » Ce que c'est : « La possibilité, pour les immigrés qui, vivant à Paris, mélangent leur culture à la nôtre, de présenter leurs créations aux Français. » C'est ainsi que Silvia Monfort définit les manifestations qu'elle organise dans son centre d'animation culturelle (le Nouveau Carré) d'avril à juin.

Le « Printemps des peuples présents » commencera avec le Théâtre noir de Benjamin-Jules Rosetta, qui présentera des textes d'Alain Césaire et de Hamidou Kane. Puis viendra une semaine maghrébine, animée par le Groupe d'action théâtrale arabe et le Théâtre populaire maghrébin. Les grands ballets d'Afrique noire leur succéderont. Pour ces groupes, il s'agit, en général, de retrouver les sources de leur culture, en tenant compte cependant, de son évolution.

Tous les soirs, à 20 heures, il y aura de la musique salle Papin. Africains et Arabes s'y rencontreront, mais aussi, entre autres, le chanteur espagnol Pedro Alado et le chanteur portugais José Afonso.

Enfin, des débats seront organisés le mercredi, pour « rendre explicite ce contact dans lequel s'inscrivent les créations ». C. D.

Théâtre

« Biedermann et les incendiaires »

La ville tremble. Des pyromanes mettent le feu chez les gens. Ces pyromanes sont un symbole : ils représentent les méchants, qui font du mal. Les ennemis de la société. M. Biedermann, fabricant de cosmétiques, est méchant lui aussi : il licencie des employés. Arrivent chez lui deux quidams pebulaires qui s'installent au grenier, où ils entassent bidons d'essence, étoupe, mèches, etc. M. Biedermann accepterait que toutes les maisons brûlent, sauf la sienne. Il est un symbole, lui aussi, de la bourgeoisie qui ne veut pas que le monde change. Biedermann et les incendiaires, pièce de Max Frisch, démontre par son application. C'est tout sauf léger.

Quarante secondes après le lever du rideau, les spectateurs au grand complet, même les plus endormis, savent exactement tout ce qui va se passer. Or Max Frisch se conduit comme si tout le monde l'ignorait. Il fait même du gros suspense, en prime.

Le décor et les costumes de Radu et Miruna Bruzescu sont chichiteux. La mise en scène de Serge Rayat a des semelles de scaphandrier.

Les comédiens combient la scène avec des tonnes de grimaces. Raymond Gérôme et Pierre Tornade, les deux incendiaires, ne s'embêtent pas. On les envie. — M. C.

* Théâtre de la Ville, 20 h. 30.

Variétés

Dick Annegarn

Qu'est-ce qu'il raconte ? Mais qu'est-ce qu'il raconte ? On rait, au début. On a dit : Dick Annegarn, très amusant, original, très bien. Avec ses pieds l'un sur l'autre, comme s'il attendait de prendre son tour au flipper, sans impatience, sa manière de parler, assise sur son lit, avachi sur sa guitare, on pensait qu'il n'était qu'un doux drôle.

Mais on prend vite peur et panique. Cela n'a l'air de rien, ces histoires débiles (« Je m'appelle Albert le marte maudit, je m'appelle Albert, pomme pourrie »), mais attention, on se retrouve à « Perito » sur scène le temps d'avoir pris « al diro » pour Bruxelles.

Si l'on n'a jamais passé toute une heure à écouter quelqu'un psalmodier (avec le sens du rythme et de l'image) — qu'est-ce que je peux faire, je ne sais pas quoi faire —, on ne peut pas comprendre.

C. D.

* Théâtre de la Ville. Jusqu'au 6 mars, 19 h. 30.

Petites nouvelles

■ Projections de films, pièces de théâtre et musique accompagnant pendant quatre jours les Rencontres internationales d'alternative à la psychiatrie, qui se tiennent du 4 au 7 mars à la Bourse du commerce des Halles à Paris. Le 4 mars, à 20 h. 30, le Théâtre du Regard joue « Souvenirs d'en face ou les Rédempteurs de têtes », à l'Ecole nationale supérieure, 45, rue d'Ulm. Le 5 mars, à 14 heures, le Centre national de la cinématographie, 115, rue de Valenciennes, organise la 5^e édition des « Rencontres de la culture d'Europe », avec Ricardo Sinigaglia, néo à la Bourse du commerce. Des petites fêtes (avec Ricardo Sinigaglia) néo à la Bourse du commerce. Des petites fêtes (avec Ricardo Sinigaglia) néo à la Bourse du commerce. Des petites fêtes (avec Ricardo Sinigaglia) néo à la Bourse du commerce.

■ Une Semaine du cinéma bulgare à Paris. Du 4 au 7 mars, le Centre national de la cinématographie, 115, rue de Valenciennes, organise la 5^e édition des « Rencontres de la culture d'Europe », avec Ricardo Sinigaglia, néo à la Bourse du commerce. Des petites fêtes (avec Ricardo Sinigaglia) néo à la Bourse du commerce. Des petites fêtes (avec Ricardo Sinigaglia) néo à la Bourse du commerce. Des petites fêtes (avec Ricardo Sinigaglia) néo à la Bourse du commerce.

A L'OLYMPIC

DEUX FILMS DE GUY DEBORD

LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE

(long-métrage, 1973)

suivi de

REFUTATION DE TOUS LES JUGEMENTS, TANT ÉLOGIEUX QU'HOSTILES, QUI ONT ÉTÉ JUSQU'ICI PORTÉS SUR LE FILM « LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE »

(court-métrage, 1975)

FRANCE ELYSÉES (v.o.) - QUINTELLA (v.o.)

MADELINE (v.f.) - MONTMARNASSE PATHE (v.f.)

THÉÂTRE DE PARIS 100^e
Des souris et des hommes
«...Carre, fraternel et bien dans la manière de Steinbeck.»
Fiane MARCABRU «France Soir»
«Robert Hossein a gagné.»
François CHALAIS «Europe 1»
«La soirée est une des meilleures qui puissent se voir.»
Paul CHAMBRILLON «Valeurs actuelles»
«La mise en scène de Robert Hossein est serrée, précise et il tire le meilleur parti de lui-même et de ses camarades.»
François NOURISSIER «Le Figaro»
«C'est beau comme la vie, ça!»
Henry RABINE «La Croix»
«Interprétation et mise en scène, droiture et force exemplaires. Recommandé à partir de 14 ans.»
«L'air de la vie»
«Dépêchez-vous : c'est rare, la perfection au théâtre.»
Philippe TESSON «Le Canard enchaîné»
«Une cure d'oxygène.»
Michel CURNOT «Le Monde»
«De l'émotion, du suspense, du rire, des larmes.»
Dominique JAMET «L'Aurore»
«Admirable Claude Brosset.»
«Midi»
«...Pièce pleine de fulgurantes beautés que le metteur en scène a su mettre en valeur.»
Hubert CLAISSE «L'Union»
«Hossein, Candice Patou, Moncorbier, Jimmy Davis, Roger Souza, René Havard, Mario David, Daniel Milgram et Guy Di Rigo, tous les acteurs sont splendides. Performance extraordinaire de Claude Brosset.»
Thomas Quinn CURTISS «International Herald Tribune»
DIMANCHE 2 REPRESENTATIONS, 15 h, 18 h 30

COMEDIE DES CHAMPS ELYSEES
BERNARD BLIER
A VOS SOUHAITS
Comédie de Pierre CHESNOT
avec
MAURICE TEYNAC
et
MADELEINE BARBULÉE
«Je le dis donc sans complications : on rit et l'on va rire longtemps à la Comédie des Champs Elysées.»
François Nourissier - LE FIGARO
«Vous serez sans doute nombreux à voir la pièce et vous n'aurez pas tort. On rit, on rit beaucoup, on rit énormément.»
Dominique Jamet - L'AURORÉ
«Comédie-farce de Pierre Chesnot, qui va faire des ravages à la Comédie des Champs Elysées. Bliez triomphe de tout et nous met dans sa poche.»
Pierre Marcabru - LE JOURNAL DU DIMANCHE
«L'or du succès d'ores et déjà assuré.»
Jean Vigneron - LA CROIX
LOCATION: TEL. 256 0215 ET AGENCES

MAISON DES ARTS
et de la Culture **ANDRÉ MALRAUX**
place de l'Hôtel-de-Ville - CRETEIL
TEL : 889-94-50
Métro : ligne n° 8 - CRETEIL PREFECTURE
CAROLYN CARLSON
et le
Groupe de Recherche Théâtrale de l'OPÉRA DE PARIS
présente deux programmes de Ballets
MARDI 2, MERCREDI 3 A 20 H. 30
X LAND
VENDREDI 5 A 20 H. 30 — SAMEDI 6 A 21 H.
SPAR - DENSITE 21,5 - THETA
MARCHE ÉGYPTIENNE
Location - renseignements :
MAISON DES ARTS ET TOUTES AGENCES PARISIENNES
Place de 7 à 35 F.

CONNAISSANCE DU MONDE
PLEYEL - Sam. 13 mars, 17 h. 30, Dim. 14, 15 h. 30, Mardi 16, 18 h. 30 et 21 h.
MER ROUGE SAUVAGE et FASCINANTE
scène et film en couleur de **Jean FOUCHER-CRETEAU**
cinéma d'Alaska - l'histoire du combat - La route des épiques - Pétra Prodigious carnaval exotique sous-marin - Avec les pêcheurs de requins Le fabuleux ballet des « diables des mers »
PLEYEL - Sam. 6 mars, 17 h. 30, Dim. 7, 14 h. 30, Mardi 9, 18 h. 30 et 21 h.
CHEZ LES INDIENS d'AMÉRIQUE du NORD
Un grand voyage de **Jean RASPAIL**
Dans la nature grandiose des Etats-Unis, 1.200.000 Peaux-Rouges entre la civilisation des plantes et l'indianisme.
LE MARAIS L'OLIVIER (qui sont les Palestiniens)
A. ANKA - G. CHAPOUILLE - O. DURBOUX - S. LEPERON - J. NARBONNE - P. VILLAIN
CINÉMA FILM
«Débat avec les réalisateurs les Mercredi et Vendredi à la dernière séance»

THÉÂTRE DES AMANDIERS
la Maison de la Culture et le Centre Dramatique National de Nanterre présentent
Monsieur JEAN de Roger VAILLAND
mise en scène de Pierre DEBAUCHE
merc. jeudi vend. sam. à 21 h
dimanche à 16 h
location - réservation 204-18-81
60 rue Greuze - NANTERRE

théâtre atelier de l'épée de bois
CARTOUCHE DE VINCENTS
LE PLAN K
the penny arcade
William Burroughs
Tous les soirs à 20h30 (rel. dim. et lundi)
location: FNAC 30 rue de la République - Nanterre

à partir du 9 mars
400^{ème}
THÉÂTRE GYMNASÉ MARIEBELL
Venez chez moi
habitez chez une copine
comique et jeune
LERIRE NON STOP POUR TOUS
38 Bd Bonne Nouvelle 7701615
Soirée 21h. Matin 15h. Relâche samedi
LOCATION THÉÂTRE ET AGENCES

ATHENÉE LOUIS JOUVET
JEANNE MOREAU
LULU
mise en scène
CLAUDE REGY
073.62.23 et agences

ENSEMBLE INTER-CONTEMPORAIN
Président: **PIERRE BOULEZ**
Directeur musical: **Michel TABAGNIK**
AVIS DE CONCOURS
à partir du 29 mars: AUDITIONS POUR LE RECRUTEMENT de 20 INSTRUMENTISTES
Renseignements: 53, rue St-Dominique, 75007 - 555-92-03

Quintette - Studio Parnasse - Les 14-Juillet
FOUS A DELIER
FILM DE S. AGOSTI, M. BELLOCCHIO, S. PETRAGLIA, S. RULLI
Des fous sans spécialistes, hors des lieux spécialisés. A Parme avec Mario TOMMASINI. A Trieste avec Franco BASAGLIA. Il n'existe RIEN d'irréparable. Ce concept du moins dans leur réalité est totalement dépassé.
PARAMOUNT ELYSEES - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT ORLEANS
PARAMOUNT MAILLOT - STUDIO ALPHA - PUBLICIS ST-GERMAIN - LES TOURELLES - CYRANO-VERSAILLES - MARLY-EN-GENNE
un film de **FREDERIC ROSSIF**
LA FÊTE SAUVAGE
ET A PARTIR du 10 Mars au Publicis Elysées

SPECTACLES

théâtres
Les salles subventionnées
Opéra, 19 h. 30 : Spectacle de ballets (Noces, Etudes).
Chaillet, Grand Théâtre, 20 h. 30 : Divines paroles. - Foyer Passy, de 14 h. à 18 h. : Théâtre. - Foyer, 18 h. 30 : Quatuor Arcadia. - Voir aussi Théâtre de la Renaissance.
Odéon, 20 h. 30 : La Nuit des rois.
Petit Odéon, 18 h. 30 : Anonyme. - Voir aussi Théâtre de la Renaissance.
TNP, 20 h. 30 : Chénier.
Petit TNP, 20 h. 30 : Dialogue d'auteurs.
Les autres salles
Antenne, 20 h. 30 : Le Tube.
Athènes, 20 h. 30 : Monsieur chasse !
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Grosse.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Héroïde.
Atelier de l'Épée-de-Bois, 20 h. 30 : The Penny Arcade Peep Show.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 45 : A vos souhaits.
Européen, 21 h. : La Baraka.
Fontaine, 21 h. : Jacques Martin.
Gélys-Montparnasse, 20 h. 45 : Le Roi des cons.
Hôtel-Varna-Mogador, 20 h. 30 : L'Alphonse.
Mouffetard, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve.
La Lapon, 21 h. : La Mouche qui tourne.
Lucernes, 20 h. 30 : Entrepreneurs avec le professeur Y. - 22 h. 15 : Trois autres simples pour l'enfer.
Madelaine, 20 h. 30 : Feu de vache.
Mathurins, 21 h. : Antigone.
Michel, 21 h. 10 : Deux sur canapé.
Michelet, 20 h. 30 : Voyez-vous ce que je vois ?
Moderne, 21 h. : Le Nerve de Ramones.
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même histoire.
Mouffetard, 20 h. 30 : Abraham.
Nouveaux, 21 h. : Les Deux Vierges.
Olympie, 21 h. : Monsieur Klebs et la République.
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux folles.
Pigalle, 20 h. 30 : Tu ne veux rien de bien méchant.
Ranelagh, 20 h. 30 : Via Fellini.
Renaissance, 20 h. 30 : La Befana.
Saint-Georges, 20 h. 30 : N'écoutez pas, mesdames !
Théâtre, 20 h. 45 : Soleil de glace.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Dick Annegarn.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Dick Annegarn.
Théâtres de banlieue
Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h. 30 : Le Bivouac.
Boulogne, T.H.B., 20 h. 30 : Madame Marguerite.
Châteaufort, Théâtre Paul-Estuard, 21 h. : Une Rampe.
Clignancourt, Théâtre de l'ABC, 20 h. 30 : Chronique grotesque du profit.
Corbeil-Essonnes, Centre culturel Pablo Neruda, 21 h. : Loin d'elles.
Ivry, Studio d'Ivry, 21 h. : Grandeur.
Salle des fêtes de la mairie, 21 h. : Catherine.
Jouy-en-Josas, HEC, 21 h. : Jean-Paul Sartre.
Nanterre, Théâtre des Amandiers, 21 h. : Monsieur Jean.
Versailles, Théâtre Montparnasse, 21 h. : Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 20 h. 45 : Dialogue à trois voix : Au bon caprice.

Les cafés-théâtres
Au Bon Dieu, 18 h. 30 et 21 h. : Le Fantôme et le Modèle.
N. Mons, 22 h. : L'Amant.
Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : Pour tout le monde.
22 h. 15 : La démocratie est avancée.
Hippodrome, 20 h. 30 : Alain Scott.
21 h. 30 : Michel Truffaut.
22 h. 30 : Pascal Auberson.
Café d'Orsay, 19 h. : Bure-Gorge.
21 h. : Marianne Sergent.
21 h. 45 : Les Roues de Paracelse.
22 h. 30 : Prisons sur le secteur.
23 h. : Offenbach.
Après 140 représentations - La « Botte de Lucrèce » se terminera le 13 mars.
Comédie ou non coupable, meurtrière ou victime, la troupe blonde de Victor HUGO vous laisse le choix du verdict ou NOUVEAU CARRÉ pendant 10 soirées - les dernières - en compagnie de Silvia MONFORT, Henri SERRE, François MAISTRE, Bernard ALLOUF et 21 participants.

THÉÂTRE D'ORSAY
CIRENAUD-BARRAULT
les nuits de Paris
dernières
Harold et Maude
dernières
des journées entières
dans les arbres
PETIT ORSAY
Portrait de Dora
création
7, quai Anatole-France - tél. 548.65.90

Le Saine FOSITEL
CINÉMA rue, 8. Sauton (Nanterre) 1.325.92.46
JOURS DE '36
L'AUTRE FILM DE
THEO ANGELOPOULOS
L'œuvre de THEO ANGELOPOULOS

ÉLYSÉE LINCOLN
STUDIO MÉDICIS
HUGO MANFREDI - VOLONTÉ
LA CHEVAL SUR LE TIGRE
Un film de LINO COMENCHI
« Cameraman digne d'être nommé pour les Oscars du Cinéma Italien. » L'ÉPOQUE.
« Une comédie d'été, drôle, drôle et des fois à l'humour du rire. » R.T.L.
« Un spectacle d'été de rire. » L'AURORÉ.
« Des yeux rieurs rieurs. » NOUVEL OBSERVATEUR.
« Les Fieschi Nickels en couleur. » PARIS-MATCH.
« On se trouve à l'aise avec cette œuvre de plaisir. » LE MONDE.
« Une production de pays romains. » ÉLÉ.
« On se retrouve. » FRANCE-SOIR.

HAUTEFEUILLE OLYMPIC - ENTREPOT
DELPHINE SEYRIG
Jeanne Lielman
23, quai du Commerce
1000, Bruxelles
CHANTAL AKERMAN

MARAI ST-GERMAIN-VILLAGE
Mamma Roma de PASOLINI
avec **ANNA MAGNANI**
à LYON : CNF

A partir du 6 mars
PETIT ODEON 21h 30
PINTER
LE MONTE-PLATS

صوتك من الامم

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

Importante Sté Internationale
recherche
pour son département
ENERGIE ELECTRIQUE

Ingénieurs électriciens confirmés

Profil souhaité :
• diplômés des grandes écoles d'ingénieurs;
• techniciens compétents en électrotechnique, ayant si possible plusieurs années d'expérience en installations industrielles, centrales thermiques, courants forts et automatismes séquentiels en Entreprise ou Engénierie.

Les postes offrent de réelles possibilités d'évolution notamment dans les fonctions ingénierie d'affaires et sont à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Ecrire avec C.V. photo (ret.) et prêt s/réf. 227 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE PRIVE, PARIS (8°)
recherche
pour ses SICOMI

J.F. niveau B.P. comptable

1 an d'expérience minimum en cabinet, entreprise, etc., pour fonction de gestion interne, administrative et comptable des contrats.

Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 3.479, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

emplois régionaux

Importante Société de Promotion Immobilière
(C.A. 200 MF) liée à un groupe bancaire
recherche pour GRENOBLE

UN RESPONSABLE FINANCIER ET ADMINISTRATIF DE HAUT NIVEAU

Formation :
• Diplômé de Grande Ecole, E.C., ESSEC, E.C.P., Expertise Comptable;
• Expérience en informatique de gestion indispensable, permettant de diriger une équipe composée d'un ingénieur d'études et d'analystes programmeurs;
• Connaissance du droit de la construction et de la fiscalité immobilière.

Mission :
• Mise en place d'une chaîne informatique en liaison avec une société de logiciels;
• Gestion rigoureuse des concours et de la trésorerie des sociétés de construction du Groupe;
• Supervision de la comptabilité;
• Contrôle de gestion.

Qualités :
• Autorité et sens des contacts humains permettant une intégration rapide au sein de la Société;
• Dynamisme et efficacité particulièrement en matière de gestion de la trésorerie;
• Bien qu'une expérience soit souhaitable, le poste pourrait convenir à un débutant brillant désireux d'accéder rapidement à un haut niveau de responsabilité.

Adresser curriculum vitae et prétentions à n° 6.350 « LE MONDE » Publiée - 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9°), qui transmettra.

Mairie de MARGNANE
recherche urgence

Directeur du Cabinet du Maire

assimilé secrétaire général ville de 20 000 à 40 000 habitants. Niveau licence Droit Lettres plus I.E.P.

Adresser candidature manuscrite, plus C.V. complet et photo à M. le maire de MARGNANE (13700).

EXPERT-COMPTABLE
POITOU-CHARENTES
offre (septembre 1976)
responsabilités niveau direction à expert diplômé.
Expérience plusieurs années. Rémunération correspondante. Ecr. en 8.115, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9°.

Le COMITE D'ENTREPRISE de la SECURITE SOCIALE
45, rue de Dunkerque, Paris-9°.
TEL. : 204-47-20.
(à compter du 9 mars) recherche, pour son Centre de vacances familiales de l'île d'Oron, un couple dans les 30 à 40 a. L'homme aura comme fonction le gardiennage et l'entretien du Centre et du matériel. Sal. à l'embauche : 1.675,50 F brut. Sa conjointe sera embauchée 3 mois environ dans l'année en tant que femme de service, au salaire identique. Logement sur place assuré.

offres d'emploi

Important Groupe Privé de SOCIÉTÉS d'ASSURANCES
Banque Ouest de PARIS
recherche pour s'intégrer dans l'équipe d'encadrement de son service comptabilité générale :

UN JEUNE CADRE
(D.E.C.S., Ecole Supérieure de commerce, etc...)
Expérience minimum indispensable :
• 2 années de pratique comptable.
Ecrire avec C.V. et délai de rémunération s/réf. 13.656 à :
A.P.M. 101, st. Charles de Gaulle 9222 NEUILLY SUR SEINE

ELF AQUITAINE

recherche
POUR SES ACTIVITES CONTRATS TECHNIQUES

INGENIEUR

Chargé principalement de la négociation et de l'établissement en langue anglaise de contrats de services et travaux intéressant la branche exploration - production y compris secteur offshore.

— Diplômé d'une école d'ingénieurs.
— Parfaitement bilingue.
— Présentant des références industrielles en ligne avec les caractéristiques du poste et disposant de bases pratiques ou bonnes notions juridiques et commerciales.
— Disponible pour d'éventuelles expatriations dans le cadre du développement de sa carrière.

Ecrire sous référence No 44771 avec CV et photo, ELF-RE Département Développement Formation 7 r. Nélaton 75739 Paris Cedex 15

Publicis Conseil
recherche

CHEF DE PUBLICITE
confirmé

Formation supérieure, cinq ans d'expérience publicitaire en Agence minimum.

• Goût de la gestion par la réflexion et l'action
• Homme d'initiative et de conviction, optimisant ses rapports avec l'annonceur et l'ensemble des services de l'Agence
• Généraliste, doué de bon sens et de créativité.

Ecrire C.V. et ph. à Jacques MOULIN, Publicis Conseil, 35, rue du Pont 92200 Neuilly-sur-Seine

Echange confidentiel

EMPLOIS et CARRIERES
133, Champs-Élysées, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE OUEST DE PARIS
recherche

UN INGENIEUR
pour BUREAU D'ETUDES chargé de la conception et des calculs de stations d'épuration. Expérience nécessaire en épuration des eaux résiduaires urbaines 5 ans. Allemand nécessaire.

UN INGENIEUR TOPOGRAPHE
Déplacements France et étranger. Connaissances de la cartographie et du travail en galeries souterraines appréciées. Anglais indispensable.

UN PROGRAMMEUR DE GESTION
I.U.T. INFORMATIQUE ou EQUIVALENT Débutant 1 ou 2 ans d'expérience

Env. C.V., photo et prétentions, au n° 45.323 à : CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1°, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALLEMANDE
spécialisée dans le domaine des travaux anti-corrosion, ayant son siège dans une fort agréable région rurale de l'Allemagne du Nord-Ouest, recherche

POUR UN EMPLOI D'ENVIRON SIX MOIS A SON SIEGE ALLEMAND, POUR SON DEPARTEMENT PROTECTION ANTI-ACIDE

DEUX INGENIEURS DIPLOMES
spécialisation bâtiment, construction mécanique, chimie ou formation générale Poste ultérieur en France dans la région parisienne

Les candidats devront, si possible, avoir une expérience pratique de plusieurs années dans l'acquisition, la consultation technique et l'établissement de devis.

La connaissance de la langue allemande ou le désir d'acquiescer cette connaissance sont indispensables.

La situation offerte est susceptible de développements intéressants et dotée en conséquence.

Préférence d'écriture, en y ajoutant un curriculum vitae manuscrit, copie de certificats, photographie, indication de la rémunération souhaitée et de la date d'entrée en service possible à No 45.513 CONTESSÉ PUBLI, 20, avenue de l'Opéra, 75000 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INTERACT
Division Promotion de LEO BURNETT COMPANY INC.
recherche

RESPONSABLE BUDGETS

Caractéristiques :
— formation élevée;
— expérience confirmée;
— goût prononcé pour les méthodes actives de communication, de commercialisation et leur application sur le terrain;
— bilingue (français-anglais);
— qualité de gestionnaire (environ 10 millions de francs de chiffre d'affaires);
— libre rapidement.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à : INTERACT, Mlle JENKINS, 31, rue du Pont, 92200 NEUILLY.

L'État-major administratif et financier d'une importante entreprise française de TRAVAUX PUBLICS SPÉCIALISÉS (renom international) recherche

JEUNE COLLABORATEUR

Formation ESSEC, ESCP ou équivalent

Auquel vous souhaitez préparer une prise de responsabilité importante.

Il devra avoir marqué son goût pour la branche comptable par des stages appropriés au cours de ses études et par l'accession au niveau du D.E.C.S.

Notions informatiques et comptabilité analytique souhaitées.

Il est prévu des séjours à l'étranger en début de carrière.

ESPAGNOL COURANT NECESSAIRE
ALBAIS SOUBRAITE
Quartier Mouton

Env. lettre man. avec C.V. sous le numéro 45.410 :

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

BANQUE PRIVEE
75008 PARIS
recherche

CHEF D'AGENCE

Ce poste nécessite :
— Un âge minimum de 35 ans.
— Une expérience réelle similaire ou en numéro 2 d'Agence importante.
— Un esprit dynamique et une réelle volonté de réussir.

Envoyer C.V. manuscrit sous numéro T 82.156 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Beaumour, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITE
(marché industriel et biens d'équipement) recherche

CHEF DE PRODUCTION

jeune et dynamique, susceptible de favoriser le développement de sa clientèle.

Commercial, agressif, le candidat idéal aura aussi un sens aigu des relations humaines.

De sérieuses références d'expérience en agences sont souhaitées.

Ecrire sous n° 372.306 M. REGIE-PRESSE, 15 bis, rue Beaumour, Paris-2°, qui transmettra.

P.M.E. implantée région parisienne traitant pour le compte de sociétés multinationales 80.000 heures mois de travaux mécano soudure, petite et grosse mécanique très bien équipée.

recherche

COLLABORATEUR

haut niveau très intéressé milieu international des affaires pouvant apporter licences fabrication, commercialisation possible.

Discrétion assurée.

Ecrire avec C.V. et prétentions à S.N.P.P., 63, rue Pierre-Boite, PONTAISE.

DEUTSCHER JOURNALIST

Wird von internationaler Presseagentur in Paris für deutschsprachigen Dienst gesucht

VORAUSSETZUNG:
Perfekte Kenntnisse der französischen Sprache Englisch oder spanisch Kenntnisse erwünscht.

Zuschriften an : HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, st. réf. 37.222, qui transmettra.

Importante Sté Internationale
recherche
pour son département
ENERGIE ELECTRIQUE

Ingénieurs électriciens débutants

Les candidats seront diplômés des grandes écoles d'ingénieurs. Ils développeront leurs compétences dans les domaines suivants :
• électrotechnique,
• installations industrielles,
• centrales thermiques,
• courants forts,
• automatismes séquentiels.

Ils souhaitent s'orienter à terme vers la fonction d'ingénieurs d'affaires. Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Ecrire avec C.V. photo (ret.) et prêt s/réf. 228 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

TECHNICON S.A.
Leader mondial de l'automatisation des analyses de laboratoire
recherche

TECHNICO COMMERCIAL
pour service Administration des Ventes DUT ou BTS Biochim. Biol.

C.V. et prétentions à :
M. J.-J. VERNIERE,
TECHNICON S.A.,
B.P. 10, 95330 DOMONT.

création de poste

pour un Important Groupe de Transports coté en Bourse

CONTRÔLEUR INTERNE
niveau D.E.C.S.
minimum 30 ans

possédant une expérience de 3 ans dans la fonction, la pratique de l'audit et de bonnes connaissances en informatique de gestion. Il a la responsabilité du contrôle interne dans la branche voyages du Groupe et pour missions particulières : l'organisation administrative des documents et des circuits comptables; la mise au point et le suivi des procédures de contrôle utilisées par les inspecteurs qui lui sont attachés. Lui-même est appelé à se déplacer auprès des différentes Agences.

Connaissances comptabilité voyages non indispensables; expérience contrôle externe appréciée.

Adr. lettre manuscrite indiquant prêt avec CV, photo sous réf. 281 A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE
recherche

PLUSIEURS INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Pour responsabilité d'un domaine de produits et d'une clientèle bien déterminée.

Formation Grande Ecole ou Universitaire. Expérience de quelques années en électronique professionnelle. Anglais souhaité.

Lieu de travail : PARIS.

Adr. C.V. manuscrit, photo retournée n° 44.664, CONTESSÉ PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1°, q. tr.

CHEF TRADUCTEUR
RESPONSABLE DU RECRUTEMENT et de la SÉLECTION des TRADUCTEURS-FIGURISTES et de CONTRÔLE de QUALITE des TRAVAUX EXECUTES

recherché par PREMIERE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE TRADUCTION.

• Excell. connaissance Anglais et Allem. Techn. indup. expér. traduction courante.
• Entrée en fonctions immédiate si possible.

Envoyer C.V., photo, prêt, à ROSE ET BILLET, 1, rue René-Bazin, 75016 PARIS, qui transmettra.

مكتبة الامم

هكذا امن الرجل

A PROPOS DE...

L'AMÉLIORATION DES SERVICES SUR LES AUTOROUTES

L'asphalte avec le sourire

Le ministre de l'équipement, M. Robert Galley, vient de prendre un certain nombre de décisions qui devraient donner satisfaction aux usagers des autoroutes.

« Les grands rubans d'asphalte et de béton », sans lesquels nous aurions été portés au bord de l'asphalte, nous les avons aujourd'hui. Cette année, 3 380 kilomètres d'autoroutes parcourront la France. Le temps du voyage automobile s'en trouve considérablement raccourci ; faut-il pour autant le considérer sous cet aspect et sous ce seul aspect ? La comme ailleurs, il faut améliorer la vie.

Les routiers, qui sont les grands habitués de l'autoroute, ont été les premiers à ressentir les besoins de cette « humanisation ». C'est d'abord à cette profession que l'amélioration des zones de détente, de l'aménagement paysager, de la qualité de la restauration, des commodités du dépannage, sont apparues comme indispensables. On se souvient que l'an dernier les routiers s'étaient mis en colère et avaient protesté contre les prix élevés des péages et la mauvaise qualité des services.

Le ministre de l'équipement en a tenu compte. Il propose : d'abord de créer pour les transporteurs des aires de repos, avec des écrans de verdure, ou des vallonnements qui les isoleront du bruit du trafic et leur permettront de dormir d'un sommeil réparateur. Il s'agit aussi de diversifier la restauration actuellement aux mains de quel-

ques sociétés sous-traitantes, dont Jacques Borel. C'est là un changement radical de politique puisque, aux grands établissements en situation de quasi-monopole, on substituera de nombreux petits restaurateurs d'une capacité d'environ cent personnes et pratiquant la cuisine régionale.

« Nous ne comprenons pas, dit-on chez Jacques Borel, pourquoi c'est exactement ce que nous sommes en train de faire depuis deux ans. D'ailleurs, les routiers viennent nombreux chez nous : un seul inconvénient : nous ne pouvons servir la « calva » puisque sont interdites sur les autoroutes les boissons de plus de 10° ». « La vraie raison, disent les routiers, ce sont les prix élevés et la mauvaise qualité. »

Il n'est pas certain que la concurrence permettra de baisser les tarifs. Elle ne peut en tout cas qu'améliorer la restauration dont on s'accorde à reconnaître qu'elle est actuellement des plus médiocres. La tentation du monopole, là où l'esprit de service public est absent, est d'abuser plutôt des pires choses et il semble que les sous-traitants de la restauration autoroutière aient ainsi tiré la poêle aux œufs d'or.

Il est certain qu'une nouvelle politique plus « écologique » où l'on prend mieux conscience des injures faites au paysage et aux hommes ne pourra égarer ce type de restauration où il s'agit d'avaloir des plats comme des kilomètres.

CHRISTIAN COLOMBANI.

TRANSPORTS

L'argent dépensé dans l'aéronautique ne profite qu'à une minorité de travailleurs et d'usagers

déclare le directeur général de l'UTA

« A une époque où tout nous pousse à réduire les inégalités, il est inacceptable de défendre une politique aéronautique qui tend à les accentuer. L'argent dépensé dans ce secteur d'activité ne profite, en effet, qu'à une minorité de travailleurs : moins de 1 % de la population active, et à une minorité d'usagers : moins de 5 % de la population totale. » Ainsi M. Antoine Veil, directeur général de la compagnie privée U.T.A. et président de la commission des transports et des communications du VII^e Plan, lors d'un dîner-débat organisé le mercredi 3 mars, par le Carolo de l'aéronautique et de l'espace, a mis courageusement en garde les pouvoirs publics contre un gâchis des deniers de l'Etat, dont la plus récente et la plus éclatante manifestation est l'avenue de Concorde.

« Même si l'opinion n'en a pas encore conscience, ce phénomène appelle une réflexion », a déclaré M. Veil. Une anomalie : le suréquipement aéronautique. A son avis, « les extensions — en cours ou en projet — des aéroports de Nice, de Marseille et de Toulouse n'ont pas grand-chose à voir avec les besoins réels des compagnies aériennes. Seuls les usagers du transport aérien se plaignent de l'abondance des infrastructures alors que les usagers des autres moyens de transport en dénoncent l'insuffisance », a indiqué le directeur général de l'U.T.A.

Même constat d'incohérence dans le domaine de la construction aéronautique. « La lucidité nous conduit à dresser la longue liste de nos mécomptes et de nos déconvenues », a noté M. Veil. Les parlementaires français, à quelque bord qu'ils appartenent, peuvent bien créer un comité de défense de Concorde, cela prouve simplement la force du mythe. »

La France, d'après le directeur général de l'U.T.A., n'a pas réussi à vendre ses avions civils « parce qu'elle a méconnu la dimension du marché européen trop réduit pour y placer un nombre suffisant d'appareils, le point d'équilibre financier se situant autour de trois cents exemplaires ». Pour M. Veil, « la dimension atlantique s'impose, car les compagnies américaines représentent, à elles seules, la moitié du marché de l'aéronautique commerciale ». Cette coopération avec les Etats-Unis lui paraît indispensable techniquement et financièrement. Ne faut-il pas investir 7 milliards de francs sur un projet d'avion nouveau, un milliard et demi sur un projet dérivé d'un modèle existant ?

Mais les compagnies aériennes ont, aux yeux du directeur général de l'U.T.A., une bonne taille pour être efficaces dans le domaine commercial et opérationnel. « L'idée de créer une compagnie battant pavillon européen est une erreur », a-t-il précisé. En revanche, les transporteurs euro-

péens seraient, à son avis, bien inspirés d'intervenir ensemble auprès de leurs gouvernements respectifs et des autorités de Bruxelles « afin que ceux-ci négocient un modus vivendi avec les Etats-Unis dont les transporteurs à la demande, gavés de sub-

LONDRES : SEIZE CONCORDE PAS D'AVANTAGE

A des journalistes français qu'il a reçus au début de cette semaine à Londres, Sir Kenneth Keith, président de Rolls-Royce, a déclaré qu'un son avis le gouvernement britannique ne donnerait pas son accord à une proposition française de construire trois nouveaux exemplaires de Concorde, qui s'ajouteraient aux seize appareils déjà en service ou encore en chantier. Cette éventualité serait l'objet des discussions, le lundi 29 mars à Paris, entre le secrétaire d'Etat aux transports, M. Marcel Cavallé, et le ministre britannique de l'Industrie, qui a la responsabilité de la construction aéronautique.

Sir Kenneth Keith a encore précisé que la Grande-Bretagne marque de moyens de financement, et que le lancement de la construction de trois nouveaux Concorde, si ce projet devenait d'actualité, ne pourrait être décidé qu'à un niveau élevé de responsabilité, c'est-à-dire que cette mesure serait du ressort de M. Harold Wilson et Valéry Giscard d'Estaing.

ventions par le biais de contrats militaires, menacent de déstabiliser le Vieux Continent. »

M. Veil, dans ses propos, s'est référé à un article paru dans « Le Monde » du 3 février sous le titre « Chère aéronautique ». L'auteur concluait : « L'aviation commerciale mobilise d'énormes capitaux sans bénéficier d'un petit nombre. Cette activité ne subsiste que grâce à l'aide des pouvoirs publics. »

Cette conclusion s'appuyait sur des chiffres très parlants. « En dix ans, le contribuable a apporté l'équivalent de 7 milliards de francs 1975 pour améliorer notre infrastructure aéronautique. Tout compris, les seize Concorde actuellement programmés vont coûter à la France et à la Grande-Bretagne une somme que l'on peut estimer à environ 34 milliards de francs actuels. Depuis 1976, la participation du contribuable à la construction des activités d'Air France est de l'ordre de 3 milliards de francs actuels. »

Aucun démenti officiel n'a encore été apporté à ces chiffres, que paraissent, au contraire, confirmer les propos de M. Veil. — J.-J. B.J.

PÊCHE

UN RAPPORT AU CONSEIL ÉCONOMIQUE

Les marins français vont-ils perdre leurs sources d'approvisionnement ?

Les pêcheurs français trouvent 85 % de leurs prises dans des eaux étrangères. Ce chiffre suffit à montrer l'importance qu'ont pour eux les discussions qui vont s'ouvrir à New-York du 15 mars au 7 mai prochain lorsque la conférence de l'ONU du droit de la mer examinera les propositions visant à interdire aux pêcheurs étrangers une portion plus large des eaux bordant les Etats. En prélude à ce débat, le Conseil économique et social commence à examiner le rapport établi par M. Joseph Martray sur « l'avenir des pêches maritimes françaises ».

M. Martray commence par rappeler l'enjeu de la conférence de New-York. « En plaçant sous juridiction nationale, écrit-il, un espace marin d'une largeur de 150 milles nautiques (prolongeant les eaux territoriales de 12 milles) dans lequel l'Etat riverain disposera des ressources vécues, militaires et civiles, l'ONU s'apprête à consacrer une évolution qui s'est déjà traduite dans les mesures unilatérales prises par plusieurs gouvernements. Même si la conférence de New-York n'aboutissait pas à la signature d'une convention en ce sens, de nombreux pays en l'absence des Etats-Unis — ont fait connaître leur intention de créer de toute manière leur « zone économique exclusive » de 200 milles. »

Il y a là une « évolution irréversible » qui risque de porter un coup très sévère aux pêcheurs français, déjà très atteints par « l'augmentation considérable » de leurs coûts de production, la récession économique mondiale, la surexploitation des fonds marins et les progrès de la pollution. Or il faut se rappeler que la pêche fait vivre deux cent mille pêcheurs et deux cent mille personnes, qu'elle assure l'équilibre économique de plusieurs régions littorales. Le déficit de la balance commerciale des produits de la mer est déjà considérable (1 308 millions en 1974 sur un chiffre d'affaires global de 2 715 millions) ; le risque de s'aggraver beaucoup si l'industrie de la pêche se trouve devant ce que M. Martray appelle « une crise de matière première ».

Si la conférence des Nations unies ou, en cas d'échec de celle-ci, les Etats unilatéralement décidés d'étendre à 200 milles la zone où ils se réservent des droits exclusifs il faudrait que les pays de la Communauté économique européenne décident ensemble de créer « une zone communautaire de 200 milles résultant de la fusion des zones européennes et formant ainsi la mer européenne commune » (1). En plus de cette proposition, le rapport de M. Martray suggère la définition d'une « véritable politique des pêches et produits de la mer », dont les principaux objectifs seraient les suivants : assurer la protection du milieu marin contre la pollution ; aider à la modernisation des na-

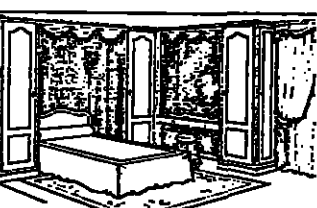
(1) Proposition annexe mais d'une très grande portée : la France devrait décider l'extension de la zone des 200 milles dans tous ses territoires d'outre-mer. On traite à plus de 10 millions de kilomètres carrés la superficie des fonds marins et sous-marins qui se trouveraient ainsi sous juridiction française. Or ces fonds recèlent de grandes richesses, notamment métalliques qui n'ont pas encore commencé d'être exploitées.

vières de la pêche artisanale et industrielle ; valoriser les produits de la mer en soutenant les marchés (fixation de prix communautaires) et en réorganisant les circuits de distribution ; améliorer le statut social des marins qui, par exemple, ne bénéficient pas de conventions collectives nationales.

UN MINISTÈRE DE LA MER ?

Les pêches dépendent actuellement du secrétariat général de la marine marchande dépendant lui-même du secrétariat d'Etat aux transports. On a souvent parlé de les rattacher au ministère de l'Agriculture. M. Martray écarte cette idée mais reprend une suggestion qui a encore été évoquée lors du dernier remaniement ministériel.

Il s'agit de créer un ministère de la mer où l'on recourrait à des ministres marchands et les pêches maritimes (actuellement aux transports), les ports (équipement), l'exploitation des ressources énergétiques et minérales des fonds sous-marins, la recherche océanologique (industrie et recherche, coopération), l'aménagement du littoral (équipement), la lutte contre la pollution des mers (environnement), la plaisance (équipement), etc. On éviterait ainsi l'actuelle « qu'enfilade des compétences administratives ».



Cet ensemble-boiserie sur mesure ne coûte que livré-installé : 5.600 F prêt-à-monter : 3.440 F

C'est un exemple des possibilités que vous offre ARSTYL.

Visitez notre exposition « Meubles-boiseries et rangement démontés ».

ARSTYL
5 rue du Renard 75004 Paris
(Métro Hôtel de Ville)
Tél. : 887.00.50 et 48.14
Etude gratuite de tout projet personnel. Larges facilités de paiement.

Faits et projets

Environnement

● LA S.F.A. CONTRE M. GRUNET. — La Société française des animaux reproche à M. Paul Grunet, secrétaire d'Etat à l'environnement, d'avoir fait un véritable plaidoyer en faveur de la chasse au cours de la présentation de son programme. « C'est rendre un mauvais service à la protection animale que de considérer la chasse comme un agréable sport de loisir », estime la S.F.A.

Région parisienne

● UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR RUGGIS. — M. Michel Giraud, vice-président du conseil général du Val-de-Marne, et maire U.D.R. du Perreux, a été élu, le 3 mars, président-directeur général de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Paris-Rungis (SEDMARIS).

M. Giraud succède, à ce poste, à M. Albert Bou, qui avait organisé, en 1968, le transfert des halles de Paris à Rungis, et qui est atteint par la limite d'âge.

Transports

● LES PARLEMENTAIRES AU SECOURS DU SUPERCONCORDE. — Le comité de soutien « Concorde », qui groupe des parlementaires de tous les partis politiques et que préside M. Lucien Neuwirth, porte-parole de l'U.D.R., vient d'exprimer son intention de « contrer dès à présent et fermement » la tentative des autorités de New-York d'interdire l'accès de l'avion supersonique sur leur territoire. Le comité a rencontré M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, « pour lui exposer tous les risques que présente l'absence d'une réaction officielle ferme au plus haut niveau de l'Etat ».

63, bd Exelmans. Paris 16^e. Une adresse.

Constellation

du studio au 5 pièces.

Au cœur du village d'Auteuil, dans un quartier élégant et pratique, proche du bois de Boulogne, se construit « Constellation », un immeuble luxueux et raffiné :
- Grandes pièces de réception,
- Larges balcons,
- Marbre dans les salles de bains,

- Chauffage électrique,
- Isolation thermique et phonique.

Pour en savoir plus sur « CONSTELLATION » venez sur place tous les jours (sauf dimanche et fêtes) de 14 h à 19 h. Le samedi de 10 h à 19 h.

Tél. : 225.98.30 et 723.98.78

NOVM
2, avenue Montaigne
75008 Paris

Réalisation
OFBA

la TUNISIE

“à la carte”

à des prix sans concurrence et... sans surprise

Quel que soit votre budget “vacances”, quel que soit le temps dont vous disposez, REPUBLIQUE TOURS vous permet de partir librement à la découverte de la Tunisie en choisissant le moment de votre départ, la durée de votre séjour et la catégorie de votre hôtel.

3 formules au choix

ainsi qu'une grande gamme de séjours.

WEEK-END

(soirée de Tunis ou Hammamet)

à partir de **695 F**

MINI-SEMAINE

(4 ou 5 jours)

à partir de **795 F**

SEMAINE

hôtel Ezzahra ****

à partir de **1110 F**

Prix comprenant : Voyage Paris/Tunis/Paris, Logement, petit déjeuner, 1/2 pension, assistance. En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien

Appeliez votre Agent de voyages ou **REPUBLIQUE TOURS** Tél. 355.39.30

DEMANDE DE DOCUMENTATION

NOM _____

Adresse _____

REPUBLIQUE TOURS - 61, rue de Malte 75541 PARIS Cedex 11

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Une proposition d'Entreprise et Progrès

Mettre l'emploi hors jeu

Nous sommes passés de la société bloquée à la société d'alignement. Dans un monde où l'union ne peut se faire sur rien, les grandes causes n'ont plus leur place. Les problèmes qui se posent nécessitent pourtant le concours de tous. Dans neuf ans, la moitié de la population active aura moins de trente-sept ans. Or ce sont les jeunes qui viennent actuellement grossir au III^e des mois les rangs des chômeurs. Dans l'intérêt général, la création d'emplois nouveaux ne mériterait-elle pas une mise hors du jeu politique et la mobilisation de tous ? Au lieu de cela, le patronat se replie sur ses inquiétudes et les syndicats continuent, comme au bon temps de la société de consommation, à négocier sur la semaine de quarante heures et l'abaïssement de l'âge de la retraite. Après plusieurs mois de discussion, l'association Entreprise et Progrès sort de l'ombre pour dire en même temps, au patronat et aux syndicats de ce pays, ces quelques vérités.

Il faudrait profiter de la « petite reprise » qui se dessine pour relancer une ouverture et mettre, en quelque sorte, l'emploi hors jeu. Telle est la proposition d'Entreprise et Progrès. Et pour cela, d'abord lever d'un commun accord les freins qui pèsent sur l'embauche : « Il est impossible de vouloir garantir à la fois l'emploi et les ressources. Or c'est quasiment ce qui se passe aujourd'hui. Aux États-Unis, la diminution de 10 % de la production industrielle s'est accompagnée d'une baisse de 9 % des effectifs. En France, la même diminution de 12 % s'est faite avec une réduction de 2,5 % seulement du nombre des salariés. Le système est rigide ; il entraîne une baisse de la compétitivité de l'industrie française et, à terme, il rend le problème de l'emploi de plus en plus grave... »

M. Bidegain voudrait aborder de front ce sujet avec les syn-

dicats, et convaincre par ailleurs le gouvernement que ce n'est pas au niveau national que le chômage peut être traité. Mais comment créer des emplois ? Parmi les suggestions d'Entreprise et Progrès figure la mise en place par les grandes firmes d'organismes promoteurs de nouvelles entreprises. Les cadres en mal d'activité se verraient dotés de moyens financiers proportionnels aux emplois qu'ils créeraient pour lancer des activités nouvelles. Les contrats de salaires, pour les employés passant d'une entreprise à une autre, seraient développés pour favoriser la mobilité. Pour éviter que certains chômeurs ne refusent certains travaux qui leur rapportent moins que l'indemnité de chômage, l'UNEDIC pourrait leur verser le complément...

Dans l'ensemble, qui serait négocié entre les participants sociaux, il s'agirait de retrouver la capacité des entreprises et des salariés à s'adapter, et leurs motivations pour le faire. Cela supposerait une certaine restauration des capacités de financement des entreprises, dont l'extrême prudence s'explique actuellement par leur surendettement. Entreprise et Progrès préconise pour cela : « Non seulement une réévaluation des bilans une fois pour toutes, mais le remplacement de la comptabilité fiscale actuelle par une vraie comptabilité économique », des encouragements à l'épargne investie, surtout dans les petites et moyennes entreprises, et, éventuellement, l'adoption en France du système américain du « Carry back », qui permet à l'entreprise, en cas de pertes, de récupérer une partie des impôts sur les bénéfices qu'elle a payés les années précédentes, afin de reconstituer ses fonds propres. C'est sans doute trop demander. »

JACQUELINE GRAPIN.

LES PAYS OCCIDENTAUX A LA RECHERCHE

Le gouvernement français mobilise ministres et hauts fonctionnaires

L'Etat possède des moyens considérables d'intervention par les prêts et subventions qu'il accorde et par l'ajustement des marchés publics, mais les délais sont longs et le souci de créer rapidement des emplois nouveaux n'apparaît pas toujours. Par la création de comités départementaux, sous l'autorité du préfet et d'un comité national, baptisé officiellement « comité de salut public pour l'emploi », le gouvernement affirme vouloir mobiliser tous ses moyens et bouleverser les procédures. La réunion à Mâcon de préfets, jeudi 4 mars, avait pour but non pas de lancer des directives

précises, mais au contraire de donner carte blanche aux représentants gouvernementaux et hauts fonctionnaires qui seront « personnellement » responsables.

Le nouveau dispositif, qui devrait être temporaire, doit être complété, fin mars, par des mesures plus concrètes : réforme des aides de la délégation à l'aménagement du territoire, programme permettant le développement de la petite et moyenne industrie et définition d'un nouveau régime de contrats emploi-formation pour les jeunes.

En décidant de donner la priorité à la création d'emplois au moment

où un rapport de l'O.C.D.E. prévoit une nouvelle aggravation du chômage en France, cette année, le gouvernement reconnaît implicitement les insuffisances de la politique défensive qu'il a jusqu'à présent privilégiée.

Le « nouveau dispositif d'intervention en matière d'emploi » a pour objet de « lever les obstacles matériels aux créations d'emplois, éviter tout délai dans l'utilisation des procédures existantes, proposer au gouvernement tous les assouplissements possibles en matière de réglementation ».

UN COMITE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI sera créé dans chaque département. Présidé par le préfet, il comprendra les principaux directeurs et chefs de service dans les domaines financiers, économiques et sociaux.

Ces personnes seront nommément désignées et ne pourront pas se faire représenter. Elles devront examiner ensemble tous les dossiers de création d'emplois soumis à leur service

et prendre des décisions pour faciliter leur aboutissement. Il n'est pas exclu que les collectivités locales et régionales puissent leur soumettre des projets, comme l'a déjà suggéré M. Edgar Faure, ou comme cela existe, sous une forme beaucoup plus décentralisée, au Canada.

UN COMITE INTERMINISTEriel POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI (CIPE), qui se réunira chaque semaine, devra examiner les projets que les comités départementaux ne peuvent pas faire aboutir, ainsi que les dossiers d'importance nationale. Ce comité qui, par délégation, « aura un large pouvoir de décision », réunira, à titre personnel et sans possibilité de se faire représenter, le ministre de l'économie et des finances, le ministre du travail, ainsi que des hauts fonctionnaires.

En plus, « des moyens traditionnels », le comité « disposera d'une enveloppe propre de crédits budgétaires et de prêts du Fonds de développement économique et social » (50 millions de francs).

L'O.C.D.E. : le chômage va continuer d'augmenter

« La situation du marché du travail pourrait continuer à se dégrader, mais d'une façon plus modérée qu'en 1975. A la fin de 1976, le nombre de demandes d'emploi non satisfaites pourrait se situer autour d'un million deux cent mille », écrivent les experts de l'O.C.D.E. dans l'analyse qu'ils viennent de consacrer à la situation économique en France.

« On assisterait, en 1976, à une croissance modérée (+ 3 % pour la production intérieure brute en volume, contre + 7 % en 1975). Mais les effets de croissance correspondraient à un essoufflement de la reprise dans le courant de 1976. Aussi bien, il paraît peu vraisemblable que la croissance rapide de la fin de 1975 puisse se poursuivre durablement. »

EXPORTATIONS. — « L'activité économique mondiale et les échanges commerciaux seront en reprise en 1976. Cette reprise sera toutefois graduée et modérée, et de ce fait les exportations ne constitueront qu'un stimulant modeste de la croissance en France. (...) Compte tenu de la faiblesse actuelle des commandes en provenance de l'étranger et sur la base des perspectives du commerce mondial, la tendance au léger déclin des exportations constatée depuis le début de l'année 1975 pourrait se poursuivre dans les mois qui viennent. L'évolution des prix intérieurs ne permettra vraisemblablement pas de gains impor-

nants de parts de marché en 1976, et au total les exportations de biens et services pourraient s'accroître de 2,8 % environ en volume. »

« Pour l'ensemble de l'année 1976, l'investissement serait en quasi-stagnation par rapport à son niveau de 1975, ce mouvement d'ensemble recouvrant la poursuite du recul, en termes annuels, de l'investissement productif privé, une très légère reprise dans la construction résidentielle et une expansion soutenue de l'investissement public. »

CONSUMMATION. — « La consommation des ménages a continué en 1975 un facteur de soutien de l'activité. On a prévu qu'en 1976 le rythme de progression du revenu disponible réel qui pourrait se ramener par rapport à 1975 en raison, dans le cadre de la politique économique actuelle, d'une progression plus rapide des impôts directs. »

Les prix de détail continueraient d'augmenter rapidement, notamment à cause des produits alimentaires. En moyenne annuelle (1976 comparé dans sa nomenclature à 1975), la hausse serait de 10,2 % contre 11,5 % en 1975. La balance commerciale serait déficitaire de 1,8 milliard de francs et la balance des paiements courants de 15 milliards de francs.



(Dessin de KONK.)

Quand vous arriverez au bureau d'accueil des «Manoirs», demandez à être reçu par M. Houchouet et Bordeaux. Si vous ne pouvez venir, retenez-nous ce bon, nous vous ferons parvenir une documentation.

Nom _____

Profession _____

Adresse _____

Tél. _____

A renvoyer à :

Jacques Ribourel

120 Champs-

Elysées

75008 Paris

M 2

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

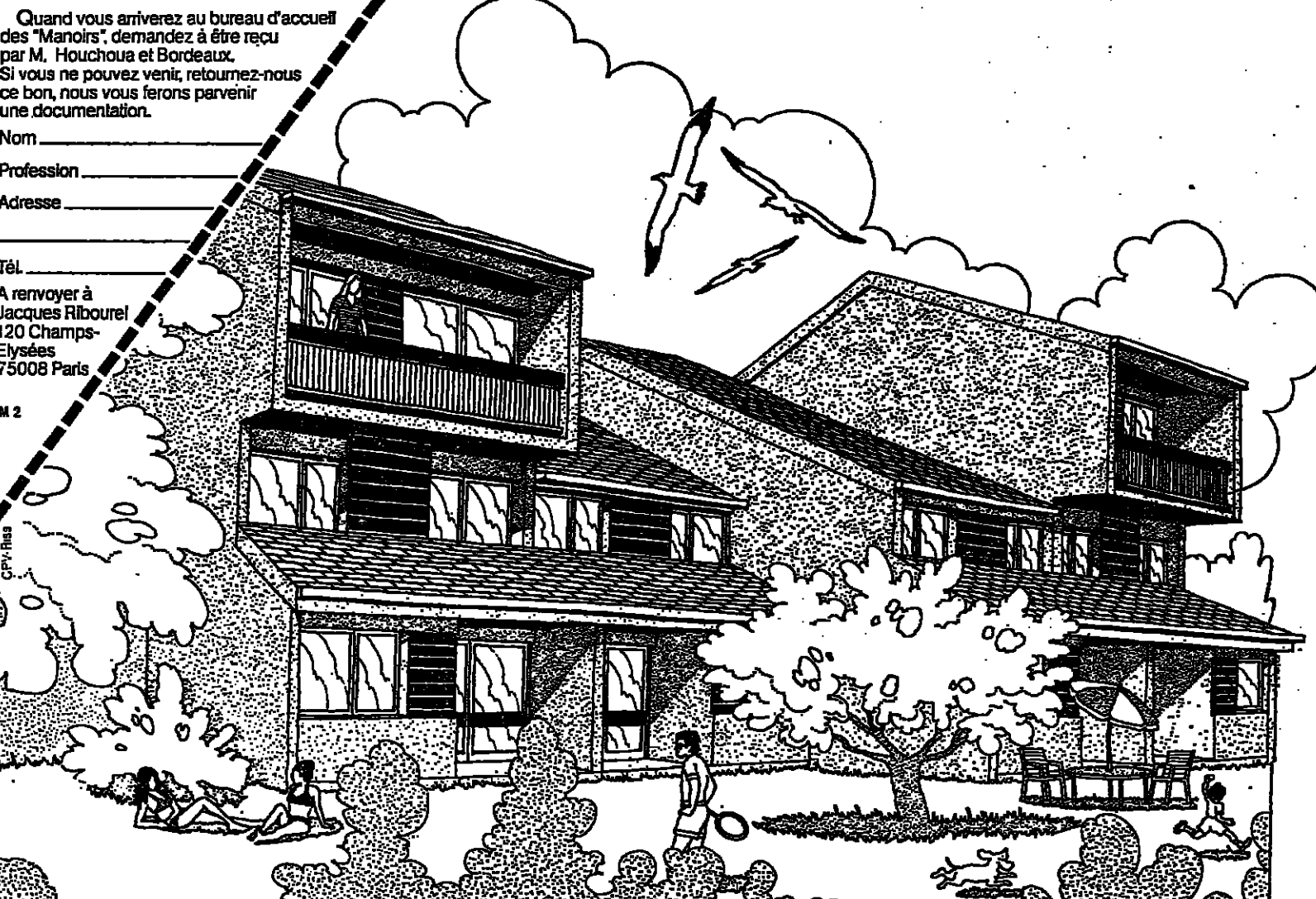
CP 114

CP 114

CP 114

CP 114

CP 114



«Les Manoirs» rue des Terras à Courseulles sur Mer, Calvados.

Dessin d'architecte

Aux Manoirs de Courseulles
petits immeubles de 2 étages, les 2 pièces sont au rez de chaussée, les duplex aux 1^{er} et 2^e

L'assurance calme

Ennemi des grands ensembles monoblocs, Jacques Ribourel a pensé à ceux qui n'aiment pas passer leurs vacances les uns sur les autres. Il a réalisé des résidences avec un rez-de-chaussée et deux étages («Les Manoirs» à Courseulles), ou à 4 ou 5 niveaux seulement («L'Essentage» à Honfleur).

Normand toujours

Jacques Ribourel met toute sa passion et tout son savoir-faire pour respecter le style du

pays, voire le rénover. Il ne choisit que des matériaux nobles : la pierre et le chêne, l'ardoise, la tuile et la brique. Ses réalisations ont toutes un cachet architectural qui les distingue des autres.

La Normandie à deux heures de la capitale.

Par l'autoroute prolongée jusqu'à Caer en 1976 (sortie à Dozulé et à Pont l'Évêque) et le turbo-train (départ gare St-Lazare).

Les résidences Jacques Ribourel ne sont qu'à 200-250 kilomètres de la capitale.

Propriétaire avec 5% comptant à 250 km de Paris

Il suffit d'un petit 5% à la réservation pour accéder, en douceur, à la propriété : ensuite Jacques Ribourel vous laisse payer 15% en 2 ans... Et il vous fait bénéficier d'un crédit bancaire de 80% sur 18 ans ! c'est la triple facilité Jacques Ribourel qui vous permet de voir plus grand et plus loin.

“En vacances, on apprécie le calme des petits immeubles”

Ribourel.



la Normandie vous est présentée
120 Champs Elysées

Paris 8^e 256 0090

— métro et parking George V —

La qualité Jacques Ribourel sous contrat prix bloqué. La qualité Jacques Ribourel

صكنا من الامم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

D'UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'EMPLOI

Vingt-quatre ministres du travail de l'O.C.D.E. réunis à Paris

Pour la première fois dans l'histoire de l'O.C.D.E., les ministres du travail de vingt-quatre pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques se réunissent à Paris pour échanger leur expérience et tenter d'harmoniser leur politique dans le domaine de l'emploi. La brusque et importante montée du chômage et surtout les prévisions selon lesquelles la croissance et le jeu de l'économie libérale ne pourront plus à elles seules résorber le sous-emploi sont à l'origine de cette rencontre. A la

politique défensive qui consiste à colmater les brèches et à éviter la colère des chômeurs s'ajoute ici et là une politique plus active mais aussi plus dirigiste. « Mais l'objectif du plein emploi ne doit pas se traduire seulement par une diminution du chômage, a déclaré M. Durand dans son discours d'ouverture. Il doit tendre vers un équilibre à la fois quantitatif et qualitatif, collectif et individuel. » Dans le vaste catalogue de mesures

proposées à la réflexion des ministres figure, outre l'allègement des coûts salariaux des entreprises, le renforcement de la formation et l'accroissement des emplois dans le secteur public, un instrument nouveau : la mise en place de projets d'emploi des chômeurs financés par les collectivités locales afin de satisfaire de nouveaux besoins sociaux. Des expériences originales ont été tentées au Canada dont les pouvoirs publics français voudraient s'inspirer.

Une expérience originale au Canada

De notre envoyé spécial

Montréal. — Jolie des enfants, la neige, qui recouvre des mois durant une vaste étendue de l'Amérique du Nord, est aussi un fleau pour des dizaines de milliers de Canadiens. Une partie de l'économie est paralysée, et le chômage, déjà important, subit une brusque poussée saisonnière. Mais, depuis 1971, de nombreux chômeurs retrouvent une activité temporaire et rémunérée au service de la communauté. Mieux, le chômeur — de sa propre initiative ou avec l'appui d'associations ou d'une municipalité (1) — peut présenter un projet de travail collectif et, s'il est accepté, le réaliser lui-même jusqu'à son terme.

L'inactif, devenu promoteur et employé, reçoit de l'Etat un budget et le gère ; il embauche, dirige, exécute. Certains ont construit des kilomètres de piste pour moto-neige ou des patinoires, des centres communautaires, des salles paroissiales, d'autres ont fabriqué des jouets, d'autres encore transportent des vieillards au théâtre, préparent des repas pour les personnes âgées et isolées, conseillent des locataires, ravivent des sites historiques, ou organisent des campagnes de sensibilisation contre la drogue, la pollution ou pour les coopératives. « Dites-nous ce que vous voulez faire, et si cela rend service à la communauté, nous concurrençons les organismes ou institutions existantes, ne répond pas au jeu normal du marché, nous vous verserons des subventions pour réaliser vos projets », tel est le résumé que nous a fait un dirigeant québécois du Programme d'initiatives locales (ou L.I.P. en anglais) que

le gouvernement d'Ottawa a lancé en 1971 et qu'il reprend chaque année. Pour obtenir la manne gouvernementale, le candidat doit respecter une série de conditions : présenter un projet à but non lucratif qui ne fasse pas concurrence au secteur privé, mais bénéficie à la communauté et crée un nombre minimum de soixante semaines homme-travail. Autre condition : pouvoir réaliser le projet en quatre semaines au maximum et satisfaire complètement le « besoin », à moins qu'un relais financier ait déjà été trouvé pour prolonger l'expérience. Une fois le projet accepté par une commission locale désignée par le député, le promoteur reçoit une subvention — au maximum 100 000 dollars (1), dont 80 % doivent servir à recruter des chômeurs par l'intermédiaire des agences pour l'emploi, et à les rémunérer par un salaire inférieur aux rémunérations moyennes (125 dollars par semaine environ, 155 dollars au maximum). L'objectif est de faire « marcher les caractéristiques plus que les muscles », en limitant, sans aide supplémentaire et locale, l'utilisation de matériaux et de machines. Le succès de cette formule ne s'est pas fait attendre, puisque chaque année ont été présentés dix mille à quinze mille projets — parfois extravagants, tel celui de créer un « bordel ambulatoire », parfois contestataires, tels ceux qui tendaient à appuyer des mouvements gauchistes ou favorables à l'indépendance du Québec.

ainsi le P.I.L. facilite-t-il ensuite la réinsertion de ces « privilégiés » dans le circuit normal de l'économie ? Le bilan doit être nuancé : « Les employeurs, déclare un responsable du P.I.L., étaient au départ méfiants à l'égard de ces personnes qui avaient touché à tout et avaient travaillé dans un esprit autogestionnaire, mais, les années passant, ils ont évolué et apprécient ces chômeurs actifs. » Une enquête indique qu'après la période P.I.L., « deux fois plus d'hommes et une fois et demie plus de femmes qu'avant vivent de leurs gages (...) et que les étudiants embauchés trouvent plus facilement un emploi », mais 32 % des hommes qui étaient en chômage avant le P.I.L. étaient à nouveau trois mois après la fin de leur contrat ; fait à la fois positif et négatif : « Sur les 15 % de femmes qui ont obtenu un emploi, les deux tiers sont restées dans la population active, mais parmi elles les quatre cinquièmes, faute d'emploi, doivent s'inscrire au chômage ! » Pour l'opposition et les syndicats, qui se sont peu intéressés à

la formule, le P.I.L. a trois inconvénients : « Il fait apparaître des besoins dont on ne prévoit pas toujours la satisfaction à la fin du programme (et la création de crèches, dont les fondateurs des manifestations et des occupations) ; « Il masque provisoirement le chômage en rendant ensuite plus difficile l'insertion professionnelle ; « Il sert les buts des hommes politiques au pouvoir (les députés), qui souhaitent des projets et en rejettent d'autres pour satisfaire leur clientèle électorale, tout en récupérant les idées gauchistes des adversaires et en intégrant certains de leurs auteurs dans la mécanique capitaliste. » Formule marginale et de survie, ambiguë ? Sans aucun doute. Un responsable québécois l'admet pour ajouter : « Nous sommes conscients qu'il faudra développer l'emploi dans des domaines insoupçonnés. L'avenir du P.I.L. serait alors de préparer l'opinion à cette évolution de la politique de l'emploi. »

JEAN-PIERRE DUMONT.

AFFAIRES

Le groupe Sacilor-Sollac annonce une relance de ses investissements en Lorraine

De notre correspondant

Metz. — M. Jean Gandois, président-directeur général de Sacilor-Sollac, a annoncé, mercredi 3 mars, à Hayange, que le groupe sidérurgique lorrain, qu'il dirige, investirait 1,5 à 2 milliards de francs, au cours des trois à quatre années à venir.

L'élément essentiel de ce programme d'investissement est la construction d'une nouvelle aciérie à oxygène à Sollac-Sérémange, d'une capacité de 2,2 millions de tonnes, dont le coût prévisible est de 625 millions de francs. Cette aciérie, qui sera mise en service au cours du deuxième semestre 1978, comprendra notamment deux convertisseurs de 220 tonnes chacun ; dès les années 80, elle devra être complétée par une troisième, la construction d'un troisième convertisseur de 220 tonnes et, enfin, l'amélioration du train à chaud. « Si nous pouvons réaliser ce programme, Sollac aura des performances techniques comparables à celles des aciéries modernes », estime M. Jean Gandois. Cet accroissement de productivité se traduira toutefois par une baisse des effectifs de l'ordre de six cents personnes environ.

Bien évidemment, le lancement de tous ces investissements se fait grâce à une aide de l'Etat. La construction de la nouvelle aciérie est une opération qui a été jugée prioritaire dans le cadre du plan de relance du gouvernement et bénéficiera donc de prêts du FDES (Fonds de développement économique et social). Ces prêts, attendus depuis plus de six mois, devraient être prochainement notifiés. La sidérurgie lorraine obtiendrait environ 750 millions de francs et le même volume devrait être accordé à la sidérurgie du Nord.

Cette participation de l'Etat est minoritaire, mais détermi-

nante sur le plan psychologique », a déclaré M. Jean Gandois, qui estime que le lancement de ce programme d'investissement « est un acte de foi de la sidérurgie lorraine, acte partagé par les pouvoirs publics ». En Lorraine, l'annonce du lancement du programme d'investissements sur Sollac a provoqué un réel soulagement. Le patronat de la transformation des métaux, secteur dont la majorité des entreprises réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires avec la sidérurgie, ou grâce à celle-ci, ne cache pas sa satisfaction. La baisse d'activité de Sacilor-Sollac avait en effet provoqué une chute sans précédent des carnets de commandes et engendré des situations très difficiles sur le plan de l'emploi, en Moselle notamment.

La décision prise par les dirigeants du groupe semble également marquer un tournant dans la stratégie de Sacilor-Sollac, qui veut s'insérer encore plus dans le tissu industriel de cette région. « Nous intensifierons notre politique régionale d'approvisionnement et de travaux », a déclaré M. Jean Gandois, qui entend mener une action d'industrialisation en coordination avec les pouvoirs publics. Cette orientation est très nettement différente de celle qui avait été prise au cours des années 70, alors que le groupe était dirigé par M. Louis Dhermy, et sa conséquence la plus visible est la mise en sommeil des projets d'extension concernant Solmer.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

Des difficultés de rémunération

Trois mille à six mille projets ont été acceptés chaque année ; ils ont procuré trente mille à quatre-vingt-dix mille emplois durant quatre à six mois, et ont coûté à l'Etat 72 à 215 millions de dollars ; après une croissance rapide en 1971-1972 et 1973-1974, le P.I.L. a régressé pour des raisons tant économiques (chômage moins important) que politiques (nécessité de réfléchir et de revoir la procédure) avant de progresser à nouveau cette année ; initialement évalué à 150 millions de dollars pour l'hiver prochain, le budget 1976-1977 sera réduit du tiers, car le gouvernement a décidé de diminuer les dépenses de l'Etat et de donner aussi la priorité à la lutte contre l'inflation. Cette action, non négligeable même si elle demeure marginale dans le domaine de l'emploi, est elle néanmoins bénéfique tant pour les chômeurs que pour la communauté ? Selon des sondages, l'opinion publique se déclare satisfaite et les études démontrent qu'au moins 70 % des initiatives n'auraient pu être menées à leur fin sans les subventions du P.I.L. ; en dépit du caractère saisonnier de ce programme, près du quart des projets se poursuivent au-delà de la durée prévue avec l'appui financier de l'Etat et un autre

quart des projets se prolongent grâce à des aides extérieures. Devant le succès de la formule, l'Etat a également lancé d'autres systèmes, dont l'un consiste à faciliter la création d'entreprises traditionnelles, l'autre à subventionner des firmes offrant des emplois à des handicapés, ces derniers devant être actionnaires de la société (3). Les emplois créés par le P.I.L. ont profité dans plus de 75 % des cas à des travailleurs sans emploi (chômeurs secourus, assistés sociaux et handicapés, retraités et femmes au foyer) (4). Ce travail saisonnier et original qu'offre

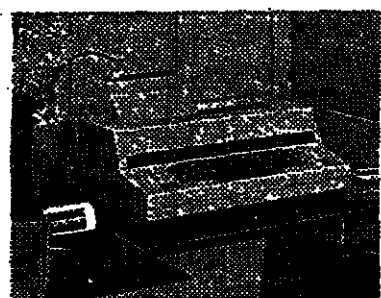
(1) Les projets émanent pour 27 à 30 % d'organismes publics, la majorité des initiatives provenant d'associations, de groupements sportifs, culturels et de particuliers. Groupes d'activités : conservation (45,8 %), arts et sports (3,1 %), arts et culture (3,7 %), éducation (7,6 %), services sociaux (22,3 %), sport et loisirs (7,1 %), recherche (4,3 %).

(2) 1 dollar canadien = 4,55 francs.

(3) Il s'agit du projet d'aide à la création locale d'emploi (P.A.C.E.) ; vingt-six projets sont en cours de réalisation au Québec.

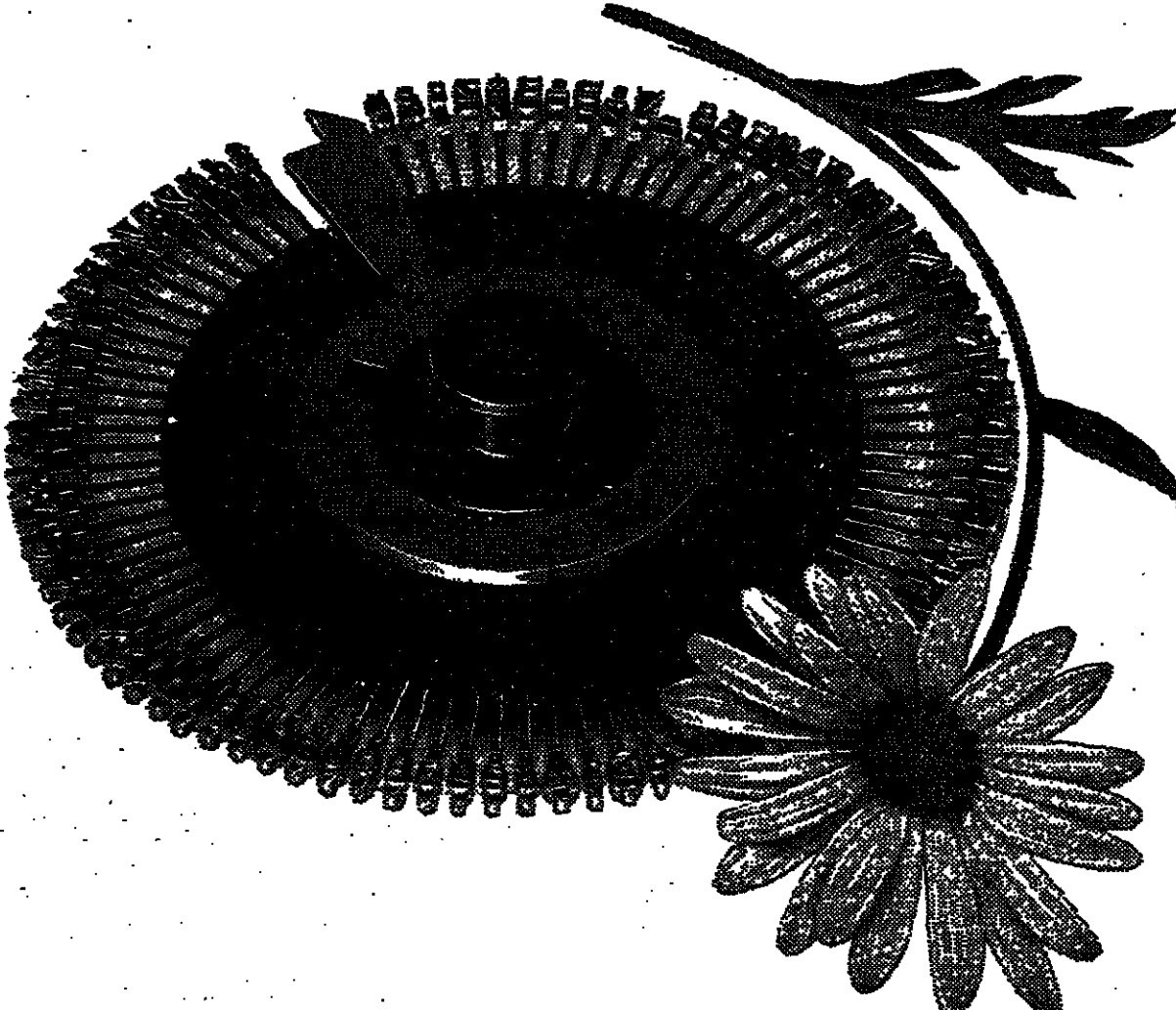
(4) Chiffre de 1972-1973. La situation antérieure des travailleurs du P.I.L. était la suivante : emploi régulier à plein temps (13,3 %), emploi régulier à temps partiel (2,5 %), emploi mais mise pied privée (11,2 %), chômeurs (60,3 %), au foyer (7,3 %), en retraite (4,6 %), étudiants (4,3 %), divers (5,7 %).

Maintenant, les marguerites frappent.



La Marguerite c'est le surnom de la Xerox 800, la première machine à écrire à mémoire de Rank Xerox. C'est aussi un système de frappe révolutionnaire. Machine de traitement de textes, la Xerox 800 permet rapidement de corriger, modifier, retrancher, intercaler, etc. Elle frappe les tableaux, met en page, justifie, souligne... bref, facilite la vie de votre secrétaire. Quelle que soit son utilisation, la

Xerox 800 se caractérise toujours par une grande simplicité d'emploi. Une équipe Rank Xerox : ingénieur de vente, analyste, assistante-clientèle, est à votre disposition pour vous aider à en découvrir toutes les possibilités. Rapidité, souplesse, simplicité, décidément la Xerox 800 est bien une Rank Xerox. Pour tout renseignement : Rank Xerox Tour Horizon, 52 Quai National - 92800 Puteaux. Tél. : 776.43.24 - Poste 3770.



RANK XEROX

S. T. E. G.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (S.T.E.G.) est sur le point de lancer un appel d'offres international en vue de passer commande pour la fourniture, le transport, le montage et la mise en service industriel d'une centrale hydroélectrique d'une puissance de l'ordre de 30 MW, implantée à Sidi Salem dans la région de Testour.

Les constructeurs désireux de soumissionner peuvent retirer les dossiers d'appel d'offres au siège social de la S.T.E.G. (Département de l'Équipement, 38, rue Kmal-Ataturk, Tunis-TUNISIE) ou se les faire adresser moyennant le versement de 100 (cent) dinars tunisiens ou leur contre-valeur en monnaie étrangère, à partir du 15 mars 1976.

L'ouverture des plis est prévue pour le 16 juin 1976.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

APRÈS LES INCIDENTS DE NARBONNE

Le Comité d'action vinicole appelle à une large mobilisation des viticulteurs du Midi

Perceptions plastifiées, gares sacrifiées, péages d'autoroutes endommagés, barrages routiers : la violence vigneronne s'est une nouvelle fois déchaînée, mercredi 3 mars, dans l'Aude et l'Hérault.

Tout a commencé après que la police de Montpellier eût appréhendé mercredi, dans le courant de l'après-midi, deux viticulteurs audois, MM. Michel Olive et Salvador Dumas, qui ont été transférés à Lyon, ainsi que trois conducteurs de cars libérés jeudi matin — qui auraient participé au commando contre les établissements viticoles Ramel de Maximeux (Ain) (Le Monde du 3 mars).

Le capitaine de gendarmerie de Narbonne, M. Guérin, se rend alors au siège de l'Union générale des viticulteurs pour s'entretenir avec les responsables viticoles de la situation créée par ces interpellations. Il est retenu en otage. Les vigneronnes entendent négocier la libération de l'officier de gendarmerie contre l'arrestation de viticulteurs interpellés. A 20 h 30, M. André Cases, l'un

LE MIDI EN ÉBULLITION

(Suite de la première page.)

« Notre violence réplique à la violence économique de ceux qui veulent nous ruiner », disent les vigneronnes, pour justifier de tels actes.

Certes, les négociants ont au cours de ces derniers mois joué la carte des importations, sans se soucier des conséquences pour les producteurs nationaux dont la distillation massive a été la seule route de sauvetage. Certes, la situation de nombreux vigneronnes reste précaire dans l'attente des décisions européennes qui permettront la mise en place d'un office des vins de table. Depuis la journée « ville morte » du 7 février, organisée dans le calme, la voie de la violence semblait avoir été abandonnée, mais le feu couvait sous la braise : les vigneronnes ont en main des fusils chargés, des bombes anorées. Certains assurent : « Il y aura des morts ».

Faut-il que comme en Corse l'été dernier, l'on en arrive à de tels excès parce que deux vigneronnes ont été incarcérées pour vandalisme ? De Paris, cela paraît impensable, car cette violence désespérée, irraisonnée, est une arme qui se retournera fatalement contre ses auteurs. La cause des vigneronnes n'a rien à gagner à une guérilla régionale.

Toutefois, n'est-ce pas parce que, dans la capitale, on a pris trop à la légère des manifestations aux nerfs étouffés que ces derniers, les d'avoir tant attendu, se déchaînent aujourd'hui ?

ALAIN GIRAUDO.

des principaux responsables du Comité d'action vinicole de l'Aude (Le Monde du 8 janvier 1976), pose un ultimatum : libération immédiate des deux viticulteurs, « sous peine de quoi nous passerons à l'action ».

La « mobilisation » commence par téléphone. Dès 21 heures, quelques deux cents viticulteurs se rassemblent devant le tribunal de Narbonne. M. Guérin est libéré quelques minutes plus tard. Toutefois, selon le commentaire d'un responsable vigneron : « Les gens étaient surexcités et la nuit a été terrible ».

Le midi est loti : plusieurs affrontements avec les forces de police dans Narbonne, un journaliste blessé, six perceptions saqueuses, pillées ou incendiées, une agence du Crédit agricole attaquée, les gares de Lézignan et de Narbonne envahies par les manifestants, le trafic ferroviaire interrompu, l'explosion de plusieurs bombes, un péage de l'autoroute A 9 gravement endommagé. Enfin, la station internationale du réseau hertzien, national et international, de Narbonne, a été plastiquée. Les dégâts seraient comparables, selon T.D.F., à ceux qui résulteraient de l'attaque de Roc Trédudon, en Bretagne, commis en février 1974. Cette station automatique de Narbonne sert notamment à la télévision de l'Alsace. Sa mise hors service prive de télévision — et même d'émissions radio en modulation de fréquence — les habitants des régions de Perpignan et de Montpellier.

Dans l'Hérault, des barrages de routes à Bessan, à Montagnac, autour de Montpellier, de Béziers et de Sète, des pneus enflammés à Vézargues.

Le calme n'est revenu que ce jeudi vers 4 heures du matin. Au cours de la soirée, plusieurs interventions ont été faites par des élus locaux.

Reste que les vigneronnes du Midi n'ont pas désarmé. Le Comité régional d'action vinicole devait se réunir ce jeudi 4 mars en fin de matinée à Narbonne pour déterminer les suites à donner à l'action. L'un des responsables viticoles nous laissait entendre que l'action pour l'instant était « extrêmement violente ». D'ailleurs, rendez-vous a été fixé aux viticulteurs audois et héraultais devant le siège de la Confédération nationale des vigneronnes du Midi, « vignerons au sac » et avec « le matériel nécessaire pour être efficace », c'est-à-dire des pelles, pioches, et même fusils.

HABITAT

Le Conseil de planification examine les orientations de la nouvelle politique du logement

Ce jeudi matin 4 mars s'est réuni à l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le premier conseil central de planification consacré à la définition des grandes orientations d'une nouvelle politique du logement. Y ont assisté MM. Chirac, premier ministre ; Galley, ministre de

l'équipement ; Barrot, secrétaire d'État au logement ; Fourcade, ministre de l'économie et des finances ; Barre, ministre du commerce extérieur (qui avait présidé la commission chargée du rapport sur la réforme du financement du logement), et Ripert, commissaire général au Plan.

Les travaux du comité de l'habitat du VII^e Plan, une base de réflexion avant le choix. Et il est logique que l'on s'en tienne, au cours de la réunion de ce jeudi, à de grandes orientations et au lancement d'études plus affinées.

Trois directions

Une sorte de consensus s'était dégagé parmi les experts interrogés sur trois directions : aider les plus démunis à se loger, grâce à une aide personnelle mieux adaptée et plus importante que l'actuelle allocation - logement ; sauvegarder l'habitat ancien et revitaliser les centres des villes ; option pour un habitat de qualité, plus coûteux dans l'immédiat, mais moins onéreux à l'usage, et générateur de mieux-être. L'accord s'est aussi fait pour éviter à un appareil de production fragilisé par deux décennies d'empêchement de deux années de crise des à-coups dangereux.

La mise en œuvre de ces choix se heurte à toute une série de difficultés : financières, administratives, politiques.

La tâche qui attend le gouvernement est donc à la fois lourde et délicate, techniquement, socialement, politiquement. Le président de la République en a conscience, puisqu'il attendra trois

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
60 jours	4 5/8	5 5/8	3
3 mois	5 1/8	6 1/8	3 1/8
6 mois	5 3/4	6 3/4	3 1/4

A BRUXELLES

Les positions sur le dossier du vin restent très éloignées

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'agriculture des Neuf ont repris leurs travaux jeudi 4 mars avec l'intention de parvenir à une conclusion avant le lendemain matin. Conformément au scénario habituel, M. Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, devait présenter dans le courant de la journée un projet de compromis couvrant l'ensemble du dossier. Le chemin à parcourir avant de parvenir à un accord est encore semé de multiples embûches, notamment le dossier viticole.

Les ministres se sont saisis, lundi soir, du rapport établi par le groupe de travail auquel ils avaient confié le dossier du vin pour constater que les positions en présence restent très éloignées. Le problème le plus difficile demeure celui de la maîtrise des échanges franco-italiens. Les principaux protagonistes — la France, l'Italie et la Commission — sont d'accord pour considérer que le moyen le plus sûr consisterait à susciter un relèvement sensible des prix du marché en Italie. Pour ce faire, M. Lardinois avait proposé que le Fonds européen (le FEOGA) finance une nouvelle opération de distillation durant quatre semaines.

M. Bonnet a estimé que ce serait là un effort désastreux. M. Lardinois a alors proposé huit semaines pour permettre de distiller environ 2 millions d'hectolitres. Appuyé dans son diagnostic par M. Marcora, le ministre français, a encore une fois, expliqué que ce ne serait pas suffisant : selon eux, la distillation devrait atteindre au moins 4 millions d'hectolitres. Toutefois, les pays non producteurs ne tiennent pas à s'engager, comme l'an passé, dans la voie de distillations massives, très coûteuses, pour le FEOGA.

Sur cette querelle du vin est venue se greffer une nouvelle difficulté. Les Italiens, dont la monnaie n'est sérieusement dépréciée depuis le 21 janvier, demandent au conseil d'en tirer les conséquences, autrement dit, de décider de « dévaluer la lire » de 6 %. Une telle opération, parfaitement conforme à la règle communautaire, aurait comme résultat une augmentation de 6 % des prix agricoles européens libérés en lire et, en contrepartie, une réduction également de 6 % des montants compensatoires appliqués en Italie pour annuler les effets des variations de change. Ces montants compensatoires jouent pour l'Italie comme une subvention des importations et une taxe sur les exportations. La lire verte a déjà été ainsi dévaluée à plusieurs reprises. Or l'expérience a montré que les cours

du vin dans la péninsule ne suivent pas l'augmentation officielle des prix déduites à l'occasion des dévaluations successives de la lire verte. Dans ces conditions, les Français, échaudés, ne tiennent pas à voir disparaître les montants compensatoires, qui jouent en quelque sorte le rôle d'une taxe légale bénéficiant de l'estampille communautaire, contrairement à celle qu'ils ont dû décrier en catastrophe au mois de septembre dernier.

PHILIPPE LEMAITRE.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1232

Lancé par la République de Côte-d'Ivoire pour un projet partiellement financé par la Communauté économique européenne et le Fonds européen de développement. Projet : 231-006-23 - Convention (financement n° 622/CI-P).

Participation :

Est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques ou morales, ressortissant d'un Etat membre signataire des Conventions de Yaoundé ou d'un Etat, pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté économique européenne.

Objet : — Extension additionnelle d'eau ville de KOROHO, Côte-d'Ivoire.

Les travaux sont répartis dans les deux lots ci-après :
LOT N° 1. — Travaux de civil et électromécaniques pour tout de prise station de traitement et pompage de débit nominal 120 m³/h.
LOT N° 2. — 1^{er} sous-lot : fourniture 11.900 m. fonte, diam. 150 à 300 ; 22.210 m. PVC, diam. 30/33 et diam. 90/110 ; 2nd sous-lot : transport pose canalisation ci-dessus.

Délai d'exécution : 12 mois maximum.

Présentation des soumissions

Les soumissions en langue française en trois exemplaires doivent parvenir par pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu à M. le Directeur du Service Autonome de l'Hydraulique Humaine, au plus tard le 23 mai à 15 heures GMT.

Ouverture des offres — non publique — aura lieu le 24 mai 1976 à 15 heures (heure locale) à ABIDJAN, salle du Service Autonome de l'Hydraulique.

Achat du dossier : le dossier d'appel d'offres rédigé en langue française peut être obtenu sur demande adressée à M. le Directeur du Service Autonome de l'Hydraulique Humaine, P.O. Box 231, ABIDJAN, R.C.I. Le prix du dossier est de 20.000 F CFA ou 22.000 francs, 350 DM, 800 FF, 5.300 FB/100, 380 F.I.

Consultation du dossier d'appel d'offres

- 1) S.A.E. ABIDJAN (R.C.I.) ;
- 2) Représentation de la République de Côte-d'Ivoire auprès des Communautés européennes, av. Franklin-Roosevelt, 234 - B. 1050, BRUXELLES ;
- 3) Commission des Communautés européennes. Direction Générale du Développement, rue de la Loi, 300 B. 1049, BRUXELLES ;
- 4) Service d'information des Communautés européennes pour l'Afrique, 22, rue de la Haye, Lange Voorhout 22, LUXEMBOURG, Centre Européen ;

FRANCE : Paris Cedex 16, 14, rue des Belles-Feuilles ; ITALIE : 00197 Rome, via Poli 20.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNILEVER EN 1975

Les ventes ont augmenté de 8 % pour atteindre 37 milliards de florins, dont 10 milliards pour le quatrième trimestre, soit 7 % en plus.

Les bénéfices ont augmenté de 10 % pour atteindre 2 000 millions de florins, dont 620 millions pour le quatrième trimestre, soit une augmentation de 45 %.

Les bénéfices revenant aux actions ordinaires ont baissé de 14 % pour l'année et s'élevaient à 770 millions de florins. Pour le quatrième trimestre ils sont de 220 millions, représentant une augmentation de 35 %.

Le redressement s'est poursuivi au quatrième trimestre. Sous réserve pour margarine, résultats plus bas pour viande, produits chimiques, papier, plastiques et matériaux d'emballage. Excellent trimestre pour UAC International.

Pour l'année entière, bénéfices d'exploitation en Europe beaucoup plus faibles qu'en 1974. Mauvais résultats pour nos plantes. Excellent année pour nos crèmes glacées.

Aux Etats-Unis, bénéfices pour Lipton Inc. augmentés, mais résultats décevants chez Lever Brothers. Hors d'Europe, bénéfices accrus.

Les dividendes ont été versés au dividende final de 4,73 florins par action ordinaire à 7,35 florins, en augmentation de 55 %.

Les indications relatives à la mise en paiement du dividende seront données ultérieurement.

Les comptes annuels de Unilever seront disponibles à partir du 21 avril prochain.

ROTHSCHILD - EXPANSION

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires de Rothschild-Expansion sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 23 mars 1976, à 11 h., à l'hôtel R.M. Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, Paris (14^e).

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir se munir d'une carte d'admission qu'ils peuvent obtenir sur simple demande à la Banque Rothschild, 21, rue Laffitte, 75008 Paris.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

UNIBAIL

EXERCICE 1975

Le conseil d'administration s'est réuni le 2 mars 1976 et a arrêté les comptes de l'exercice.

Le total du bilan au 31 décembre s'élevait à 422,62 millions (contre 412,04 millions à la même date de l'année précédente).

Ce bilan comprend 409,38 millions (E.T.) d'immobilisations locatives ou de crédit-bail. A ce dernier chiffre, il convient d'ajouter les amortissements (32,34 millions) et les engagements (E.T.) figurant hors bilan, soit 411,7 millions, pour obtenir le volume total des opérations engagées : 821,02 millions contre 426,77 millions en 1974.

L'ensemble des recettes locatives E.T. s'est élevé à 61,51 millions, en progression de 31,1 % sur l'exercice précédent (46,92 millions). Dans ce total, les loyers de crédit-bail entrent pour 51,25 millions, les loyers d'immobilisations locatives pour 10,26 millions et les produits accessoires pour 0,19 million.

Après les dotations aux amortissements et provisions, qui s'élevaient à 14,53 millions (contre 8,83 millions en 1974), le bénéfice net de l'exercice atteint 13,28 millions contre 12,46 millions en 1974.

Le conseil a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale ordinaire la mise en distribution de 13 000 000 francs, correspondant à un dividende unitaire de 14,50 francs contre 11,30 francs au titre de l'exercice précédent.

LATONIA INVESTMENT COMPANY, S.A.

Le bénéfice de l'exercice 1975, résultant des revenus sous déduction des frais généraux, s'élevait à 480 000,00 dollars, contre 478 000,00 dollars pour 1974. Y compris le report de l'exercice précédent, d'autre part, le solde disponible du compte « plus-values » aux valeurs réalisées s'élevait à 288 500 dollars, contre 287 000 dollars pour l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, qui aura lieu le 6 avril prochain, une répartition inchangée de 0,90 dollar en circulation de 2 200 000 dollars.

SOCIÉTÉ ANONYME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Société anonyme au capital de 73 775 700 F. Siège social : 40, av. de New-York, Paris 18^e.

Registre du commerce : Paris 35 B 0013.

Obligations convertibles 7 % octobre 1970 de 500 F nominal

AMORTISSEMENT DES OBLIGATIONS

Le traitement tirage au sort des obligations de l'emprunt convertible 7 % de 1970, destinées à être amorties entre le 1^{er} janvier 1976 et le 1^{er} janvier 1978, a été effectué le 5 novembre 1975.

Les obligations désignées par le sort pour être remboursées portent les numéros 28 484 à 39 820.

Ces obligations seront remboursées à partir du 1^{er} janvier 1976, après paiement du coupon afférent à l'exercice 1975, au prix de 500 F.

Remarque importante :

Il est rappelé aux porteurs d'obligations sorties au tirage d'amortissement qu'ils conserveront, pendant les trois mois qui suivent la date fixée pour le remboursement des obligations amorties (soit du 1^{er} janvier au 31 mars 1976), la faculté de demander la conversion en actions de leurs obligations ainsi amorties.

Worms Investissement

Le conseil de Worms Investissement, après avoir approuvé les comptes de l'exercice 1975, propose à l'assemblée un dividende de 8,85 F contre 8,30 F pour l'exercice précédent.

Ce dividende sera assorti d'un droit d'impôt de 2,97 F par action, le revenu global par action à 10,72 F.

A VOTRE SERVICE

europcar 645.21.25

صلى الله عليه وسلم

